INDUSTRIALISATION, URBANISATION ET MIGRATIONS DU TRAVAIL A BERROUAGHIA (Wilaya de Médéa ALGERIE).

Le rôle du complexe de la SONACOME dans l'évolution d'une petite ville de l'Algérois intérieur.

Par A. PRENANT -Université Paris VII-

INTRODUCTION

Le travail présenté ici répond au souci d'approcher la compréhension des transformations qui ont pu résulter, pour ce qui n'était jusqu'à ces dernières années qu'une bourgade stagnante et ensommeillée du Tell algérois méridional , de l'implantation de plusieurs grands établissements dans une zone industrielle . Une telle implantation résulte d'une politique volontaire d'industrialisation , dans le cadre d'une planification régionale poursuivie au niveau de l'Etat , par l'intermédiaire de sociétés nationales : dans le cas de Berrouaghia , la S.N.M.C. (Société Nationale de Matériaux de Construction) et la SO.N.A.CO.ME. (Société Nationale de Construction Mécanique) qui ont implanté respectivement une usine d'agglomérés et un complexe de vannes et de pompes accompagné de sa fonderie .

Plus précisément , il s'agit d'analyser les conditions , les modalités , la nature et les conséquences du recrutement du personnel de la plus importante des deux unités industrielles ,- le complexe de la SONACOME-, prise comme échantillon significatif , pour tenter d'en dégager les effets et les problèmes géographiques , propres à ce type de localisation de ce type d'industrie . Dans l'ensemble , la réalité de la situation au début de 1977 est celle de l'emploi de quelque 2.000 travailleurs au sein de deux grosses unités , et de plus d'un millier d'autres sur les chantiers de construction en cours , dans une bourgade de moins de 10.000 habitants agglomérés qui , en 1966 offrait moins de 1000 emplois non-agricoles au coeur d'une région purement rurale relativement peu ouverte sur le marché . La perspective est celle de l'accroissement de l'emploi purement industriel , du seul fait de l'achèvement en cours du complexe SONACOME , pour 1980 , jusqu'à un effectif supérieur à 3.500 travailleurs .

Cette réalité et cette perspective imposent une confrontation avec les structures d'accueil , existantes ou non , nécessitées par cette brusque transformation du milieu et de l'espace . Elles imposent une analyse des mutations en cours, de celles déjà achevées et des problèmes nouveaux qu'elles posent , en matière de transport , de logement et d'équipement ; et de celles que ces problèmes nouveaux eux même sont entrain d' engendrer .

I. LE COMPLEXE SONACOME DE BERROUAGHIA DANS SON ENVIRONNEMENT.

Il importe en premier lieu de faire le point sur les conditions et les circonstances de l'implantation du complexe , de son insertion dans les perspectives locales de l'industrialisation , et sur son extension encore en cours, avant de préciser les caractéristiques de l'espace choisi pour sa localisation , aussi bien sur le plan des contraintes naturelles , positives ou négatives, que sur celui des infrastructures disponibles antérieurement , et de celles que sa programmation a suscitées. Ce n'est qu' ensuite qu'il sera possible d'analyser le milieu humain préexistant et sa disponibilité vis-à-vis de l'industrie nouvelle , puis les transformations apportées à ce milieu par l'emploi industriel et son extension spatiale , afin de pouvoir définir les distorsions qui ont pu surgir du rythme inégal des évolutions .

La décision d'édifier le complexe de vannes et de pompes a été prise dans le cadre du premier plan quadriennal (1970- 1973) . Elle a tendu à créer une unité succeptible de répondre aux besoins de l'ensemble du marché national , en particulier définispar les perspectives de développement de l'agriculture irriguée . Sa localisation a été choisie en raison des perspectives de la planification régionale visant à équilibrer un emploi industriel tendant spontanément à se concentrer autour des grands ports . Son projet s'insère, pour la SONACOME , dans un ensemble d'investissements qui comprend aussi l'unité de boulonnerie- visserie d' A. KEBIRA (Wilaya de Sétif), le complexe « Machinisme agricole » de SIDI BEL ABBES , et , en association dans la société mixte algéro-allemande ALMO , l'unité de machines outils de CONSTANTINE.

La mise en chantier du complexe date , pour sa première tranche (vannes et fonderie) de 1972 , après signature d'un contrat pour son équipement avec les sociétés STROJEXPORT (Tchécoslovaquie) et INVEST- EXPORT (de DDR), et l'adjudication de la maîtrise d'ouvrage de la construction à la Société française des Grands Travaux de l'Est (SGTE) . L'investissement global initialement prévu se montait à 300 millions de D.A. . La création d'emplois prévue , au terme des deux tranches , était de 3.000. Le capital immobilisé ne devait donc pas dépasser , dans les prévisions , 100.000 D.A. par emploi , chiffre modeste ; il a d'ores et déjà été utilisé , au début de 1977 où le nombre des emplois existants est de 1.600 ; -mais le dépassement reste modeste au regard de celui qui affecte d'autres projets , tant du fait de la modération de l'inflation dans les pays fournisseurs que du respect relatif des délais de livraison , produits en main .

Cet investissement concerne :

1 . Une fonderie , se fournissant en produits sidérurgiques au complexe de la S.N.S. à EL HADJAR (Annaba) , ayant une capacité de production de 5.600 T. de fonte grise , de 2.000 T. de fonte G.S. , 2.000 T. d'acier , 50 T de bronze par an.
2 . Un atelier d'usinage des vannes d'une capacité de production de 18.000 vannes par an correspondant aux besoins nationaux , et utilisant 3.000 T. de fonte grise , 200 T. de fonte G.S. , et 1.000 T. d'acier élaborés dans le complexe .

3 . Un atelier d'usinage des pompes , d'une capacité de production annuelle de 27.000 pompes , correspondant aussi aux besoins nationaux , utilisant le reste des produits de la fonderie , et complétant ainsi une intégration poussée .

La construction du complexe a suscité à Berrouaghia la plus grande part d'une activité de chantiers intense entre 1973 et 1975 , en ce qui concerne la première tranche , comme présentement en ce qui concerne la seconde (l'unité pompes). Fonctionnant en même temps que s'achevait l'unité voisine de la SNMC , que se poursuivait l'aménagement des infrastructures , que s'amorçait celui des logements et des services induits , les chantiers du complexe ont, dans cette période , mobilisé en permanence quelque 700 travailleurs sur les 1200 qu'employait l'ensemble de ces travaux du bâtiment . En 1974 ces travailleurs du chantier ont perçu plus de 5,5 millions de D.A. à eux seuls , de sorte que les salaires payés cette année à l'ensemble des travailleurs du bâtiment ont largement dépassé , en D.A. constants , l'ensemble des revenus distribués en 1972 dans toute l'agglomération . Cependant , ces travaux représentaient 38 Millions D.A. de dépenses effectuées , pour la seule construction , par l'intermédiaires de la S.G.T.E. et des sociétés associées , et permettaient à celles-ci le prélèvement de plus de 2,6 millions D.A. de profits .

Les premiers essais de l'unité de Vannes , utilisant de la fonte importée , ont commencé en Février 1975 , avec moins d'un mois de retard sur les délais . En amont , la fonderie , entrée en production en 1976 , a été officiellement inaugurée le 29 Avril de cette année . Ce sont , avec l'atelier école , fonctionnel depuis le début de 1974 , les locaux de l'administration , l'infirmerie , le restaurant de 500 places , les installations qui couvrent , actuellement , sur les 56 hectares du complexe, 35 hectares (350.000 m2) dont 70.000 m2 couverts (33.000 par la fonderie , 15.000 par l'unité vannes) . Ces installations de la première phase , avec le projet de l'unité pompes , emploient les 1581 travailleurs enquêtés .

En 1977 , en outre , un nombre comparable de travailleurs du bâtiment continue à travailler sur les chantiers , tant ceux des logements en construction que ceux d'aménagement de la zone industrielle et ceux de la réalisation du projet pompes , qui en emploie 800 à lui seul . Ce projet , représentant la deuxième phase de réalisation du complexe , a fait l'objet d'un nouveau contrat , signé le 17 Juin 1975 avec STROJEXPORT et INVEST-EXPORT , concernant son implantation sur 15 hectares (dont 4,6 (46 000m^2) couverts) à l'intérieur des 56 hectares cloturés, et la formation du personnel soit en Allemagne pour les qualifications supérieures , soit sur place , au niveau du personnel ouvrier , comme pour les installations de la première phase . La construction des locaux de l'atelier a été adjugée à un maître d'ouvrage français , la SOGELERG ; elle comporte en outre la réalisation de magasins généraux , de divers ateliers et garages , (notamment un pour les cycles et voitures des futurs travailleurs) , et des bâtiments sociaux définitifs du complexe, sur 12.000 m2 , et celle de 120 logements de 83 m2 de surface moyenne (10.000 m2), et 105 chambres pour célibataires (de 28 m2) , soit 3.000 m2 . La première pierre de ces chantiers a été posée le 29 Avril 1976 , en même temps qu'était inaugurée

la première tranche , à l'époque où des sociétés algériennes répondaient aux offres de sous- traitance de la SOGELERG pour les lots secondaires et le génie civil des logements .

Ainsi , lorsque l'unité pompes entrera en production , en principe un an et demi après le début du montage , soit en Juin 1979 , ce sera un effectif de3200 salariés , deux fois autant qu'aujoud'hui , qui sera employé par le complexe et, qui représentera près de 90% de l'emploi industriel à Berrouaghia . Les mutations mesurées au début de 1977 sont donc appelées à s'accentuer dans les deux années à venir . Elles sont cependant d'ores et déjà trés importantes ,par rapport à ce qu' était Berrouaghia avant toute implantation d'usine .

BERROUAGHIA AVANT L' INDUSRIE :

A 123 Kilomètres au Sud d'Alger , 30 Kilomètres au delà , sur la route de Djelfa , de la vieille ville historique de Médéa , son chef- lieu de wilaya , Berrouaghia n'était , avant l'ouverture des chantiers de construction des complexes industriels , qu'une bourgade de 6.586 habitants agglomérés selon le recensement de 1966 . Implantée au XIX° siècle par le régime colonial comme centre de colonisation officielle substitué à un ancien haras du Bey de Médéa et à 290 zouïdja(s) de terre beylik confiées au groupe makhzen des Abid , elle n'avait pas cessé de jouer presque exclusivement un rôle de centre d'exploitation agricole . Depuis l'indépendance , les domaines autogérés avaient simplement pris le relais des anciennes fermes coloniales : ils couvraient , en 1972 (1) 5364 hectares , le quart de la superficie de la commune , en proportion beaucoup plus considérable que dans les autres communes de la région , Médéa comprise : 34,3 % de la S.A.U. . Leur étendue , et la situation du petit centre au débouché occidental du bassin de céréaliculture commerciale des Beni Sliman sur la pénétrante méridienne Alger- Djelfa , y avaient fixé , dés l'époque coloniale , les organismes locaux de desserte de cette activité (crédit , stockage etc..) .

Hormis l'agriculture et les fonctions qu'elle induisait , Berrouaghia n'était célèbre que par son pénitencier , lui aussi héritage colonial , implanté à l'Est de l'actuelle zone industrielle , sur la route des Beni Slimane . Contrairement à la plupart des agglomérations d'Algérie , elle n'avait connu , entre 1954 et 1966 , qu'une croissance limitée , de 22% pour sa population totale , soit 48% pour sa population algérienne : l'excédent d'immigrants ne dépassait pas le cinquième de l'accroissement naturel .

Entre 1966 et 1973 , la population de la ville n'a pas connu non plus un bilan migratoire positif . On peut tenter d'en suivre le rythme d'après l'évolution du nombre des naissances annuelles , à condition de tenir compte du fait que les données utilisées concernent tout le territoire communal , c'est à dire , en plus de la ville et de son propre territoire ,- celui des anciens Abid-, le terroir des Ouled Deïd; il faut aussi retenir que , de 1967 à 1976 , l'hopital local a été fermé et que le nombre des naissances à l'hôpital de Médéa a pu s'accroître en particulier avec le développement de l'activité de celui-ci lié au programme spécial de wilaya après 1970.

Le nombre des naissances de la commune s'est accru régulièrement de 13% jusqu'en 1970 , soit au rythme de l'accroissement naturel ; il n'y a pas lieu de penser qu'à l'intérieur du territoirecommunal ait joué un facteur de concentration au chef-lieu, emplois ou logements ou services nouveaux . On peut donc estimer à 1.000 environ le nombre des habitants nouveaux de l'agglomération à cette date , par rapport à 1966. La diminution postérieure du nombre des naissances en 1971-72 peut être attribuée à la part croissante des accouchements à la maternité de Médéa , concernant surtout les mères du chef-lieu ; de même , le nouvel accroissement de 4,6% constaté en 1973-74 doit être mis au compte du chef-lieu , et représente pour lui un nouvel apport de 300 habitants . Dans ces conditions, on peut évaluer la population agglomérée de 1974 à quelque 8.000 habitants , équivalente à celle qui aurait résulté du simple jeu de l'accroissement naturel . Mais , dans les faits , il faut penser que le bilan migratoire a été négatif au cours des deux premières années du programme spécial de wilaya ,- en particulier du fait de l'attraction de Médéa et du développement de la région algéroise -, et qu'il n'a retrouvé son équilibre qu'après l'ouverture des chantiers de la zone industrielle .

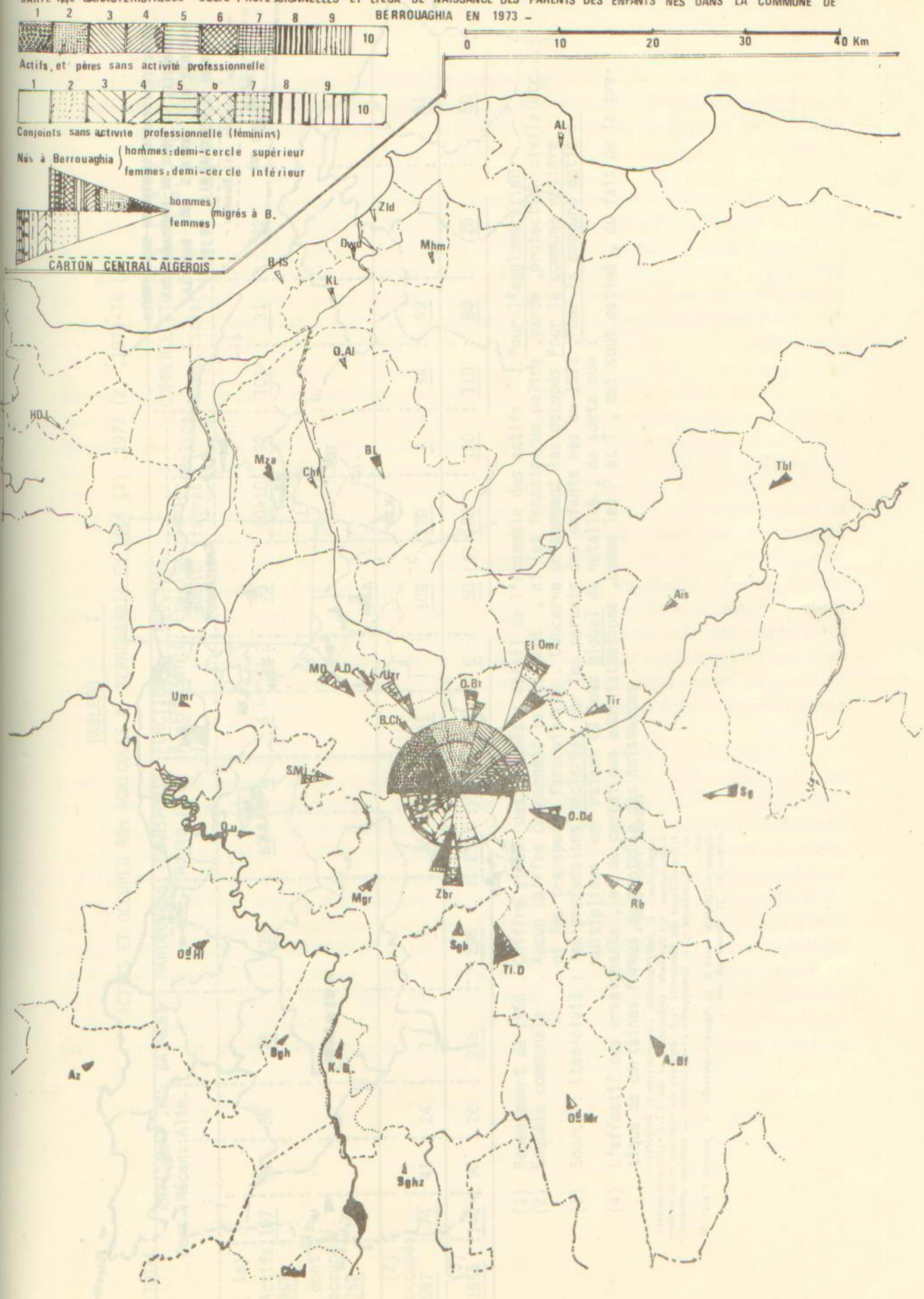
C'est donc près d'une agglomération encore peu urbanisée , pratiquement stagnante , dans le domaine démographique , depuis 1966 et ,au delà , depuis avant la guerre d'Indépendance , qu'ont été projetés et lancés ces chantiers .

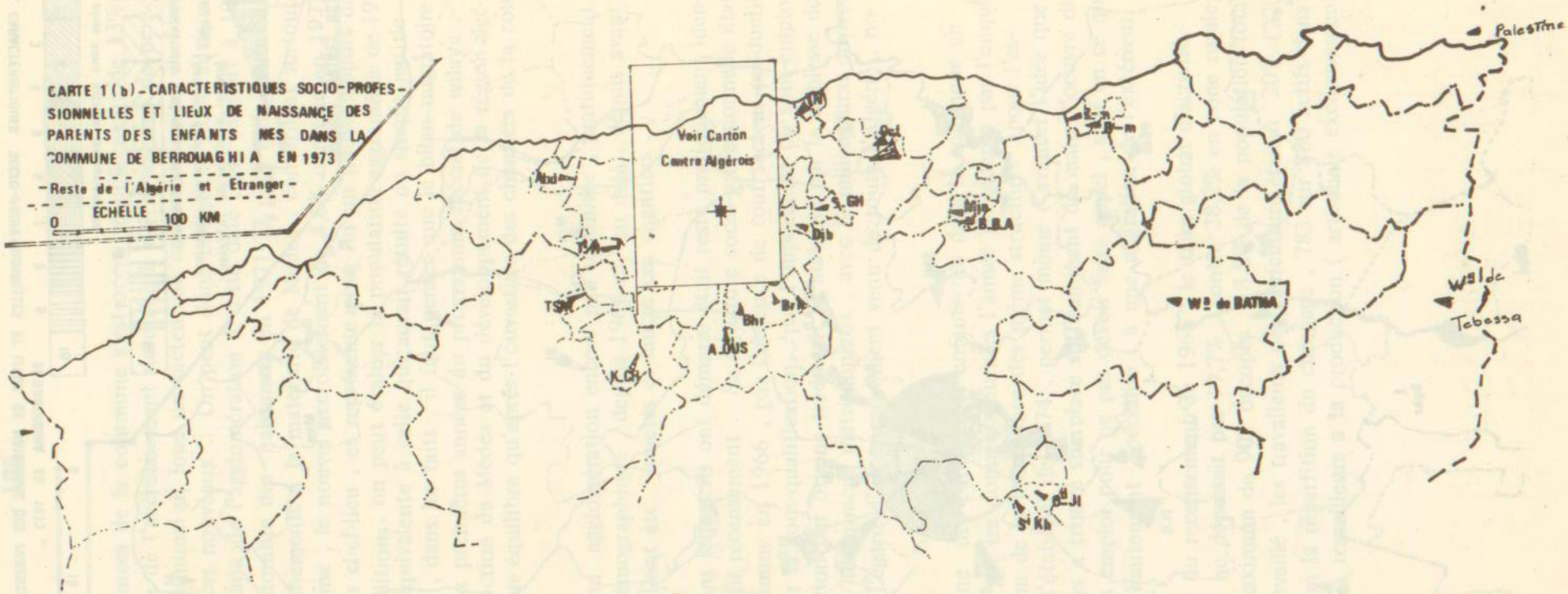
Le milieu humain dans lequel ils ont démarré était resté pratiquement identique à ce qu'il était l'année du recensement . Sa structure socio-professionnelle était caractérisée , en 1972-1973 comme en 1966 , par l'absence de tout secteur productif en dehors de l'agriculture , par la sous-qualification , par l'importance du sous-emploi et du chômage . Sa composition par origine traduisait sa stabilité par la faiblesse des apports extérieurs , ses liens , notamment matrimoniaux , avec le milieu rural environnant , sa dépendance enfin à l'égard d'un encadrement venu de toute l'Algérie , notamment du milieu urbain .

L'analyse de l'origine des parents des enfants nés dans la commune en 1973 (Carte 1) , complétée par les données fournies l'année précédente par l'enquête communale , et la confirmation de la persistance des même structures , pour l'essentiel , dans les données de l'état-civil de 1974 , permet même d'avancer l'idée que l'ouverture des grands chantiers a trouvé sur place suffisamment de main d'oeuvre disponible , peu qualifiée et sans emploi pour ne pas devoir faire appel , sauf en ce qui concerne le personnel mobile hautement spécialisé , à une migration de l'extérieur .

D'après les données du recensement de 1966 , le taux global d'activité, pour 1300 personnes actives , ne dépassait pas 19,7% , contre 28,2% en zone rurale; le taux d'emploi , pour un maximum de 907 occupés , 13,8% de la population totale. Parmi les actifs ayant déjà travaillé , les travaileurs de l'agriculture étaient 20% (220); les non agricoles occupés, selon la répartition du chômage , 783 sur 880 actifs dans ces secteurs . Parmi eux , les travailleurs à la production (artisanale exclusivement)

CARTE 16 - CARACTERISTIQUES SOCIO-PROFESSIONNELLES ET LIEUX DE NAISSANCE DES PARENTS DES ENFANTS NÉS DANS LA COMMUNE DE BERROUAGHIA EN 1973 -





LEGENDE . Figure Carte 1 .

1.Agricoles - 2. Indifférenciés (Journaliers et émigrés) - 3.Manoeuvres -.4 Ouvriers industriels et des B.T.P.-5;Fonctionnaires 6.Travailleurs des transports -. 7. Employés des services et du commerce -. 8 Artisans -. 9. Commerçants et exploitants de services commerciaux .

Chaque millimètre carré de la figure représente 4 parents (soit 20 hommes et 21 femmes adultes).

TABLEAU I

ACTIFS ET OCCUPES NON AGRICOLES A BERROUAGHIA EN 1966 (1) ,1972 (2) ,1973-74 (3)

	TOTAL	ARTISANAT IND.			BATIMENT	MANOEUVRES	TRANSPORTS		FONCTION PUBLIQUE					COMMERCE ETC.		- S E R V I C E S -		
		Dont : Mécan.	: Alim.				Route	VF	P. et T	Santé	Enseign. ement	Administrat.	Police etc	Indep.	Salar.	P.	Lib.	Personnel de services
(1a) Actifs 957	157	59	35		78	35	82	4	6	11	73	90+10	92	104	31		22	162
dont occupés 762																		
(2) occupés 597	74	41	24		?	?	25	?	11	4	109	170	?	94	49			61
(3) 1555	140	90	20		265	295	235	15	5	5	50 (4)	160	120	110	80		25	50

(1) Recensement de 1966 . Chiffre global des occupés ; détail de l'ensemble des actifs . Pour l'agglomération

(2) Enquête communale . Aucun chiffre concernant le bâtiment , ni les fonction de police ,garde ,protection civile etc... ni les transports ferroviaires . Concerne uniquement les occupés Pour la commune entière

(3) Source : Etat-civil : les professions déclarées par les parents des enfants nés en 1973 ,Pour la commune entière multipliées en raison du taux global de natalité , de sorte que :

(4) L'effectif des enseignants , et de certai nes administrations ,comme les P et T , est sous estimé , du fait de la pratique de certaines formes de contrôle des naissances .

n'étaient que 105 (11,5% des actifs non agricoles) , ceux du bâtiment 85 (9,6%). L'ensemble des actifs non-agricoles de la ville ne représentait guère que la moitié de l'effectif actuel de la seule SONACOME . C'est déjà dire le poids des créations d'emploi .

Le recensement de 1966 fournit , pour 1300 personnes actives , un taux global d'activité de l'agglomération d'à peine 19,7% , contre 28,2% en zone rurale , et un taux global d'emploi , pour 907 occupés , de 13,8% . Les travailleurs agricoles (220) , étaient 20% des actifs ayant déjà travaillé , mais seulement 131 des occupés , du fait de l'importance du chômage , saisonnier ou non , dans l'agriculture. Les occupés non agricoles , 765 , étaient donc 87% des 880 occupés définis de l'agglomération .

En 1972 (Tableau I) , compte tenu du caractère partiel des informations apportées par l'enquête communale ,- qui ne tient compte ni du bâtiment , ni du secteur d'activité de surveillance , police etc ..- , le chiffre de 597 occupés non agricoles, comparé au précédent (765) , donne à penser que les six ans écoulés entre temps ont été caractérisés par une stagnation . Ceci d'autant plus que les chiffres portent ici sur la totalité de la commune ,- mais la zone rurale ne compte que peu de non-agricoles . Le nombre plus grand d'enseignants est cependant lié à cette différence de champ plus qu'à une croissance réelle de leur effectif , du fait que la scolarisation a connu plus de progrès à la campagne ; la diminution du personnel de santé est par contre réelle , et dûe à la fermeture de l'hôpital . L'importance du déchet dans les secteurs des transports et des services ne fait qu'exprimer le volume structurel du chômage dans ces secteurs dans le cadre économico-social préindustriel . Volume et structure de l'emploi commercial sont inchangés . La seule croissance évidente concerne l'appareil d'encadrement administratif .

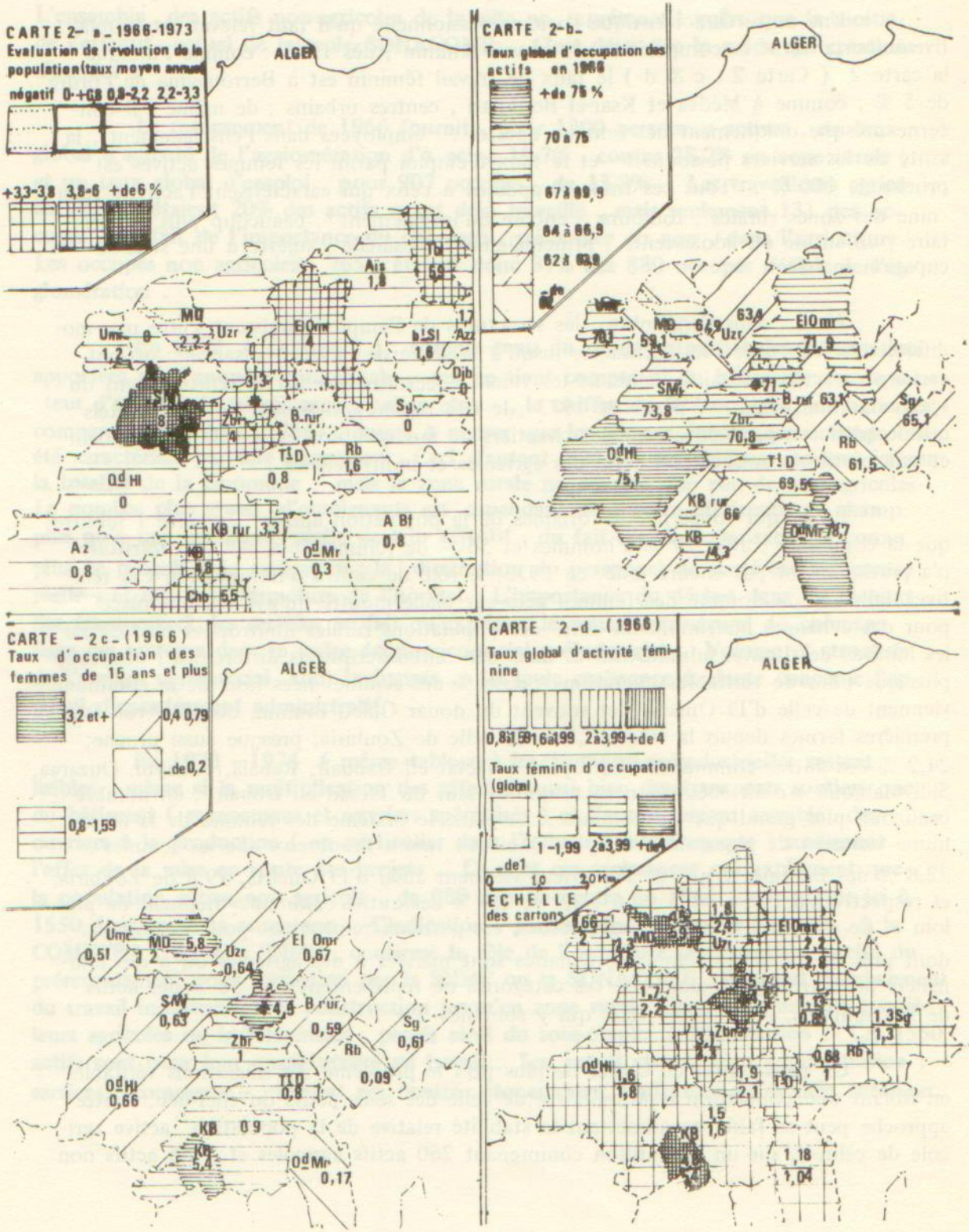
En 1973 - 1974 (même tableau) les structures préindustrielles restent lisibles , même si la multiplication des effectifs aussi bien des transports routiers que du bâtiment (manoeuvres et ouvriers spécialisés) et l'accroissement sensible des ouvriers à la production (en particulier dans l'industrie métallurgique) soulignent l'effet de la mise en route des projets . Ce sont ces croissances qui expliquent que la population active non agricole , de 880 dans le centre en 1966 , soit portée ici à 1550 dans toute la commune : l'indication , parfois plus précise de l'emploi , à la COMETRA , ou à la SNMC , confirme le rôle de l'ouverture des chantiers , celui du prérecrutement pour formation par la SNMC ou la SONACOME , dans cet élargissement du travail industriel et de construction jusqu'en zone rurale , parmi les anciens travailleurs agricoles ou indifférenciés , passés ainsi du sous-emploi à l'occupation . Ces 1550 actifs sont pour leur quasi-totalité au travail . Les autres structures ,- administration , services , commerce - , restent par contre étonamment conformes au modèle antérieur.

Une autre caractéristique socio-professionnelle qu'il faut relever est la relative importance et la composition du travail féminin , dès 1966 : comme l'indique la carte 2 (Carte 2 , c & d) le taux de travail féminin est à Berrouaghia de l'ordre de 5 % , comme à Médéa et Ksar-el Boukhari , centres urbains ; de même , il concerne presque uniquement des femmes adultes ,- employées dans l'enseignement , la santé ou les services personnels - et le taux d'emploi parmi les femmes actives est proche de 100 % . Tous ces traits s'opposent à ceux qui caractérisent l'activité féminine des zones rurales , toujours ,- encore qu'inégalement -, beaucoup plus minoritaire , enfantine ou adolescente , principalement artisanale , sujette à une sous-occupation massive .

Ainsi , dans l'ensembre , les structures de l'emploi paraissent s'être peu modifiées , en ville , de l'Indépendance jusqu'à la veille de l'industrialisation : offrant certains caractères urbains , elles ne les voient s'accroître que par le renforcement du secteur administratif . A partir de 1973 , le trés rapide gonflement de secteurs tels que le bâtiment par l'ouverture des chantiers ne fait qu'absorber le chômage urbain et une partie du sous-emploi rural des agricoles et indifférenciés .

En ce qui concerne les origines de la population adulte , la carte 1 montre que la commune , avec 79 % d'hommes et 56 % de femmes nés sur son territoire, n'a pratiquement pas encore joué, en 1973, le rôle de centre d'immigration : la relative faiblesse du nombre des femmes nées sur place montre qu'ilya surtout place pour des échanges matrimoniaux entre des populations rurales limitrophes placées par les hasards des limites administratives dans des circonscriptions différentes , beaucoup plus que pour de véritables migrations : 33,8 % des femmes nées hors de la commune, viennent de celle d'El Omaria,- et souvent du douar Ouled Brahim, dont on voit les premières fermes depuis la ville; 17,3 % de celle de Zoubiria, presque aussi proche; 24,2 % des autres communes limitrophes (Tlétat ed Daouaïr, Rebaïa, Souagui, Ouzaraa, Sidi Mahjoub) d'où elles viennent toujours, -sauf du Tlétad ed Douaïr -, en nombre beaucoup plus grand que les hommes . A peine le dixième des femmes de la commune viennent de plus loin (11 %). Quoique moins nombreux que les femmes , 22,8 % des hommes venus de l'extérieur viennent aussi d'El Omaria, 19,8 de Zoubiria, et respectivement 9,4 ; 2,3 ; 0,6 ; 2,9 et 2,3 % des autres communes viennent de plus loin . Ce caractère d'intermariages ruraux est particulièrement net pour El Omaria, dont prés de 70 % des femmes originaires sont mariées à des agricoles ou à des journaliers de Berrouaghia, alors que ces catégories ne représentent que 56 % des actifs de la commune, et 60 % de ceux qui y sont nés .

On peut tenter de cerner de plus prés le problème des migrations véritables en isolant une population représentative de celle des seuls actifs du chef-lieu. Cette approche peut se faire, en admettant la stabilité relative de la population active agricole de celui-ci, sur un échantillon comprenant 260 actifs agricoles et 1485 actifs non


CARTE 2- a_ 1966-1973
Evaluation de l'évolution de la population (taux moyen annuel)
négatif 0-+0,8 0,8-2,2 2,2-3,3
+3,3-3,8 3,8-6 +de6 %
ALGER
CARTE 2-b-
Taux global d'occupation des actifs en 1966
+de 75 %
70 à 75
67 à 69,9
64 à 66,9
62 à 63,9
ALGER
CARTE -2c-(1966)
Taux d'occupation des femmes de 15 ans et plus
3,2 et+
0,4 0,79
-de0,2
0,8-1,59
ALGER
CARTE 2-d-(1966)
Taux global d'activité féminine
0,8à1,59 1,6à1,99 2à3,99 +de 4
Taux féminin d'occupation (global)
1-1,99 2à3,99 +de4
-de1
0 1,0 2,0 Km
ECHELLE des cartons
ALGER

agricoles, masculins - à l'exception de 5 femmes de profession déclarée (enseignantes). On constate alors que près des 3/4 de cet échantillon (74,3%) est originaire de la commune; 11,8 %, à égalité , de Zoubiria et d'El Omaria; 6,1 % des autres communes limitrophes,- pour près de moitié du Tlétat ed Douaïr.-. Ainsi, 7,8 % des actifs de 1973 seulement venaient de communes plus éloignées .

La carte des taux de migration par commune (Carte 3) est significative de la faiblesse du prélèvement, même dans ces communes, et du rayon extrêmement limité de la prédominance du recrutement de Berrouaghia dans l'exode rural : en 1973 il est au maximum de l'ordre de 10 % de la population restée sur place pour les hommes et les femmes des communes de Zoubiria, du Tletat ed Douaïr et de Rebaïa, et pour les femmes des Ouled Brahim et d'El Omaria, c'est à dire des territoires des Douaïr, groupe makhzen historiquement lié aux Abid, et des anciennes tribus ayant fréquenté leurs marchés . Au delà, il tombre trés vite, à 3,3 % pour les hommes d'El Omaria, à 3,5 % pour les femmes d'Ouzerâa, un peu plus de 1% encore pour les deux sexes de Sidi Mahjoub et les femmes de Souagui, à moins de 1% partout ailleurs . C'est dire qu'à dix ou vingt Kilomètres de Berrouaghia, l'exode rural se faisait préférentiellement, avant l'industrialisation, vers les centres urbains voisins plus importants et historiquement plus anciennement enracinés de Médéa et Ksar-el-Boukhari et, au delà vers Alger et Blida (2) .

Les autres contingents de migrants de 1973 peuvent être répartis en quatre groupes :

- les originaires du haut bassin de l'Oued Isser, venus de l'Est (daïrat de Tablat et Beni Sliman) : 5,3% des actifs immigrés, contre 0,9 % seulement des femmes, produit marginal d'un exode rural véritable .
- les originaires du Sud, des régions rurales de Aïn Boucif, Ksar-el-Boukhari et au delà: 8,9 % des hommes actifs immigrés, 3,8 % des femmes, issus d'un processus voisin.
- les originaires des campagnes de l'Ouest Mitidjien, 1,8 % des hommes et 3,8 % des femmes, migrants revenus d'une zone traditionnelle de travail saisonnier et de migration, et épouses ramenées par eux .
- les urbains des villes voisines plus importantes (Ksar-el-Boukhari, Médéa, Blida, Alger): 10 % des femmes immigrées, contre seulement 3,5 % des hommes, venues pour des unions matrimoniales avec des notables ou travailleurs intégrés à la société urbaine, et les originaires de villes et de régions plus éloignées, le plus souvent venus par couples : 9,4 % des hommes actifs, et 5,8 % des femmes venues de l'extérieur .

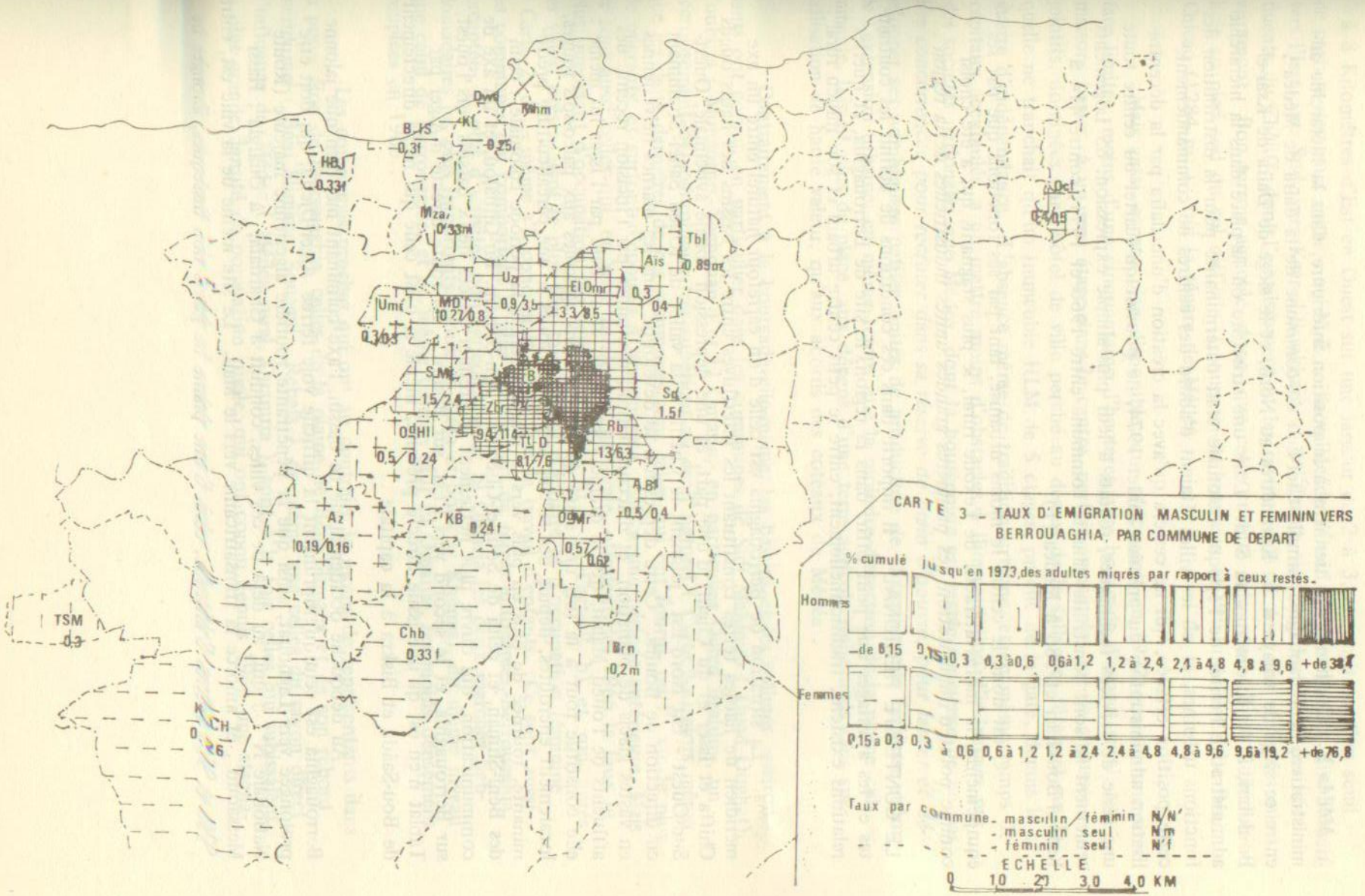
Ce dernier groupe, le seul extrarégional, ne réprésentait au total que 4% des hommes actifs et 6,4 % des femmes de la ville . Mais il offrait des caractéristiques socio-professionnelles remarquables : ne comprenant aucun actif agricole , et seulement 17% de manoeuvres et d'ouvriers et 10 % de chauffeurs, il comptait par contre 25% de fonctionnaires et employés qualifiés (en partie le personnel du pénitencier), et 23 % de commerçants,- presque tous venus des Ouacif, comme dans beaucoup de

villes petites et moyennes du centre et de l'Est Algériens. En fournissant 15% des fonctionnaires et prés de 30% des commerçants, il apportait de l'extérieur une part importante de son encadrement à une ville incapable de suffire par elle-même à assures toutes ses fonctions urbaines .

Il est remarquable, corrélativement, que les natifs de Berrouaghia étaient de ceux qui subissaient le plus lesous-emploi et la sous-qualification. C'est parmi eux que se retrouvent, en 1973, le plus d'agricoles : 17%, contre 9,3 % parmi les ruraux de la région,- et pas seulement en tant que propriétaires exploitants, mais comme journaliers et ouvriers agricoles; le plus de manoeuvres (18,5% d'entre eux) contre 8,3 % parmi les originaires des communes limitrophes. Ils fournissent une proportion équivalente d'ouvriers spécialisés du bâtiment (15,7 % d'entre eux contre 15 %) , mais moindre d'ouvriers d'industrie (5,6 % contre 15 %), de fonctionnaires (15,7 % contre 25 %), de commerçants (3,4 % contre 10 %) .

Cette faiblesse souligne les traits de dépendance et de dépression , de médiocrité du rôle et des privilèges urbains, qui caractérisent la Berrouaghia préindustrielle . La désurbanisation relative a continué de marquer ce centre, malgré l'intervention du programme spécial de la wilaya de Médéa, jusqu'en 1973, pour des raisons structurelles autant qu'accidentelles. Accidentel, l'éboulement des gorges de la Chiffa qui, à partir de 1972, y interrompt le trafic ferroviaire au moment même où la voie ferrée serait nécessaire pour éviter des coûts exagérés de transport pour les matériaux et les équipements des unités industrielles; mais cet accident concerne toutes les villes de la ligne, celle-ci autant que Médéa, Ksar-el-Boukhari, Djelfa . Jusqu'à cette date, l'activité de la gare n'est pas inférieure à celle de ces villes : 320Kgs de marchandises et 1,5 voyageur par habitant et par an , contre 200 et 1,3 à Médéa et 150 et 2 à Ksar El Boukhari. Les dessertes routières par autocar y sont deux fois plus nombreuses que dans les deux villes voisines,- ne serait-ce qu'en raison du carrefour de la route du Sud avec celle de Bouïra; de même le parc communal officiel de taxis ,- environ 1 pour 1200 habitants dans la commune, ou 1 pour 500 citadins-, est plus proche du nombre limite des licences qu'à Médéa (1 pour 1500) ou Ksar-el-Boukhari (1 pour 1400).

Structurelles par contre restent la médiocrité et la fragilité de l'équipement urbain : pas de lycée, un seul établissement d'enseignement moyen, avec un élève pour 35 habitants de la commune (ou 15 citadins) contre un pour 20 à Ksar-el-Boukhari, un pour 17 à Médéa; un seul cinéma, de 350 places, soit une pour 20 citadins; pas d'hôtel; un parc automobile inférieur à celui de Médéa (un poids lourd pour 100 citadins, une voiture légère pour 25 , contre un pour 7 et une pour 18), même s'il est plus fourni que celui de Ksar-el -Boukhari. Et surtout, dans le domaine de la santé, le handicap de la fermeture depuis 1967,- déjà mentionnée-, d'un hôpital initialement pas plus médiocre que celui de Ksar-el-Boukhari (65 lits), contre 540 à Médéa - : pas de médecin, contre un pour 6.000 citadins à Ksar-el-Boukhari, mais 31 (un pour 1300) ,



CARTE 3 - TAUX D'EMIGRATION MASCULIN ET FEMININ VERS BERROUAGHIA, PAR COMMUNE DE DEPART

% cumulé jusqu'en 1973 des adultes migrés par rapport à ceux restés.

Hommes

–de 0,15 | 0,15 à 0,3 | 0,3 à 0,6 | 0,6 à 1,2 | 1,2 à 2,4 | 2,4 à 4,8 | 4,8 à 9,6 | +de 38,4

Femmes

0,15 à 0,3 | 0,3 à 0,6 | 0,6 à 1,2 | 1,2 à 2,4 | 2,4 à 4,8 | 4,8 à 9,6 | 9,6 à 19,2 | +de 76,8

Taux par commune - masculin / féminin N/N'
- masculin seul Nm
- féminin seul N'f

ECHELLE
0 1,0 2,0 3,0 4,0 KM

à Médéa) . Ces handicaps tiennent à la position inférieure, dans la hiérarchie administrative, de Berrouaghia, simple chef-lieu de commune de la daïra de Médéa , entre ce siège de wilaya à 30 Kilomètres au Nord, et le siège de Daïra de Ksar-el-Boukhari, à 40 Kilomètres au Sud. Dans une structure où la place dans la hiérarchie administrative héritée de l'époque coloniale était déterminante pour la distribution des fonctions urbaines, et où les villes étaient d'abord des centres de commandement, cette position effacée, qui ne cessera qu'avec la création d'une daïra par la décentralisation administrative du premier Juillet 1974, ne pouvait qu'écarter du centre toute une série de services techniques, réduits à leur plus simple expression. 85 Logements seulement se sont construits dans la commune entre 1966 et 1971, contre 414 à Ksar-el-Boukhari et 586 à Médéa (1).

C'est donc le centre le moins urbanisé, tant par ses fonctions que par ses équipements, le moins attractif de l'exode rural, le plus stagnant, qui a été choisi comme point d'implantation des premières grandes unités industrielles de la région .

LE CONTEXTE REGIONAL . Il importe dans ces conditions de définir les contraintes et les avantages que peut offir, dans la région, le site de Berrouaghia, et quelles relations existent, traditionnellement, entre le petit centre urbain et son milieu rural .

La situation de Berrouaghia est celle d'un carrefour naturel entre un axe méridien de hautes terres constituant les interfluves entre les bassins des hauts oueds Chiffa et Isser et du Cheliff d'une part, et une dépression zonale synclinale, Ouest-Sud-Ouest - Est Nord-Est, joignant le Chéliff à la vallée de l'Oued Sahel-Soummam en direction de Bouïra. Cette dépression se développe dans les marnes helvétiennes en vastes glacis de planation et d'accumulation, réentaillés par l'incision récente des affluents de l'oued Malah, qui la draine vers l'Isser, et au delà par l'Isser lui même : elle constitue tout à la fois une suite de deux bassins agricoles aux paléo-sols rouges, localement encroûtés, depuis des siècles largement voués à une céréaliculture prédominante, tournée de plus en plus vers le marché depuis la période coloniale : celui des Béni-Sliman, et celui de Sour-el-Ghozlan , Aïn-Bessem, Bir-Ghbalou, et un axe de communication, qui ouvre plus nettement le premier de ces deux bassins vers l'ouest, sur Berrouaghia, et le second vers l'Est, sur Bouïra . La route directe d'Alger par Tablat n'en est qu'une issue directe précaire, même si c'est celle qui mène directement de Bou-Saâda et Biskra à la capitale .

Au débouché occidental de ce bassin, l'axe culminant méridien que jalonne Berrouaghia est celui qu'empruntent la difficile voie ferrée Alger-Djelfa, qui doit être prolongée vers Laghouat, ainsi que la pénétrante routière algérienne majeure (Route Nationale N°1) qui, au delà de ces villes, conduit à Ghardaïa, à Ouargla , Hassi Messaoud , et amorce la transafricaine vers le Mali. Le site même de la ville est, entre 930 et 950 mètres d'altitude, celui d'une plaine de glacis non disséqués, allongée de

7 à 8 Kilomètres d'Est en Ouest sur une largeur de 2 à 3, en position d'un seuil de partage des eaux entre , au N.-E. , la vallée de l'Oued Chegga, par les Bini-Sliman, vers l'Isser, au Sud, vers Ksar-el-Boukhari, et à l'Ouest, vers Sidi Mahjoub, des affluents du Chéliff, dont l'encaissement et les ravinements ne sont pas remontés aussi en amont. Bon terroir agricole, donc, que cette cuvette culminante, bien individualisée au pied sud du col difficile, fréquemment brumeux et peu sur l'hiver, de Ben Chicao (1284 m.), qui la sépare de Médéa .

Mais aussi, espace plan disponible, que n'occupait en 1972 que sur une surface limitée, moins d'une cinquantaine d'hectares, une bourgade d'aspect rural, aux maisons basses, à un seul étage dans le centre, parfois en simples rez-de chaussée jointifs, dominées par l'hôtel de ville perché au dessus de la salle des fêtes, et sur laquelle ne tranchait qu'un immeuble HLM de 5 étages, proche de la gare, depuis la guerre d'indépendance. L'absence même de tradition urbaine, et en même temps de capitaux accumulés, a pu mettre moins d'obstacles à l'implantation d'industries par des sociétés nationales que Médéa, dont la bourgeoisie est restée soucieuse de ne pas être concurrencée pour recruter dans sa réserve de main d'oeuvre, pour lancer et développer ses nombreuses petites unités de production de chaussures; la faiblesse même de l'extension urbaine, en même temps que la moindre dissection de la plaine culminante, laissait plus de place, aux dépens d'une terre agricole riche mais sans spécialisation de haute valeur, qu'aux abords des coteaux de Médéa .

Contrairement à la bourgade elle-même, les bassins et les collines environnants ont connu, en particulier dans les communes de Sidi Mahjoub (Oued Oughat), Zoubiria (Mongorno, Seghouan) et El Omaria,- en particulier Ouled Brahim-, un accroissement démographique trés supérieur au croît naturel (Carte 2,a) alors même que les deux dernières de ces communes sont celles qui ont fourni, on l'a vu, le plus de migrants, et surtout d'épouses à Berrouaghia, mais à une période antérieure. Mais ce sont aussi celles qui, en zone rurale non pastorale, offraient dés 1966 la taux le plus important d'occupation des actifs (plus de 70 %) (Carte 2, b), et, qui, aprés les villes, présentaient le plus fort taux global d'activité et d'occupation féminine (Carte 2, d) ,- même s'il concernait avant tout le travail d'enfants. Ce sont aussi les communes qui comportent la plus grande part de terres autogérées,-Berrouaghia exceptée-, le plus d'activités non agricoles, pour El Omaria les deux marchés hebdomadaires les plus importants (Souk et Tléta et Souk el Khémis), du même niveau que celui de Berrouaghia, et en même temps,- sauf El Omaria-, les moins densément peuplées en 1966 .

Les communes proches qui ont au contraire le moins de représentants dans la pop' tion de Berrouaghia, celles de la plaine de Béni Slimane et de son rebord méridional (Béni Slimane, Souagui , Rebaïa), de même que celles du rayon direct d'influence de Médéa (Médéa rural, Ouamria), sont à la fois celles qui subissaient la plus grande densité de population rurale, qui ont connu depuis 1966 une stagna-

tion démographique ou une croissance inférieure à leur croît naturel, qui connaissaient une emprise relativevement faible de l'autogestion (moins du quart des surfaces) , une médiocrité de l'activité de marché et des professions non agricoles . C'est aussi celles qui connaissaient la plus grande distorsion entre l'activité potentielle des femmes et leur occupation .

Dans l'ensemble, c'est ce deuxième ensemble régional rural qui a déversé une partie de son excédent de population dans la première région; c'est cette dernière, avec Ouzerâa, qui constitue directement le réservoir potentiel de force de travail utilisable en milieu urbain, aussi bien par Médéa que par Ksar-el-Boukhari et Berrouaghia : l'axe de son drainage est la route Nationale N°1 , qui traverse les trois villes , et qui est jalonnée par les plus forts taux d'occupation des femmes adultes en région rurale, indice certain d'ouverture au marché (carte n 2 , c) .

L' industrie de Berrouaghia a donc été implantée certes sur le territoire d'une bourgade à peine urbaine, encore que située dans une position de carrefour, mais, en revanche, au coeur d'une région rurale servant de réceptacle à l'exode de communes périphériques surpeuplées, désignées pour bénéficier d'un plan d'aménagement dont les effets ne se sont pas encore fait sentir, et servant traditionnellement, dans une modeste mesure, de réservoir limité de main d'oeuvre à la bougade .

CONDITIONS D'IMPLANTATION DU COMPLEXE SONACOME .

Le complexe de vannes et de pompes de la SONACOME est, ainsi que l'unité d'agglomérés de la S.N.M.C., implanté dans une vaste zone industrielle située à l'est de la ville, au delà de la voie ferrée Alger-Djelfa et de la déviation de la R.N. 1, entre les routes de Béni-Sliman et de Souagui (Carte 5) . L'aménagement et l'équipement de cette zone, substituée à un ancien aérodrome, ont été entrepris par la C.A.D.A.T. depuis 1972, dans le cadre du plan quadriennal. Il a fallu y créer l'infrastructure nécessaire à son alimentation en eau, énergie et les branchements routiers nécessaires.

Encore que provisoire, l'alimentation en eau potable, en ce qui concerne aussi bien la zone industrielle que l'agglomération, a été portée à 3.000 m3 par jour, par pompage et refoulement à partir de l'oued Chiffa : ce volume représenterait la consommation d'environ un tiers de mètre cube par habitant de la ville, s'il n'était destiné qu'à cet usage et à la population permanente actuelle . En fait, en dehors des besoins relativement modestes en eau industrielle, la disponibilité en eau doit tenir compte de la présence, tout le jour, d'une population ouvrière au travail actuellement équivalente, chantiers du bâtiment compris, au tiers de la population résidente, et appelée d'ici deux ans à en représenter plus de quarante pour cent, après l'achévement du complexe; elle doit aussi être appréciée en raison des perspectives du presque doublement de la population urbaine sitôt achevés les logements

actuellement en chantier. C'est ce qui explique que dés à présent doivre être envisagé le relais du système actuel par le refoulement d'une partie des eaux du barrage du Ghrib sur le Cheliff, lorsque le barrage dont la construction est décidée sur l'oued Deurdeur viendra compléter celui-ci pour l'irrigation de l'actuel périmètre d'El Khemis Miliana, au cours de la décennie 1980 .

Les infrastructures dont la réalisation a été nécessitée pour permettre l'implantation des usines concernent aussi l'alimentation en énergie électrique et en gaz naturel. C'est en effet au gaz naturel qu'a été prévu le fonctionnement des fours rotatifs de la fonderie; c'est une bretelle d'alimentation de gaz sur laquelle repose, du reste, le fonctionnement de toutes les industries en cours d'implantation ou en projet aussi bien à Médéa qu'à Ksar-el-Boukhari, Aïn Oussera et Djelfa. Quant à l'énergie électrique, une ligne de transport à 60 Kv. a été mise sous tension par SONELGAZ le 25 Février 1975. C'est également à cette période que la S.E.R.I.G. , société mixte opérant pour la SONELGAZ, a achevé l'implantation du gazoduc et la mise en place du réseau de distribution dont la ville a également bénéficié : cette seule opération a représenté un investissement de l'ordre de 1.600.000 DA en 1974 (et autant à Médéa), environ 4% de la valeur des dépenses consacrées la même année au complexe lui même, et a représenté le plein emploi, pendant un an, d'une centaine de salariés, spécialistes en déplacement, et le versement de 780.000 DA.

Le réseau routier a été réaménagé dans le cadre du programme spécial de wilaya : sans compter la voie d'accés au complexe SONACOME embranchée sur la route de Souagui à l'intérieur de la Z.I. , cette route, (le C.W.20) et celle de Bouïra par la « nouvelle ville » agricole de Béni Sliman (la R.N. 18) ont été refaites , rectifiées et élargies à 6 m., la première sur 38 Kilomètres jusqu'à Souagui, la seconde sur 70 Kilomètres, jusqu'à Bir Ghbalou ; ces travaux, entrepris par la D.N.C.-A.N.P., ont coûté respectivement 3 et 24,7 Millions de DA. , avant d'être inaugurés le 12 Octobre 1974. Soit ensemble l'équivalent de 3.000 DA par habitant actuel de Berrouaghia, ou de 15.000 par salarié actuellement présent sur la Z.I. ; ou encore le dixième de l'investissement prévu pour l'usine SONACOME.

La voie ferrée Alger-Djelfa, malencontreusement interrompue accidentellement, on l'a vu, en 1972, n'a pu être rétablie que le 22 Juin 1976. Cependant, dés le 21 Décembre 1974, un arrêté d'expropriation du wali permettait à la C.A.D.A.T. de mettre en chantier le raccord ferroviaire reliant la gare à la Z.I., sur lequel sont branchées les voies de desserte internes de la SONACOME comme de la S.N.M.C. .

Certes, ces dépenses d'infrastructure n'intéressent pas seulement la SONACOME, mais toute unité appelée à s'installer dans la zone industrielle à l'avenir et, en premier lieu l'unité SNMC d'agglomérés . Celle-ci, située plus prés de la ville, au sud de la route de Beni Sliman , mise en chantier dés 1972, avait été achevée la première, et est entrée en production dés le début de 1975, sitôt l'énergie disponible . Destinée à produire 100.000 tonnes par an, pour moitié en tuyaux destinée aux réseaux de

drainage et d'assanissement, elle avait atteint son rythme de croisière dés avril 1976 : dotée dés mai 1975 de son assemblée de travailleurs dans le cadre de la gestion socialiste des entreprises, elle a fourni 130 emplois dés cette date, avec une seule équipe. et 170 un an plus tard. En Janvier 1977, en production continue, son effectif serait proche de 400.

Il n'en reste pas moins que le choix d'implanter ces grosses unités industrielle dans une région jusque alors enclavée, à proximité d'une localité aux caractères encore largement ruraux et à pourvoir de l'équipement élémentaire impose la réalisation de dépenses d'infrastructure qui accroissent de plus d'un quart les investissements nécessaires. L'insuffisance de la force de travail disponible sur place pour les deux établissements implantés impose d'autres dépenses supplémentaires, soit par l'intermédiaire du coût de transports quotidiens,- en argent et en hommes-, soit à travers les investissements nécessaires à la construction des logements nécessaires pour héberger les travailleurs recrutés en dehors de Berrouaghia .

II LE PERSONNEL DU COMPLEXE SONACOME. SON RECRUTEMENT ET SES CARACTERISTIQUES ;

En Janvier 1977, (carte 4, légende générale), d'aprés les réponses aux questionnaires concernant 1581 travailleurs, le personnel de la SONACOME comptait 4,2 % de cadres de direction (technique ou administrative) (65) , 10,3 % (161) d'employés d'administration de divers niveaux de qualification, 9,5 % (148) d'employés et agents de services également diversement qualifiés. 76 % des travailleurs étaient directement affectés à la production; parmi eux, les ouvriers qualifiés (272 O.P.) étaient 17,4 % du personnel, les ouvriers spécialisés (5o7 O.S. et employés en occupant les fonctions) 32,4 %, les manoeuvres (M.S., M.O et assimilés) (223), 14,2%. La maîtrise (71 contremaîtres et chefs d'équipe) et les techniciens à la production (62) constituaient 4,5 % et 4 % du personnel .

Il s'agit donc d'une structure ne laissant qu'une faible place aux emplois sans qualification, mais n'occupant également qu'une minotité de travailleurs ayant reçu une qualification technique véritable (environ 26%, sans compter les cadres, dans l'appareil directement productif); cadres compris, cette minorité représente cependant plus de 400 personnes, que Berrouaghia ne pouvait évidemment suffire à fournir, en qualité et non plus en quantité ; il en va de même au moins d'une partie des employés du secteur administratif .

Pour s 'en faire une idée, il suffit de constater que pour s'en tenir aux catégories les moins qualifiées, l'effectif des « manoeuvres » employés au complexe de vannes représente 76 % de ceux présents à Berrouaghia en 1973-74 ,- il est vrai qu'il est possible d'en recruter dans d'autres catégories socio-professionnelles, en particulier dans le contingent de chômeurs : il faut toutefois qu'ils acquièrent sur le tas un minimum de formation , puisque 56 % d'entre eux sont affectés à des tâches d'O.S.,

dans des perspectives de promotion, en particulier dans le transport (par pont roulant, bande, clark) des produits en cours d'usinage (10%), et le travail de la fonderie. A un autre stade de qualification, les chauffeurs, qui sont 90% des employés de service qualifiés du complexe, sont 94, plus de 40% de ceux présents à Berrouaghia en 1973-1974, alors que fonctionnaient déjà les chantiers. Or ceux-ci, soit dans le cadre de la construction de l'unité pompes, soit dans celui de la réalisation de logements etc .. , conservent des effectifs aussi importants qu'à cette époque .

Si l'on prend des niveaux de qualification plus élevés, dans le secteur directement productif, on constate que les 44 mécaniciens du complexe (dont 40 OP) sont 88% de l'effectif mécaniciens-aides mécaniciens de la ville en 1973,(41).De même, les 51 ajusteurs représentent dix foix l'effectif correspondant de 1973, les 14 soudeurs 3 fois, etc .. Il y a 67 tourneurs, presque tous O.P. 2, qui n'avaient pas leur prototype en ville 3 ans auparavant. Le problème est encore mieux éclairé si on pense aux cadres techniques,supérieurs et moyens, qui, des ingénieurs aux agents techniques et aux instructeurs, sont plus de 120, alors qu'ils se comptaient à l'unité en 1973.

Ainsi, et encore plus en envisageant les besoins des deux usines entrées en production presque simultanément, apparaît l'impossibilité devant laquelle la SONACOME s'est trouvée de recruter sur place son personnd , dans une mesure d'autant plus large que le niveau de qualification recherché était plus élevé. Même si un recrutement régional pouvait permettre de surmonter l'obstacle de l'insuffisance numérique des actifs disponibles à Berrouaghia même, la nécessité s'imposait, déjà pour les O.S., à plus forte raison pour les O.P., d'une formation préalable, qui ne pouvait être dispensée qu'à partir d'un certain niveau d'instruction générale et d'une ouverture à la technique : seules les classes d'âge les plus jeunes de Berrouaghia et de sa région offraient cette disponibilité, en raison du caractère récent du développement des établissements scolaires de la région,- et en proportion trés faible pouvaient prétendre à des qualifications supérieures ou égales à celles d,agents techniques. Contrairement à ce qui s'est passé par exemple pour les complexes implantés à SIDI BEL ABBES (3), il n'y a pu y avoir de prime de citadinité pour les originaires de Berrouaghia .

Les formes de recrutement ont été déterminées par les conditions du contrat passé avec INVEST-EXPORT et ses applications. Le personnel d'encadrement au niveau des ingénieurs, des techniciens et de la maîtrise, recruté sur titres, par voie d'annonces, à travers toute l'Algérie et avec promesse de logements, par le bureau de Berrouaghia de la SONACOME jusqu'à la fin de 1975, a largement suivi les stages prévus dans les établissements du constructeur en D.D.R. : entre 1972 et le début de 1975, 50 cadres et ingénieurs et 120 techniciens, agents techniques et agents de maîtrise avaient suivi de tels stages. Pour eux, recrutés pour l'essentiel hors de la région, il a été nécessaire et difficile de respecter l'assurance de logement.

Les ouvriers spécialisés et qualifiés ont, dans le cadre du même accord, été formés sur place dans un atelier école, comme sont actuellement formés, par des instructeurs et moniteurs décomptés dans le personnel , ceux destinés au département pompes, dans des stages de durée limitée (3 et 6 mois) à partir de 1974 : le premier stage de 88 s'est terminé en Décembre 1974, et un stage de 140 lui a succédé : 830 ouvriers ont été formés ainsi pour le démarrage des départements vannes et fonderie, soit la totalité des ouvriers autres que manoeuvres. Il a été ainsi possible de recruter ces travailleurs sur place, et même d'exiger d'eux une attestations de résidence à Berrouaghia ou dans la région proche, à la fois pour satisfaire àla réglementation du travail destinée à la résorption du chômage, et pour éviter au maximum à l'entreprise les obligations de transport et de logement .

CARACTERISTIQUES SOCIALES DE LA MAIN D'OEUVRE RECRUTÉE PAR TYPE D'EMPLOI ET DE QUALIFICATION.

Les conditions mêmes du recrutement, telles qu'elles viennent d'être décrites, suffisent à expliquer un certain nombre de caractéristiques d'âge et de situation de famille : à l'exception des postes supérieurs de direction, on peut dire que dans l'ensemble les travailleurs sont d'autant plus jeunes et d'autant moins chargés de famille qu'ils ont atteint un niveau de qualification et de rémunération plus élevé . Par ailleurs l'emploi féminin reste trés limité, à la fois numériquement, et qualitativement confiné, à trés peu d'exception prés, au secrétariat et aux emplois de service .

Le personnel masculin représente en effet dans l'ensemble 95,4% des salariés de l'établissement, mais la totalité du personnel affecté à la production, à quelque niveau hiérarchique que ce soit. Au niveau du travail administratif (mais non de gestion) il partage certaines tâches avec le personnel féminin; il occupe 97% des emplois rémunérés comme cadres,- dont la totalité des emplois techniques et de direction-, 94,74 % des postes d'employés hautement qualifiés, 90% de ceux d'employés qualifiés d'administration mais à peine plus de la moitié de ceux d'employés administratifs sans qualification particuliére (52,4 %), la totalité des emplois qualifiés des services (chauffeurs et cuisines), mais seulement les trois-quarts(74%) des emplois de service sans qualification (à la cuisine et au gardiennage).

Les Catégories les plus chargées de famille étaient celles rémunérées comme « employés qualifiés » dans les services (5,66 personnes à charge par actif) ,comme manoeuvres ordinaires (4,25), comme « employés non qualifiés » des services (5,14 pour les hommes), ou comme «manoeuvres spécialisés » (3,62), alors que la charge de famille moyenne, pour l'ensemble du complexe, s'établissait à 3,48. Cette importance de la charge de famille apparaît comme liée à la fois au faible taux de célibat et au grand nombre moyen d'enfants par foyer d'homme marié. Pour un taux de célibat masculin moyen de 47,6 % , celui des «employés qualifiés » des services est de 6,6 (le plus faible), puis vient celui des autres employés des services

(13,3), puis celui des autres employés de services, exactement dans le mêm ordre, tandis que celui des manoeuvres spécialisés est sensiblement plus fort (34,6) et supérieur à celui d'autres catégories intercalées (OS! , employés comme OS1, P3) . Les quatre catégories retenues ici sont cependant celles qui ont le plus grand nombre d'enfants par foyer d'homme marié (respectivement 5,06 ; 4,93 ; 4,47 ; 4,56) . Il s'agit là des groupes professionnels les plus traditionnels, «hérités » des structures économiques passées, qui regroupent à la fois des hommes plus souvent plus âgés, en même temps que plus insérées dans les habitudes familiales de la société algérienne .

A l'opposé , les groupes qui sont le moins mariés et qui ont, dans l'ensemble le moins d'enfants par couple marié, sont ceux qui, au niveau de la production, ont la qualification la plus élevée sans cependant avoir derrière eux une «carrière » qui leur ait fait gravir les échelons de la hiérarchie, ni atteindre aux responsabilités de gestion : OP1 et OP2, agents techniques et techniciens de première classe, enfin contremaîtres et chefs d'équipe sont célibataires respectivement à 77,8 ; 78,8 ; 72,7; 71,4 ; 67,8 % et leurs couples mariés ont respectivement 2,63 , 1, 92 , 1,93 , 2,15 , et 2,2 enfants . A l'intérieur de ce groupe , le nombre des travailleurs mariés s'accroît progressivement avec le niveau de qualification et de responsabilité, en même temps que le nombre d'enfants par couple, sauf entre P1 et P2, pour lesquels ce dernier indice est inversé : aussi bien les tâches confiées aux premiers sont elles peu différentes de celles des OS , relèvent plus, dans certains cas d'activités traditionnelles, plombiers, mâçons etc , dont le petit nombre suffit à relever singulièrment le taux .

Le cas des cadres doit être examiné à part : d'abord parce que, globalement (Tableau III) s'ils présentent un taux de célibat moyen (50,8 %) , chacun de leurs couples a le nombre moyen d'enfants le plus faible (1,85) ; ensuite parce que leur groupe est composite et diffère selon qu'il s'agit de ceux dont la tâche est purement technique, parmi lesquels les célibataires sont les 2/3 , et les autres, notamment ceux qui participent à la direction, mariés à 52 %, sans que change le nombre moyen d'enfants . Le taux relativement élevé des mariages est à mettre en relation avec un âge relativement élevé par rapport aux très jeunes techniciens ou ouvriers qualifiés ; le nombre d'enfants, faible par rapport à ce taux, doit alors être rapporté à un comportement démographique des couple différent de celui des autres travailleurs.

Quant aux autres catégories, elles occupent des positions plus moyennes : parmi les employés administratifs, le taux de célibat diminue avec la qualification (de 54,5 % à 50 et 38,9 , des Employés aux E.Q. et aux E.H.Q.) mais si le nombre d'enfants par couples s'accroît parallèlement des employés sans qualification (E) aux employés qualifiés (EQ) , de 2,3 à 2,89 , avec un avancement lié à l'ancienneté et à l'âge, il retombe (à 2,6 pour les «Employés hautement qualifiés » dont le type d'activité est souvent plus proche de celui des cadres, mais est plus souvent atteint grâce à l'expérience (donc aux années) que par les seuls diplômes . Pour les OS , l'opposition entre le faible taux de célibat, joint au nombre d'enfants par couple très

TABLEAU III

TAUX DE CELIBAT ET NOMBRE D'ENFANTS PAR MERE DANS LE PERSONNEL DU COMPLEXE SONACOME DE BERROUAGHIA
(par type d'emploi et de qualification selon le sexe du travailleur)

SEXE	Type d'emploi ou de qualification	TAUX DE CELIBAT (1)	NOMBRE D'ENFANTS PAR MERE (PAR FOYER DE NON-CELIBATAIRE) (2)	RAPPORT 2/1
Hommes	Empl. qual. services	6,6 %	5,06	7,67
	Employé services	13,3 %	4,93	3,71
	Manoeuvre ordinaire	22,2 %	4,47	2,01
	O.S.1	26,2 %	3,27	1,25
	Employé comme O.S.	28 %	3,5	1,25
	O.P.3	33,3 %	4,25	1,28
	Manoeuvre spécialisé:	34,6 %	4,56	1,32
	Empl.Haute Qualific.:	38,9 %	2,6	0,67
	Empl. comme M.S.	40,9 %	4,15	1,01
	Employés qualifiés	50 %	2,9	0,58
	Cadres	50,8 %	1,85	0,36
	(O.S.2)	52 %	4,3	0,83
	Employés (adm.)	54,5 %	2,3	0,42
	Maîtrise	67,6 %	2,2	0,33
	Techniciens 1 Cl.	71,4 %	2,15	0,3
	Agents techniques	72,7 %	1,93	0,27
	O.P.1	77,8 %	2,63	0,37
	O.P.2	78,7 %	1,92	0,24
	M O Y E N N E	47,6 %	3,74	0,8
Femmes	Employées service	0	1,84	
	Employées qualifiées	40 %	0	
	Cadres	1/2	0	
	Employées	90 %	1	
	Empl. Haute qualif.	1/1	0	
		63,9 %		

moyen , des OS1 et des employés qui leur sont assimilés , et un fort nombre d'enfants par couple pour un taux de célibat moyen des OS2 est à rapporter , là encore , au caractère composite de cette dernière catégorie , qui inclut aussi bien des jeunes nouvellement formés que de plus anciens vivant de leur expérience , alors que le premier groupe (OS1) comprend surtout des travailleurs ayant déjà quelques années de vie active , mais soit moins d'expérience soit une formation moins poussée que les OS 2.

Les facteurs qui différencient les structures familiales selon les types d'emploi et de qualification sont à la fois :

- les différences d'âge entre les catégories professionnelles , dûes aux conditions de recrutement ,
- les différences d'âge , au sein d'une même grande catégorie , selon le type d'acquisition de la qualification (formation seule ou aussi expérience) et selon l'avancement lié à l'ancienneté ,
- les différences culturelles de comportement démorgraphiques , liées à l'ancrage plus ou moins profond dans la société héritée selon l'âge et selon la formation , en matière d'âge au mariage et de planification ou surtout de non-planification de la famille .

Les catégories professionnelles les plus techniques se composent , on l'a vu , nécessairement des plus jeunes , et celà en raison même de l'absence des moyens d'une instruction suffisante pour recevoir la formation à un certain niveau , en particulier dans une petite localité comme Berrouaghia et dans sa région ; le facteur jeune âge est donc d'autant plus efficace qu'on considère une catégorie exigeant une instruction de base plus poussée (par exemple les OP plus que les OS) et tant qu'elle a pu être recrutée en grand nombre localement ou régionalement (à l'exclusion , par exemple, des techniciens ou de la maîtrise) , et sans exiger en même temps l'expérience (de la maîtrise ou des P3) . Il suffit à expliquer le nombre moindre des couples, et des enfants par couple chez les OP2 que chez les OP1 , les OS2 et les OS1 . Il ce combine avec la possibilité économique d'un âge au mariage plus précoce et peut-être déjà avec une transformation des habitudes démographiques pour expliquer à la fois le plus grand nombre de couples et le nombre plus réduit d'enfants par couple chez les agents techniques et techniciens , recrutés en ville et formés en stage en D.D.R. , avec au contraire un retard de l'âge au mariage dû à la prolongation des études chez les ingénieurs sans responsabilités gestionnaires . Dans tous ces cas , même sans disposer des données concernant l'âge du personnel , on peut sans risque d'erreur importante émettre l'hypothése que la majorité des ouvriers qualifiés et des OS 2 est agée , comme la majorité des techniciens , de moins de 25 ans , et la majorité des ingénieurs non-gestionnaires de moins de 30 ans , comme en ce qui concerne les complexes de Sidi-Bel-Abbès , étudiés précédemment (3) .

Ce facteur âge joue en sens inverse , lié soit à la permanence du vieux fond culturel , pour les P3 , soit au contraire à son abandon relatif déjà acquis en ce qui concerne les cadres pourvus de fonctions de direction , le recrutement de ces derniers résultant nécessairement d'un prélèvement opéré sur d'autres secteurs d'activité sur le reste du territoire national .

Le caractère traditionnel d'activités comme celles des chauffeurs , -employés de service dont la qualification est le permis de conduire , P.L. , que possédaient beaucoup de chômeurs , y compris sur place-, la non-spécialisation des manoeuvres ,hormis sur le tas , expliquent à la fois un âge moyen plus grand (à SIDI-BEL-ABBES (3) il avoisine , rappelons le , 40 ans) , et par là la généralisation du mariage et du très grand nombre d'enfants , et un enracinement culturel plus profond , tant pour des raisons de génération que pour des raisons de milieu , qui jouent dans le même sens .

Le résultat paradoxal de cette structuration familiale , qui ne reflète la structure par âge que partiellement , mais résulte aussi de la différenciation du recrutement, régionalement et socialement , selon le type d'emploi et de qualification , est que les salariés les mieux rémunérés du complexe sont ceux qui ont le moins de charges de famille, tant parce qu'ils n'ont pas encore créé leur foyer ou eu de nombreux enfants que parce qu'ils sont issus de milieux familiaux auxquels leur aide est généralement moins nécessaire . Les allocations familiales attribuées plus massivement aux catégories les moins qualifiées ne sont pas de nature à compenser cette inégalité , qui provient des disparités régionales et sociales héritées .

L'emploi féminin .

72 femmes sont employées au complexe , soit 4,6 % de l'ensemble des travailleurs . C'est une proportion très voisine de celle de l'emploi féminin à Berrouaghia avant l'industrie (4,5 %) , comme dans les autres villes de la régions (5,8% à Médéa , 5,4 % à Ksar-el-Boukhari). Parmi elles , plus de la moitié , 38 (52,8 %) sont femmes de ménage , payées comme «employées » des services , sans qualification ,- proportion trés semblable à celui de ce type d'emploi dans les structures préexistantes ; deux seulement sont cadres , et une , E.H.Q. , avec un emploi de même type (fonction intellectuelle ni technique ni gestionnaire) (4,17 %). Des 10 «employées qualifiées » , 2 occupent le même type de fonction, à un niveau auxilliaire , 3 des fonctions au service social , les autres des fonctions supérieures de secrétariat, soit par formation , soit par expérience et promotion (ensemble , 13,9 %) . Les 20 autres sont , au secrétariat , payées comme «employées » sans qualification . C'est là , pour l'essentiel , une série de variantes sur le schéma professionnel antérieur , ou les postes subalternes de l'enseignement et de la santé étaient les plus accessibles aux femmes .

La structure familiale dans laquelle se trouvent ces femmes est caractéristique des deux types de situation professionnelle qu'elles occupent : à l'exception de 4 d'entre elles (10,5 %) , mariées avec un petit nombre d'enfants (de 0à 3) , les femmes de ménage sont toutes des femmes seules , par divorce dans un cas , par veuvage dans les autres ; sur 34 , 15 de celles-ci sont sans enfant , 19 , (50 % de la catégorie) ont au contraire de 1 à 7 enfants ; c'est cette variété que traduit un indice de 1,84 enfant par femme non célibataire , - en apparence proche de celui des cadres masculins .

Pour les autres catégories , aux exceptions près de deux employées sans qualification , l'une veuve , l'autre divorcée , toutes deux avec un enfant , les salariées de l'entreprise n'ont pas d'enfant . Parmi les 3 cadres et E.H.Q. , deux sont célibataires , une mariée sans enfant ; la proportion est de 4 et 6 parmi les employées qualifiées , mais 90 % des secrétaires et dactylos «employées » sont célibataires . Dans ce dernier cas ,il s'agit , très vraisemblablement , de très jeunes femmes sortant depuis peu de l'enseignement moyen , et subvenant en partie aux besoins des foyers de leurs parents , tant qu'elles ne se marieront pas pour la plupart . Ce n'est qu'au niveau des qualifications plus élevées qu'on trouve , on l'a vu , en très petit nombre , l'exercice du travail par des femmes mariées sans absolue nécessité économique .

Source de travail féminin, le complexe SONACOME n'en modifie les spécificités, ni par rapport à la situation antérieure à Berrouaghia, ni par rapport à l'intervention de l'industrie dans d'autres régions . Au contraire , la place des femmes y apparaît moindre - mais sans que la différence soit vraiement significative- qu'au complexe SONACOME de SIDI - BEL-ABBES (5,28 %) , dans une industrie de même nature bien que dans une ville plus réellement «urbaine » : ici comme là , son caractère majeur est son absence de la production, en rapport à la fois avec la nature du travail et la formation réservée aux femmes .

RECRUTEMENT ET LOGEMENT

Les conditions de recrutement du personnel de haute qualification imposaient, ont l'a vu, d'assurer son logement . En principe , l'exécution d'un programme de 483 logements, inscrit au programme spécial de wilaya, dont la construction était confiée à une entreprise publique, la SOREC-Sud, aurait dû le permettre ; les travaux de terrassement commencèrent à être entrepris dès Novembre 1973 , et la livraison d'une première tranche de 200 était prévue pour la fin de 1974, sur un total comportant 93 logements «semi-urbains » (pavillonnaires), 310 urbains, partie horizontaux, partie verticaux , et 80 «améliorés», et s'adressant ainsi à des condidats aux revenus différenciés . En outre , 1300 autres logements HLM étaient prévus, dés 1974 par le second plan quadriennal .

Les 483 logements, édifiés à la limite Sud du centre, au delà de l'hôpital, étaient toujours inachevés au début de 1977, une première tranche de 120 d'entre eux devant être attribués en Février restait inaccessible autrement qu'avec des bottes. Des logements inscrits au deuxième plan, et également confiés à la SOREC-Sud, la première pierre de 800 d'entre eux avait été posée le 21 Avril 1976, au dessus, vers le Sud, de la cité presque achevée des 483;ces terrassements en étaient achevés en en Janvier 1977 .

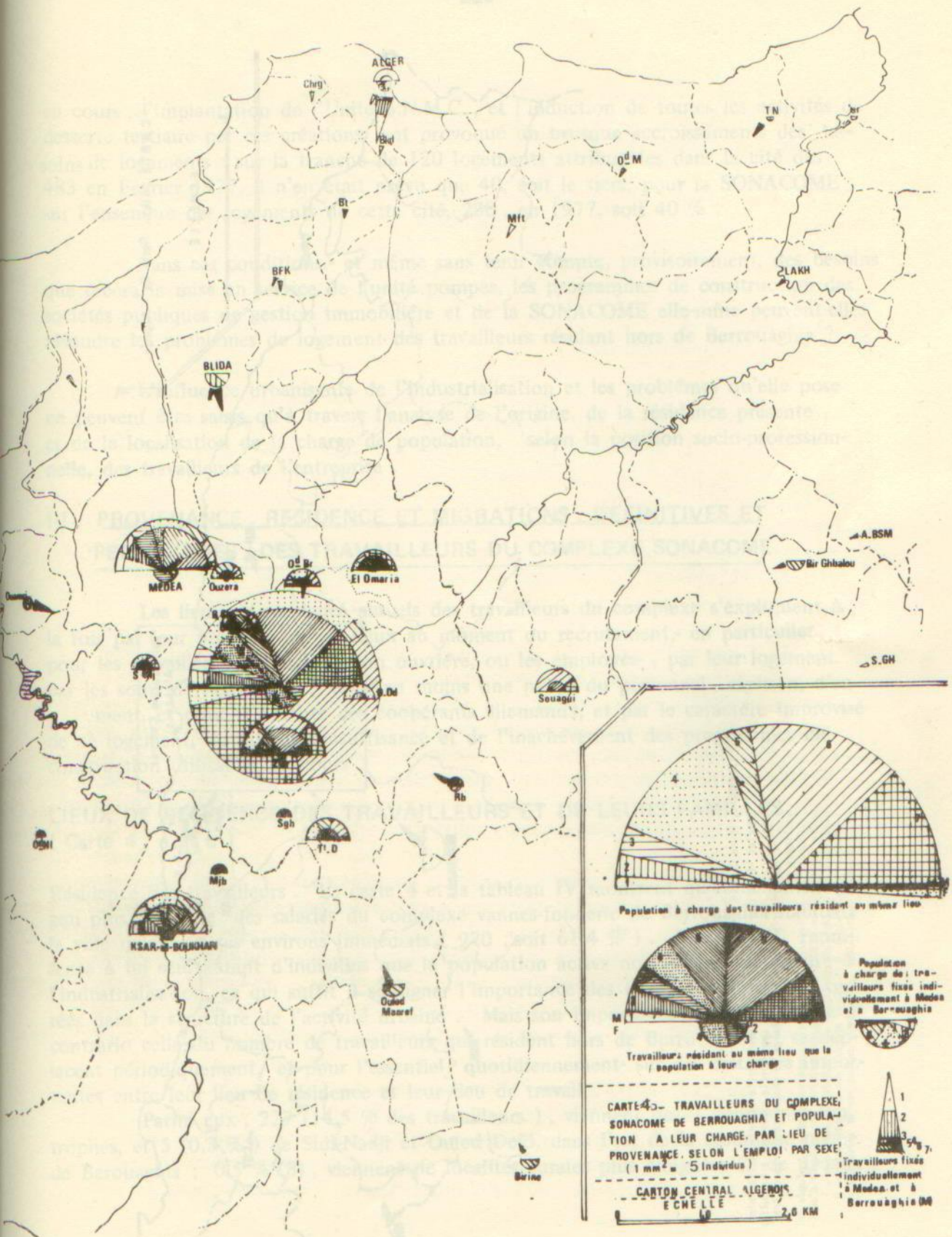
Le retard de livraison a imposé des solutions provisoires à la SONACOME. Elle a elle-même réalisé un programme de 50 logements à l'entrée de la ville. Elle s'est par ailleurs fait attribuer par la wilaya un certain nombre de logements gérés par elle (H.L.M. et « Biens de l'Etat »), 20 à Berrouaghia même, mais aussi 53 dans les villages voisins (35 à El Omaria, 10 à Ouzerâa, 8 à Zoubiria), 100 à Médéa, notamment un groupe de logements semi-urbains à Aïn Dheb, au carrefour de l'accès Sud de Médéa à la route nationale 1. Enfin, elle a loué, à Ksar-el-Boukhari, soit à plus de 40 Kilomètres au sud, un hôtel communal de 26 chambres . Le complexe dispose ainsi de 249 logements, dont 223 familiaux, soit un nombre correspondant à 15,7% du personnel total, dans un rayon relativement vaste qui exige de toutes façons que soit en même temps assuré le transport quotidien . La SONACOME y a logé, avec leurs familles, des éléments appartenant à l'encadrement, depuis le chef d'équipe jusqu'au directeur, y compris les coopérants allemands présents jusqu'à la réception définitive des deux projets, vannes et pompes, qui occupent 40% des logements de Médéa .

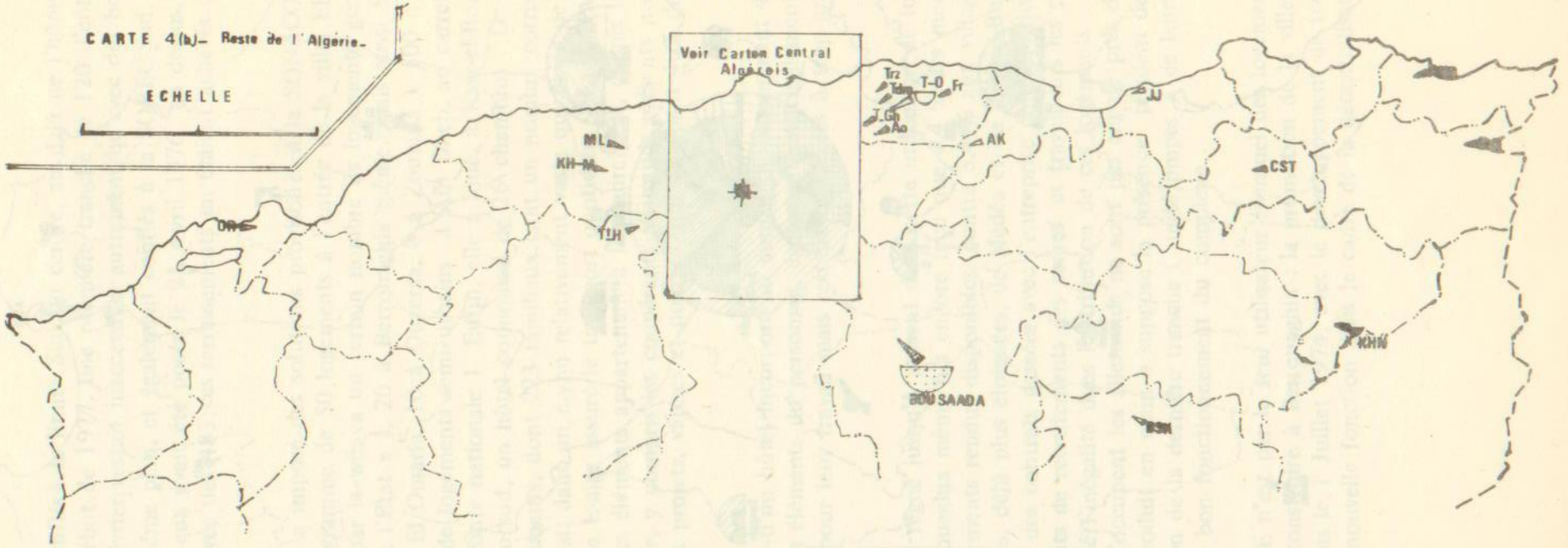
Elle dispose en route d'un hôtel incorporé au complexe, comprenant 40 chambres ou peuvent loger les éléments du personnel, également principalement d'encadrement, qui y résident pour leur travail mais restent domiciliés à trop grande distance .

L'improvisation qui a régné jusqu'à présent dans cette utilisation de logements disponibles fait que Berouaghia même n'a encore reçu que 4,4 % des membres du personnel dans les logements rendus disponibles, contre 3,4 % aux villages voisins et 7,9 % aux deux villes, déjà plus éloignées, de Médéa et de Ksar-El-Boukhari . Les conditions mêmes des contrats passées avec l'entreprise constructrice est-allemande , et celles des contrats de recrutements des cadres et travailleurs les plus qualifiés ont par ailleurs imposé l'inégalité dans l'attribution de ces logements .

Ceux d'entre eux qu'occupent les allemands ne sont pas encore près d'être libérés, puisque le contrat « produit en main » suppose la présence pendant deux ans après l'entrée en production de la dernière tranche (unité pmpes), de leurs techniciens chargés d'assurer le bon fonctionnement du complexe .

Enfin, la SONACOME n'est par le seul utilisateur éventuel des logements nouvellement construits ou à construire à Berrouaghia : la promotion de la ville comme chef-lieu de daïra depuis le 1 Juillet 1974, avec le développement de tous les services que suppose cette nouvelle fonction dans le cadre de la décentralisation


ALGER
Chrg
Bld
TN
Od M
Bt
Mft
BFK
LAKH
BLIDA
MEDEA
Ouzera
Od Br
El Omaria
A.BSM
Bir Ghbalou
S.GH
Souagui
Rb
Sgh
Mjb
KSAR-el-BOUKHARI
Ouled Mouraf
Berine
Population à charge des travailleurs résidant au même lieu
Travailleurs résidant au même lieu que la population à leur charge
Population à charge des travailleurs fixés individuellement à Medea et à Berrouaghia
Travailleurs fixés individuellement à Medea et à Berrouaghia (M)
CARTE 45 - TRAVAILLEURS DU COMPLEXE SONACOME DE BERROUAGHIA ET POPULATION A LEUR CHARGE, PAR LIEU DE PROVENANCE, SELON L'EMPLOI PAR SEXE
(1 mm² = 5 individus)
CARTON CENTRAL ALGEROIS
ECHELLE
2,0 KM



LEGENDE . Figure Carte 4

Cercles -intérieur : travailleurs (demi-cercle inférieur : féminins
(demi-cercle supérieur : masculins
-extérieur : individus à charge de chaque catégorie de travailleurs :

1-.Cadres -. 2.Maîtrise ,Techniciens ,Agents techniques ,Employés de haute qualification (IHQ) -. 3.Employés qualifiés et employés d'administration -. 4. Employés qualifiés et employés des services . 5-.Ouvrier qualifié -. 6 Ouvriers spécialisés et assimilés -. 7-. Manoeuvres spécialisés ,manoeuvres ordinaires et assimilés .

en cours , l'implantation de l'Unité S.N.M.C. , et l'induction de toutes les activités de desserte tertiaire par ces créations, ont provoqué un brusque accroissements des besoins de logements : sur la tranche de 120 logements attribuables dans la cité des 483 en Février 1977, il n'en était prévu que 40, soit le tiers, pour la SONACOME ; sur l'ensembre des logements de cette cité, 200 , en 1977, soit 40 % .

Dans ces conditions,- et même sans tenir compte, provisoirement, des besoins que créera la mise en service de l'unité pompes, les programmes de construction des sociétés publiques de gestion immobilière et de la SONACOME elle-mîme peuvent-elles résoudre les problèmes de logement des travailleurs résidant hors de Berrouaghia ?

L'influence urbanisante de l'industrialisation et les problèmes qu'elle pose ne peuvent être saisis qu'à travers l'analyse de l'origine, de la résidence présente , et de la localisation de la charge de population, selon la position socio-professionnelle, des travailleurs de l'entreprise .

III . PROVENANCE , RESIDENCE ET MIGRATIONS , DEFINITIVES ET PERIODIQUES , DES TRAVAILLEURS DU COMPLEXE SONACOME.

Les lieux de résidence actuels des travailleurs du complexe s'expliquent à la fois par leur présence en ces lieux au moment du recrutement,- en particulier pour les travailleurs de qualification ouvrière, ou les employés- , par leur logement par les soins de l'entreprise ,- pour au moins une partie du personnel , algérien, d'encement, et pour la totalité des coopérants allemands, et par le caractère improvisé de ce logement, du fait de l'insuffisance et de l'inachèvement des programmes de construction utilisables en cours .

LIEUX DE RESIDENCE DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS FAMILLES . (Carte 4 , a et b)

Résidence des travailleurs . La carte 4 et la tableau IV montrent qu'actuellement un peu plus des 3/5e des salariés du complexe vannes-fonderie de Berrouaghia habitent la ville même ou ses environs immédiats (970 , soit 61,4 %) . Cet effectif représente à lui seul autant d'individus que la population active non-agricole antérieure à l'industrialisation, ce qui suffit à souligner l'importance des transformations déjà opérées dans la structure de l'activité urbaine . Mais son importance relative souligne a contrario celle du nombre de travailleurs qui résident hors de Berrouaghia et se déplacent périodiquement,- et pour l'essentiel quotidiennement- sur des distances importantes entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail .

Parmi eux , 227 (14,5 % des travailleurs) , viennent des 7 communes limitrophes, et 5 (0,3 %) de Sidi-Nadji et Ouled Deïd, dans l'est de la commune même de Berouaghia ; 0,5 % (8) , viennent de localités rurales plus éloignées (2 de Ouamria

qui , dans l'orbite de Médéa, a envoyé un plus grand nombre de ses originaires résider dans leur localité de tra vail) ; (1 d'Ouled Hellal et 2 de Moudjebeur, dans l'orbite de Ksar-el-Boukhari) .

Mais surtout ,23,3 %, près du quart des travailleurs du complexe résident, au début de 1977 , en milieu urbain, mais dans des villes éloignées de leur lieu d'emploi : 16,4 % (256), à Médéa et dans sa banlieue d'Aïn Dheb, de plus en plus incorporée au chef-lieu ; 6,6 % (105), à Ksar-el-Boukhari, à plus de 40 Kilomètres; 0,3 % enfin (1et 5) à Blida et à Alger, soit à 75 et 120 kilomètres . Dans l'ensemble, c'est plus de 600 salariés qui s'astreignent à des migrations pendulaires à partir de résidences inégalement éloignées .

Les lieux résidence de ces migrants pendulaires appartiennent, pour l'essentiel, soit à la zone traditionnelle d'attraction directe de Berrouaghia, soit à la hiérarchie des villes qui la dominent . Parmi les sept communes limitrophes, celles ou résident le plus de travailleur ducomplexesont aussi, avec Sidi Nadji - Ouled Deïd, zone rurale orientale de la commune de Berrouaghia, celles qui, avant l'industrialisation , fournissaient à ce centre un nombre notable de migrants et y entretenaient des relations matrimoniales : ainsi Zoubiria, qui, à elle seule , loge 42,7 % des salariés de la SONACOME résidant dans ces communes, fournissait déjà 38 % des actifs migrés qui en venaient; de même, El Omaria (y compris Ouled Brahim), qui fournissait 13,5 % de ces derniers , loge 19,8 % des salariés qui y résident; ces deux communes et celle de Tletat-ed-Douaïr , d'où venaient en 1973, ensemble , 84,3 % des actifs issus des communes limitrophes, hébergent, ensemble, 71 % des travailleurs du complexe qui y résident . Seule, la commune d'Ouzerâa ,- avec, très près de Berrouaghia, son agglomération secondaire de Ben Chicao-, a basculé de la zone d'attraction du chef lieu de wilaya dans celle du centre industriel en création, du fait de l'entrée en production des complexe : interposée entre Médéa et Berrouaghia, elle loge 18,9 % des salariés SONACOME résidant dans les sept communes, alors qu'elle ne fournissait au petit centre que 3,6 % des migrants actifs .

Les villes où résident des salariés du complexe sont de celles d'où venaient des migrants ,- mais plus souvent des épouses que des hommes actifs jusqu'en 1973 : elles envoyaient alors, à elles quatre, 70,2 % des migrés adultes , hommes et femmes,- mais Blida et Alger exclusivement des femmes - de provenance urbaine, et Médéa et Ksar-el - Boukhari respectivement 60% et 10 % des actifs . Seulement la proportion des migrants urbains n'atteignait pas 5 % ,- et 1,6 % parmi les seul actifs masculins-, il y donc une considérable urbanisation des travailleurs au niveau même de la résidence.

Il faut faire la part, dans cette répartition des lieux de résidence des travailleurs, du rôle de l'attribution de logements par la SONACOME, que ce soit dans ses propres locaux ou dans ceux qu'elle a loués ou s'est fait attribuer par la wilaya . Il s'agit là, en effet d'un premier aménagement de l'habitat, même provisoire, qui , décidé au niveau de l'entreprise , infléchit singulièrement l'évolution spontanée, et

dépend de la disponibilité des locaux : compte non tenu de l'hôtel SONACOME ,- qui n'abrite les travailleurs qu'en dehors de leur domicile familial -, les travailleurs logés dans ces conditions représentent 7,3 % des résidents de Berrouaghia , 23,3 % de ceux de la commune d'Ouzerâa, 8,25 % de ceux de Zoubiria, mais 24,8 % de ceux résidant à Ksar-el-Boukhari, et 39,1 % de ceux de Médéa . Ils contribuent donc à accentuer la part des résidences proches, et surtout dans les deux villes proches du lieu d'implantation du complexe . Sans eux, la part des résidents de Berrouaghia (64 %) serait à peine augmentée, celle de ceux de Médéa (11, 7 %) diminuée d'un tiers, celle de Ksar-el- Boukhari, d'undixiéme (6,1%) ; dans les communes rurales seule Ouzerâa verrait son rôle ramené de 18,9 à 15 % . Ainsi , dans l'ensemble, le choix ,- imposé par les possibilités - , de logement pour les travailleurs hébergés par l'entreprise a rejoint la répartition des résidences des travailleurs recrutés dans la région.

Ainsi , même si l'on fait abstraction de la localisation préférentielle dans les villes des fixations récentes de travailleurs venus s'y installer en raison de leur recrutement au complexe et de leur logement par celui-ci, la résidence urbaine en dehors de Berrouaghia même est le fait de plus de 18 % du personnel , proportion équivalente à celle concernant la résidence rurale . Il faut opprécier ce chiffre en regard de celui, mentionné plus haut, des originaires de villes dans la population de Berrouaghia en 1973 : 4 % des hommes , 6,4 % des femmes, contre 17 % et 37,6 % de ruraux et de rurales .

Résidence des familles .

Dans 89 cas, le domicile familial déclaré diffère de la résidence du travailleur; ainsi, 5,63 % des membres du personnel du complexe ont quitté leur milieu familial pour rejoindre leur emploi ; soit temporairement, dans l'attente de l'obtention d'un logement sur place leur permettant de faire venir leur famille; soit définitivement, dans la mesure où il s'agit de jeunes célibataires, quittant la cellule parentale . Ce dernier cas est, de loin, le plus fréquent, et concerne les 3/4 d'entre eux (76,4% : 68 sur 89) ; le taux de célibat qui les concerne, voisin de celui des O.P. , est beaucoup plus fort que le taux moyen du complexe. De même, parmi les travailleurs migrés ayant temporairement quitté leur famille, le nombre moyen d'enfants par mère est nettement plus bas (3,18) que le nombre moyen ; cette différence est d'autant plus sensible que le tiers d'entre eux appartient au groupe professionnel le plus prolifique (celui des employés de service) .

86 sur 89 des migrants de cette catégorie,- les seuls discernables sur les documents exploités parmi les migrants définitifs -, se sont fixés à Berrouaghia même, les 3 autres à Médéa, dans les deux cas , dans une résidence urbaine. Leur nombre représente 60 % du nombre des logements utilisés jusqu'à présent par la SONACOME à Berrouaghia, - son hôtel d'entreprise comprise -, 3 % de ceux de Médéa ; au total, 37,7 % du nombre de salariés que la SONACOME a recrutés à distance du complexe et qu'elle a logés . Mais 6 d'entre eux ,- employés comme gardiens-, «logent»dans les locaux de travail .

La provenance de ces migrants est, dans l'ensemble, lointaine, et urbaine : 14 d'entre eux seulement (15,7 %) sont venus à Berrouaghia de communes rurales de la wilaya, principalement parmi les plus éloignées : 4 d'Ouled Maaref, au delà de Ksar-el-Boukhari (100 % des travailleurs venant de cette commune), 6 (les 3/4 de ceux qui en viennent) , de Ouamri, au delà de Médéa, 3, sur 5 de Rebahia ; 1 (sur 13) de Ouled Brahim . Dix, soit 13,5 % des autres, viennent de localités rurales ,- pour moitié de Kabylie, les autres surtout des wilayat limitrophes (Bouïra , Djelfa , Tiaret), surtout de communes situées à la limite de l'aire régionale de recrutement. Plus de 70 % sont donc des urbains d'origine, pour prés de moitié de famille domiciliée à Alger (29, soit 44,6 %), et par ailleurs de famille domiciliée à blida (6,soit 9,2 %) , dans les autres villes de la Mitidja (Boufarik, El Affroun, Meftah, Thenia , (7, soit 10,8 %), à Tizi-Ouzou (3, soit 4,6 %), dans la wilaya de Bouïra (à Lakhdaria , Aïn Bessem, sour-el-Ghozlan , 3, soit 4,6 %), et à Bou S aada (6,soit 9,2 %), plus que de provenances plus lointaines (Constantine, Annaba, Oran), ou même du haut Chelif proche (Miliana, Khemis-Miliana, 4,6 %). Sauf d'Alger et Blida, dont 14,3 % des travailleurs résident, ces lieux n'ont fourni que des migrants.

On peut penser que cette domiciliation des familles de migrants venus individuellement à Berrouaghia n'est pas sensiblement différente de celle de ceux qui sont déjà venus s'installer avec leur femme et leurs enfants dans un logement fourni par la SONACOME : seule en diffère l'impossibilité où ceux-ci ont été d'y loger les leurs, ou, pour la plupart, notamment pour tous les cadres affectés au complexe dans le cadre du Service National, le fait qu'ils n'ont pas encore fondé leur propre foyer. Dans cette hypothèse, on peut admettre, par extrapolation , qu'une fois exclue la cinquantaine de coopérants allemands dont 40 sont logés à Médéa, la totalité des quelque 200 travailleurs logés, avec ou sans leur famille, par la SONACOME sont venus, dans des proportions voisines, des mêmes villes et régions. Ainsi, 65à 70 des salariés du complexe résidant à proximité relative de celuici viendraient d'Alger, une vingtaine des petites villes et des campagnes de la Mitidja, une dizaine de Blida, une vingtaine encore de Kabylie (wilaya de Tizi-Ouzou), autant des wilayat limitrophes de Msila et Bouïra , autant aussi des franges de la wilaya de Médéa et des aires voisines des wilayat d'El Asnam (Haut Cheliff) et de Djelfa. Dans le reste du pays, le recrutement paraît s'être fait surtout dans le Constantinois, tandis que l'Ouest n'a envoyé que trés peu de monde .

Qualification supérieure et fonctions d'encadrement des salariés appelés de l'extérieur.

Au sein de l'échantilon constitué par les travailleurs dont la résidence à Berrouaghia ou Médéa est dissociée du domicile familial d'origine, la supériorité de la qualification et la fréquence de la fonction d'encadrement apparaissent trés nettement. Des trois résidents de Médéa dont les familles habitent Alger , Blida, Boufarik, 2 ont des fonctions de direction, le troisième est employé qualifié (agent comptable).

Parmi les résidents de Berrouaghia dont les familles habitent dans des agglomérations urbaines, 22,6 % (14) exercent des fonctions de direction; 11,3 % (7) chefs d'atelier ou ingénieurs, représentent avec eux plus d'un tiers de cadres supérieurs .

30 , 6 % , soit près d'un autre tiers (19) appartiennent à la maîtrise, 16 , 1 % (10) sont soit techniciens, soit instructeurs (employés de haute qualification) . Ainsi , moins d'un cinquième de cette catégorie de résidents (19,4 %) ont une moindre qualification; 6 d'entre eux ,- la moitié -, tous venus de Bou Sa ada, sont de simples gardiens, dont le travail, exigeant la présence sur place, tient lieu de logement; parmi les autres, 2 P2 de Miliana, 3 OS (de Constantine, Lakhdaria, et Alger), un chauffeur, d'Alger . De la sorte, 100% des Blidéens, 93% des Algérois, 73,3 % des Citadins d'au delà de la Mitidja,- à l'exception de Bou Saᶜada -, sont cadres supérieurs administratifs ou techniques, contremaîtres, chefs d'équipe ou techniciens .

A eux seuls ces résidents de famille citadine, qui ne sont que 4,5 % de l' effectif total, sont 58,3 % des ingénieurs, 27,5 % des cadres de direction, des employés hautement qualifiés et de la maîtrise, encore 8 % des techniciens et agents techniques .

A un niveau un peu inférieur, parmi les 10 résidents dont les familles ont leur domicile dans des communes rurales éloignées (dans les wilayet d'Alger et Blida (2), de Tizi-Ouzou (6 dont un de Ysser) de Annaba (un , de Bouchegouf) et de Tiaret (un, de Teniet-el-Hâd), 2 ont cadres (un de direction, un ingénieur), 7 contremaîtres et chef d'équipe, un technicien; aucun n'appartient à d'autres catégories de personnel .

Ainsi, qu'ils soient de famille urbaine ou rurale, les salariés résidant à Berrouaghia ou à proximité dont le domicile familial est éloigné sont de haute qualification et occupent des emplois importants, au contraite des résidents de Berrouaghia même dont des familles sont restés dans les campagnes relativement proches de la wilaya de Médéa, ou des franges de celle de Bouïra (Bir Ghbalou) ou de Djelfa(Birine): sur 16 que ont ceux-ci, 2 (12,5 %) seulement sont techniciens, 4 OP (25 %), mais 9 OS (60%) et un maoeuvre : les catégories les moins qualifiées du personnel à la production sont les mieux représentées, au moins autant que dans les groupes de travailleurs restés dans les campagnes : il ne s'agit là que des franges du recrutement régional, dont les élément actifs ont gagnés la ville pour éviter les déplacemts quotidiens .

L'analyse des qualifications et des fonctions des résidents dont le domicile familial, rural ou urbain, est éloigné permet au contraire de comprendre la nécessité où s'est trouvé le projet SONACOME de leur faire appel hors de la région, à travers tout le territoire national .

Moindres charges de famille et jeunesse des résidents du domicile familial .

Moindres charges de famille et jeunesse caractérisent ces travailleurs venus résider loin du domicile familial .

Leur taux de célibat global est plus élevé : 64,3 % contre 47,6 en moyenne. Il est particulièrement haut pour ceux dont le domicile familial est le plus éloigné,-

entre autres, dans les régions rurales éloignées (81,8 %); il est de 72,6 % pour ceux de famille urbaine (86,66 % pour les villes éloignées, 79,3 % pour Alger, 72,7 % pour les villes de Mitidja, exceptionnellement, - on a vu pourquoi -, 0 pour Bou Saada); il reste de 56,25 % même pour les régions rurales proches .

Il ne s'agit donc pas seulement d'un simple reflet du niveau professionnel de ces migrants et de leurs caractéristiques socio-familiales générales . Certes, on retrouve parmi eux, grosso modo, le même classement selon ces caractéristiques que pour l'ensemble du personnel, mais on le retrouve décalé vers le haut à l'exception des employés de service (toujours l'exception de Bou Saada) : le taux de célibat des cadres est de 82,6 % (contre 50,8 en moyenne); celui de la maîtrise de 80,56 (contre 67,6), celui des employés de haute qualification de 60% (contre 38,9), celui des OP de 100, contre 78, celui des OS2 de 54,5 contre 52 ; il ne diffère pas de la moyenne pour les techniciens (71,4) .

De même, le nombre d'enfants par couple marié n'est en moyenne que de 3,4 (contre 3,74 dans l'ensemble du personnel), là encore inférieur pour les salariés ruraux éloignés (0, mais pour un seul cas) à ce qu'il est pour les urbains (3,47 , notamment 1,83 à Alger, 2 pour les villes éloignées , 3,33 pour Blida et les petites villes de Mitidja, mais 5,66 pour Bou Saada), et pour les ruraux proches (3,71 , encare moins que la moyenne). Mais il est ici caractéristique que s'il reste inférieur à la moyenne pour les manoeuvres (un cas), les OS2 (3,8 contre 4,3), le personnel technique (1 contre 2), il n'en diffère guère pour les catégories les plus élevées (cadres supérieurs : 2 contre 1,85; maîtrise 2,33 contre 2,2 ; employés de haute qualification : 2,5 contre 2,6 .

Tout se passe comme si, dans l'ensemble , l'absence de famille à charge facilitait le déplacement des travailleurs, de même que sa faible importance, en l'absence de possibilités de logement; cependant, à un niveau de rémunération plus élevé, les salariés acceptent plus facilement une séparation, comme, au pôle opposé , des chômeurs acceptent une telle séparation pour un emploi, fût-il aussi peu qualifié que celui de gardien. Une partie cependant de ces migrations individuelles ne relèvent par de la volonté propre des individus, puisque c'est parmi ces jeunes célibataires que sont affectés comme cadres les jeunes du Service National .

Le grand nombre de célibataires, le nombre relativement faible d'enfants des couples reflète également la jeunesse de cette fraction du personnel, accentuée elle aussi à la fois par la qualification plus grande des fonctions en particulier des travailleurs de famille urbaine et éloignée, et par l'affectation d'une partie d'entre eux dans le cadre du service national. De même, il paraît presque inutile de souligner l'absence totale de personnel féminin parmi ces migrants individuels .

Les caractéristiques de cette population de migrants individuels,masculinité, jeunesse, faiblesse des charges familiales, reproduisent certes les caractéristiques des catégorie professionnelles auxquelles elle appartient en majorité; mais elles sont accentuées, par les conditions de recrutement qui sont souvent celles du service national, par les conditions, d'existence qu'impose, au moins temporairement, l'absence de logements, et qui, en retour, déterminent en partie ces caractéristiques. Elles sont, a contrario, atténuées pour les cadres de différents niveaux axquels ont été procurés des logementsfamiliaux à Berrouaghia, dans les environs ou dans les villes voisines. Elles sont, également, moins marquées pour les personnels de plus haute qualification, pour lesquels l'attrait du poste et de la rémunération peuvent compenser les inconvénients, non définitifs, de la séparation .

De ce type de recrutement diffère sensiblement celui des ruraux proches, pour lesquels la migration individuelle ne représente qu'une extension marginale de l'aire régionale de recrutement, permettant de procurer un emploi à des sans travail un peu plus loin de Berrouaghia que la migration alternante quotidienne: on peut considérer que les gardiens recrutés à Bou Saada participent déjà de cette forme de migration hebdomadaire. Elle est exclusive dans un rayon de 70 à 80 Kilomètres du complexe : à Bir Ghbalou, à Birine, Ouled Maref; majoritaire entre 40 (Rebahia) et 60 Kilomètres (Ouamri, au delà de Médéa), exceptionnelle plus près (Ouled Brahim). Dans ces trois dernières localités, où coexiste cette forme de migration avec le déplacement pendulaire quotidien, on ne peut relever ni différenciation d'emploi ou de qualification, ni de différence du nombre d'enfants par couple; le taux de celibat des migrants individuels est seulement un peu plus élevé.

Inversement, les salariés restés dans les villes éloignées où résident leur famille, Alger et Blida, ont certainement préféré les migrations alternantes en raison de l'importance de leurs familles : si la proportion de cadres est parmi eux du même ordre que parmi leurs concitoyens migrés individuellement (5 sur 6) le taux de célibat n'est que de 33,3%, tandis que le nombre d'enfants par foyer s'éléve à 4,5 , très au dessus non seulement des moyennes de catégories mais même de la moyenne générale. Il est vrai que parmi eux, certains, à Alger, ont, sur place, pour le compte du complexe, leur travail au niveau de la commercialisation et de l'approvisionnement, et ne sont pas astreints, en réalité, à des déplacements réguliers .

L'installation individuelle, à Berrouaghia où à Médéa, de salariés du complexe SONACOME constitue donc, dans l'ensemble, un phénomène temporaire lié à l'insuffisance et au retard de l'équipement du lieu d'implantation de l'industrie en matière de logements. Elle concerne des travailleurs placés dans des conditions particulières soit en raison de leur âge, de leur absence de charges familiales et de leur rémunération élevée, soit en raison des astreintes du service national, soit en raison de l'occasion qu'ils ont trouvée d'obtenir un emploi malgré une résidence régionale mais marginale dans la région .

Il ne sont pas les seuls migrants définitifs liés à l'emploi par le complexe. Mais les autres, qu'il s'agisse de personnel qualifié que la SONACOME a, dés à présent hébergé, ou de travailleurs non qualifiés ou peu qualifiés, qui ont trouvé par eux mêmes les moyens de résider sur place avec leur famille, n'offrent pas les caractéristiques propres à ce groupe. Si l'on peut penser que leur provenance récente ne diffère guère, il n'y a aucune raison que se retrouvent parmi eux les caractères d'âge et de situation de famille qui rendent possible et nécessaire aux premiers l'instabilité présente de leur existence .

PROVENANCE ET RESIDENCE ACTUELLE DES TRAVAILLEURS DU COMPLEXE SONACOME .

Les données exploitées ne permetent pas de connaître avec certitude les origines des salariés du complexe,- en l'absence des lieux et dates de naissance . Elles ne permettent même pas de déterminer avec précision les lieux de leur résidence au moment du recrutement - en dehors de la catégorie des migrants individuels pour lesquels ils se confondent quasi - certainement avec le domicile familial. Du moins peut-on, par extrapolation à partir de cette dernière donnée, évaluer approximativement ce niveau de provenance, pour tout le personnel que la Société a dû et pu loger jusqu'à présent, avec ou sans les familles, en raison de la nécessité pour elle de disposer d'un personnel qualifié : il s'agit toujours de travailleurs d'un certain niveau de qualification .

Certains travailleurs sans qualification déclarent sans aucun doute résider à Berrouaghia, qui n'y avaient par leur domicile avant d'être recrutés; ils constituent une catégorie, certainement peu nombreuse, de migrants définitifs «clandestins ». Ils ont dû, pour être recrutés, se déclarer déjà domiciliés à Berrouaghia lors de leur demande d'embauche, puisqu'il s'agissait là d'une des conditions d'accés à l'emploi. Peut-être quelques uns d'entre eux résident-ils encore actuellement à quelque distance de leur lieu de travail : ils doivent alors se déplacer par leur propres moyens, puisqu'ils sont ignorés du service de transport de l'entreprise et, en dehors d'un rayon trés limité, il ne peut s'agir pour eux que de déplacements relativement peu fréquents impliquant leur hébergement sur place. Quant aux autres, ils résident trés certainement à Berrouaghia ou dans ses environs immédiats, et leur nombre est limité par l'absence de nouveaux logements disponibles , en dehors des programmes officiels en cours .

On peut donc évaluer, du moins de manière approchée, la composition par origine de la population travaillant au complexe, par lieu de résidence comme en général .

Provenance des salariés du complexe résidant à Berrouaghia :

Sur les 970 salariés du complexe résidant à Berrouaghia, soit constamment avec leurs familles, soit séparés d'elle pendant la semaine de travail, 860 (88%), qui ne sont pas logés par les soins de l'entreprise, se sont déclarés comme habitant la commune. Même si, comme on vient de le voir, un petit nombre d'entre eux l'ont fait pour satisfaire aux conditions de priorité d'emploi, on peut considérer que les origines de tout ce groupe reproduit sensiblement celles de la population préétablie susceptible d'avoir fourni de la main d'oeuvre au complexe, telles qu'elles ont été analysées plus haut à travers l'état - civil de 1973. Plus précisément, on peut les assimiler aux origines des catégories socio- professionnelles les plus concernées par les prélévements d'emploi ,- avant tout journaliers, manoeuvres, ouvriers autres que les travailleurs qualifiés du bâtiment, chauffeurs, employés .

A un premier niveau, on peut évaluer la présence à Berrouaghia au moment du recrutement à 88% des membres du personnel qui y résident actuellemant, tandis que 4% de ceux-ci résidaient à Alger, 1,3 % en Kabylie, 1% dans le Constantinois , 0,6 % dans les petites villes et 0,2 % dans les campagnes de la Mitidja , 0,6 % à Blida, 0,3 % dans les villes du haut Chéliff, 0,5 % dans la wilaya de Bouïra (dans sa partie détachée du Titteri) , 0 , 8% à Bou-Saada, et 2% dans la périphérie éloignée de l'aire de recrutement de Berrouaghia . Il s'agit donc d'un élargissement en même temps que d'une urbanisation des provenances, par rapport à celles de la population préétablie de l'agglomération : la proportion des actifs des zones rurales environnant Berrouaghia , n'est que de 11% des apports nouveaux contre 18% dans les groupes concernés de la population préétablie, celle de ceux venus des autres zones rurales de la wilaya, par contre, de 5,2% contre 3,3 . Mais les apports extérieurs, 83,8% et notamment les apports urbains, 71% deviennent largement prédominants et sans rapport avec leur faible part antérieure (2%) .

Il est impossible de remonter au délà dans les origines des travailleurs nouvellement installés à Berrouaghia, faute de connaître itinéraires et lieux de naissance. On peut seulement être certain qu une partie seulement des travailleurs arrivant des villes sont de naissance urbaine, et conjecturer que , comme dans les entreprisses étudiées à Sidi-bel-Abbés, les villes et notamment Alger, ont précédement regroupé, avec leurs natifs, des migrants d'autres localités de leur région avant de les redistribuer, notamment sur Barrouaghia (3) . Cependant, l'ouverture au delà de l'aire de recrutement directe de Berrouaghia se marque d'abord par la chute de la proportion de ses natifs de 73,1% dans l'échantillon préétabli à 64,9% du personnel qui y réside ,- par l'effet du seul apport nouveau de personnel. Elle se marque aussi par la chute de la proportion des actifs provenant des principales communes pourvoyeuses traditionnelles de l'exode rural vers ce centre : de 6 à 5,5 % pour Zoubiria, de 5,5 à 5 pour El Omaria , (avec Ouled Brahim), de 3 à 2,7 pour Tlétat ed Douaïr, de 1,5 à 1,3 pour Ouzeraa . Corrélativement, elle se marque par l'accroissement des

proportions d'arrivés de communes rurales plus éloignées, jusqu'alors tournées vers Médéa ou Ksar-el-Boukhari, et, bien sûr, par l'accroissement massif des contingents d'urbains extérieurs,-même si on admet qu'une part notable d'entre eux sont de naissance rurale . Ainsi, le pourcentage des originaires de Rebaïa passe de 0,3 à 0,7 , celui des originaires des Ouled-Hellel et d'Aziz de 0,6 à 0,7 , des Ouled Maref de 0,3 à 0,8 , de Ouamri de 0 à 0,7 . Parmi les urbains, si aucun apport nouveau ne provient de Médéa dont la part s'infléchit (de 1,5 % à 1,4), les apports urbains extra régionaux qui, s'ils étaient assez fournis en femmes, ne représentaient que 0,9% de actifs , sont portés à 9,1%, et ainsi multipliés par 10,- et même par 5 en admettant que la moitié provient de naissances rurales : à proximité, la part du groupe Tissemsilt -Theniet-el-Hâd passe de 0,6 à 0,7, la part des villes du Constantinois de 0,3 à 1,3 . Il est intéressant de constater que ce sont le plus souvent des villes qui fournissaient soit des migrants d'autres groupes sociaux(commerçants ou fonctionnaires) soit des femmes appartenant aux groupes sociaux dominants, qui envoient du personnel s'installer pour travailler à la SONACOME : ainsi, Thénia , Blida, et surtout Alger, qui envoie à elle seule 4% des travailleurs résident sur place, comme aussi l'ensemble de la wilaya de Tizi Ouzou -, qui en envoie 1,2%,-urbains et ruraux, et le Constantinois, (1,3%, presque exclusivement urbains, contre 0,3).

Tout se passe comme si les régions (la Kabylie) et les villes, qui fournissaient auparavant l'encadrement de Berrouaghia dans les secteurs de services, de l'administration et du commerce, conservaient à présent ce rôle, mais dans le secteur productif et en fonction de besoins accrus, alors que cesse d'être nourri l'exode rural pour remplir les emplois de moindre qualification, occupés principalement par les actifs locaux, ou par ceux restés sur place dans les campagnes avoisinantes, au moins temporairement .

Il ne s'agit cependant pas là d'une orientation définitive, mais peut-être simplement transitoire et liée tant aux difficultés d'installation à Berrouaghia même qu'au retard de la formation et de la qualification de la population active de la région et du centre d'implantation des insdustries lui-même .

Travailleurs d'origine locale et travailleurs nouvellement installés dans la région rurale de Berrouaghia :

Il est impossible, en l'état des documents exploités, de conjecturer avec quelque approximation la provenance des travailleurs logés par le complexe dans les localités autres que Berrouaghia, susceptible de modifier la composition de la main d'œuvre résidente : les seuls pour lesquels elle est connue, à Médéa, sont 3 résidents dont la famille habite Alger ou les villes de la Mitidja, et il est probable que le chef-lieu de la wilaya, situé sur la route de la capitale, connaît une prédominance plus marquée de celle-ci parmi les familles d'employés algériens de la SONACOME qui s'y sont installés . Aucune indication n'existe, ni pour Ksar-el-Boukhari, ni pour les centres ruraux, dans lesquels ne réside aucun travailleur séparé de son domicile familial .

Tout au plus est-il possible de souligner que les résidents de Médéa arrivés de l'extérieur,- si on peut leur assimiler tous ceux qu'a logés l'entreprise-, représentent 39% de l'ensemble des salariés qui y habitent, dont 15,6% allemands et seulement 23,5% algériens. De la sorte, les médéens déjà présents dans la ville avant leur embauche (156), seraient 72,2% des algériens employés au complexe qui y habitent . De même, à Ksar-el-Boukhari, les employés du complexe déjà présents dans la ville avant leur embauche (79) seraient 75,2% de tous ceux qui y habitent . L'apport algérien extérieur dans ces deux villes, dû à l'implantation du complexe , serait donc de l'ordre du quart des travailleurs qui y résident . Le taux réel du recrutement qui y a été opéré , réduit dans cette proportion serait, pour la population active masculine, de 2,4% à Médéa et de 2,1% à Ksar-el-Boukhari , et non 3,3 et 2,6 (Carte 8), taux global d'emploi .

En milieu rural, les effectifs présents avant leur recrutement à Zoubiria, Ouzeraa, El Omaria, doivent être estimés à 92%, 77 et 77% des effectifs qui y résident (89,33 et 36 individus, sur l'ensemble de chaque commune) . Ces effectifs ont en effet été grossis par l'installation de nouveaux recrutés venus de l'extérieur de la région, et n'ont pas été amputés par des départs de salariés partis résider à Berrouaghia . Il provient dont, en fait, des communes les plus proches de ce centre, avec lequel elles ont été constamment en contact, moins de travailleurs du complexe qu'il n'en réside sur leur territoire .

Les taux d'emploi parmi les travailleurs recutés dans ces communes sont donc inférieurs à ceux calculés par rapport aux résidents et figurés sur la carte 8. : 6,1 au lieu de 6,7 à Zoubiria, 1 au lieu de 1,2 à Ouzeraa, 1,5 au lieu de 2 à Ben-Chicao, 0,7 au lieu de 0,9% à El Omaria . Au contraire, ils se confondent pour résidents et originaires en ce qui conserne la zone des communes immédiatement plus éloignées, mais encore assez proches pour permettre le transport quotidien du lieu d'habitat au lieu de travail : Ouled Deïd - Sidi Nadji (l'est de la commune de Berrouaghia) , Tletat ed Douaïr , Souagui , Sidi Mahjoub, Moudjebeur (Ksar-el-Boukhari rural) .

Distribution géographique d'ensemble des lieux de recrutement des travailleurs (Carte 4,a,b,) .

Les extrapolations admises plus haut permettent d'estimer que la provenance des salariés du complexe, quel que soit leur lieu de résidence actuel, est en moyenne sensiblement plus éloigné que celui-ci .

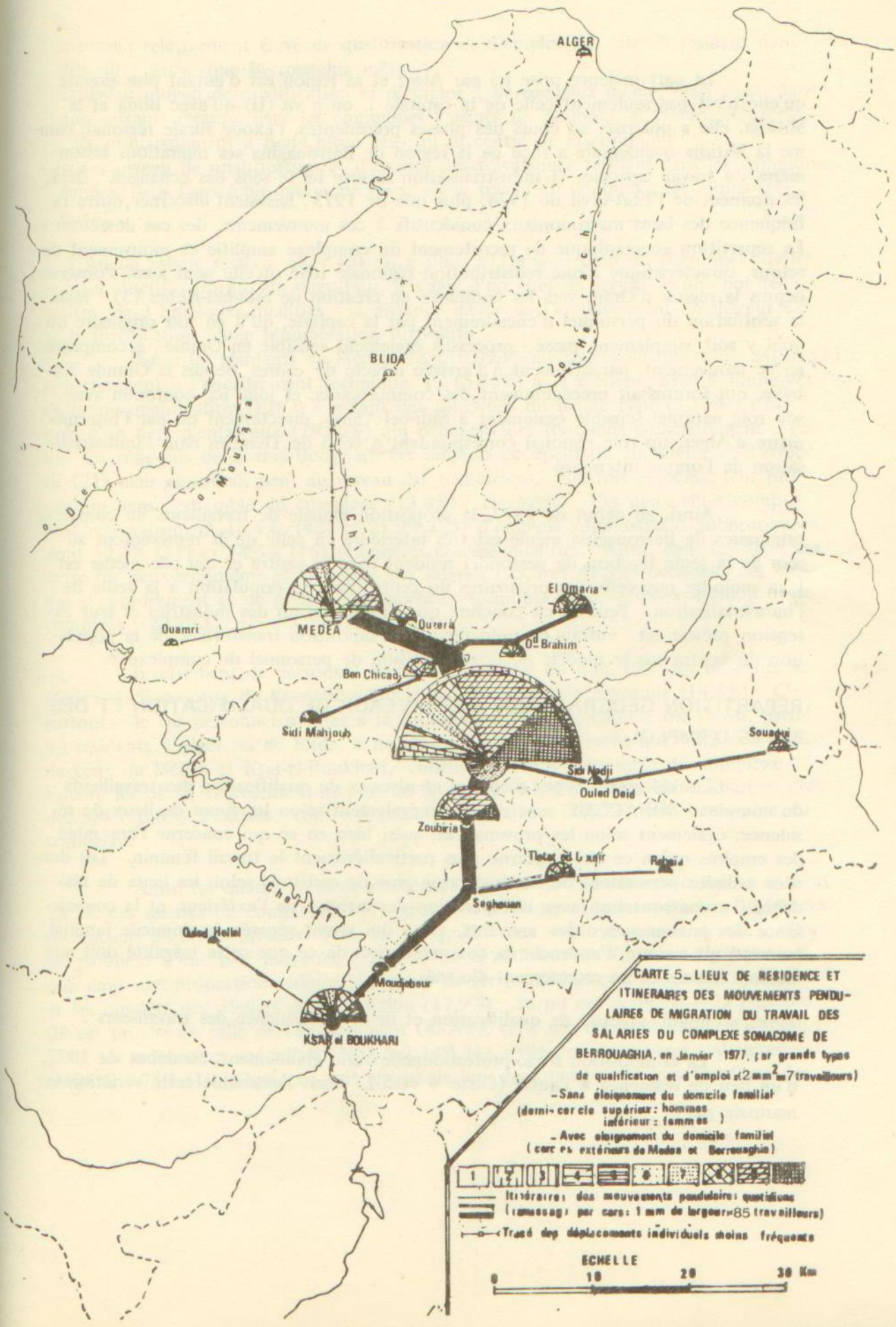
Les employés habitant déjà le centre de Berrouaghia avant leur recrutement (environ 810) représentent à peine plus de la moitié d'entre eux (54,4%) . Ceux ayant résidé, dèscette époque, dans l'est de la commune (6) et dans les communes limitrophes grandes pourvyeuses et fixatrices de migrants de l'extérieur, Zoubiria (89), El Omaria (36 y compris Ouled Brahim), et Ouzeraa (33, y compris Ben-Chicao) ,

ne présentent ensemble qu'un peu plus de 10% de l'effectif, qui proviennent ainsi de l'aire de recrutement traditionnellement prédominante de la population de Berouaghia (respectivement 0,4 ; 5,6 ; 2,2 ; et 2,1 %). La part des autres communes de la wilaya suffisamment proche pour n'envoyer travailler au complexe que des migrants pendulaires quotidiens à l'exclusion de résidents permanents (Tletat ed Douaïr (19), 1,2% ; Sidi Mahdjoub, Souagui, la zone rurale de Ksar-el-Boukhari) n' excéde pas en tout 2,8%. Celle du reste de la wilaya (notamment Rebaïa) et des communes des wilayet voisines (Birine, Bir Ghbalou, Teniet-el-Hâd), trop éloignées pour connaître un recrutement massif et pour conserver leurs recrutés comme résidents, n'est que de 1,3 % (21) .

Prés d'un sixiéme des salariés du complexe (14,9%) a été recruté dans les villes régionales placées dans la hiérarchie urbaine à un niveau plus élevé (5% à Ksar-el-Boukhari; 9,9% à Médéa) . Une part un peu plus grande (16,3%) vient enfin du reste du pays . La part de l'ouest est insignifiante (0,2%) ; celle du Constantinois reste faible (1,3%). Par contre, 1,3% de Bou Saada , 0,6% des villes de la wilaya de Bouïra (Lakhdaria, Sour-Ghozlan, Aïn Bessem), autant de celles du haut Cheliff (Miliana et Khemis Miliana) représentent un apport appréciable du recrutement urbain circum-régional de l'intérieur . Mais, à l'intérieur de l'ensemble Algérois, c'est surtout la Grande Kabylie (Tizi-Ouzou, sa wilaya et Akbou, 2,%), la Mitidja,- surtout urbaine, avec Blida au premier chef, mais aussi El Affroun, Boufarik, Thenia-(3%), et en premier lieu Alger (6,3%) qui à fourni à elle seule, en nombre, le contingent le plus important aprés Médéa, avant Zoubirian et Ksar-el-Boukhari : prés d'une centaine de travailleurs .

Cette répartition générale souligne la faiblesse des migrations interrégionales: on vient travailler dans un établissement industriel de l'intérieur de l'Algérois fort peu de l'Est, et pas du tout de l'Ouest du pays. C'est que la capitale régionale, ici, est aussi la capitale nationale, et les deux formes de redistribution de main d'œuvre se confondent. Ainsi est en quelque sorte amplifiée et inversée une forme antérieure de migration . Enfin, il faut souligner le caractére urbain de la plupart des lieux de provenance directe .

Ce dernier aspect,- la part des villes dans le recrutement-, la part des travailleurs du complexe recrutés en milieu urbain, suburbain ou semi-urbain, le marque nettement : 28,4% d'entre eux, soit 62,2 % de ceux recrutés ailleurs qu'à Berouaghia, provenant de 22 communes autres que celle d'implantation de l'établissement, vingt fois plus que ceux arrivant des zones rurales extérieures à la wilaya. Cette répartition des lieux de recrutement n'exclut évidemment pas qu'une part importante ces recrutés de provenance urbaine, soit de naissance rurale, et soit le produit de l'exode rural antérieur. Il n'empêche que le mouvement est ainsi inversé, aprés passage par la ville qui joue ainsi son rôle redistributeur d'autant mieux que son importance lui a permis antérieurement de concentrer les migrants: ceci ne fait que confirmer, dans des conditions trés différentes ce qui était déjà apparu dans l'étude de l'industrialisation pour Sidi-bel-Abbes (3) .


ALGER
BLIDA
O. Harrach
O. Mazafran
O. Djer
O. Chiffa
MEDEA
Ouamri
Ouzera
El Omaria
Dr Brahim
Ben Chicao
Sidi Mahjoub
Souagui
Sidi Nadji
Ouled Deid
Zoubiria
Tletat ed Douair
Rebaia
O. Chorfa
Seghouan
Ouled Helal
Mouiebeur
KSAR el BOUKHARI
CARTE 5 - LIEUX DE RESIDENCE ET ITINERAIRES DES MOUVEMENTS PENDULAIRES DE MIGRATION DU TRAVAIL DES SALARIES DU COMPLEXE SONACOME DE BERROUAGHIA, en Janvier 1977, par grands types de qualification et d'emploi (2 mm² = 7 travailleurs)
- Sans éloignement du domicile familial
(demi-cercle supérieur : hommes
inférieur : femmes)
- Avec éloignement du domicile familial
(cercles extérieurs de Medea et Berrouaghia)
1
Itinéraires des mouvements pendulaires quotidiens
(ramassage par cars : 1 mm de largeur = 85 travailleurs)
Tracé des déplacements individuels moins fréquents
ECHELLE
0 10 20 30 Km

La part majeure prise ici par Alger et sa région est d'autant plus grande qu'elle n'est pas seulement celle de la capitale : on a vu (II) qu'avec Blida et la Mitidja, elle a polarisé, au cours des phases précédentes, l'exode rurale régional, comme la Mitidja occidentale a reçu de la région de Berrouaghia ses migrations saisonnières du travail agricole. L'industrialisation inverse ici le sens des échanges. Déjà, les données de l'Etat-Civil de 1974, plus que de 1973, laissaient discerner, outre la fréquence des liens matrimoniaux consécutifs à ces mouvements, des cas de «retour». La répartition géographique du recrutement du complexe amplifie ce mouvement de retour, caractéristique d'une redistribution régionale telle qu'elle peut aussi s'observer, depuis la région d'Oran, vers les complexe en création de Sidi-bel-Abbes (3). Mais la ventilation du personnel d'encadrement par la capitale, qu'il en soit originaire ou qu'il y soit simplement passé,- processus également sensible en Oranie-, accompagne ici ce mouvement, parallèlement à l'arrivée directe de cadres depuis la Grande Kabylie, qui fournissait précédemment des commerçants, et joue ici, confondu avec son rôle national sensible également à Sidi-bel-Abbes, directement ou par l'intermédiaire d'Alger, un rôle régional correspondant à celui de Tlemcen dans l'industrialisation de l'oranie intérieure .

Ainsi, au début de 1977, la proportion globale de travailleurs du complexe originaires de Berrouaghia même est très inférieure à celle qu'ils représentent au sein de la seule fraction de personnel résident dans le centre et qui elle même est bien moindre que celle des originaires du centre dans sa population à la veille de l'industrialisation. Peut-on en conclure que l'implantation des industries et leur extension prévue est entrain de préparer une composition transformée de la population du centre sur le modèle de la composition de personnel de complexe ?

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES NIVEAUX DE QUALIFICATION ET DES TYPES D'EMPLOI.

Les différents types d'emploi et niveaux de qualification des travailleurs du complexe SONACOME sont répartis inégalement selon les types de lieux de résidence, également selon les provenances, aussi bien en ce qui concerne l'ensemble des emplois qu'en ce qui concerne plus particulièrement le travail féminin. Les données utilisées permettent de les saisir avec plus de certitude selon les lieux de résidence; la confrontation avec la répartition des arrivées de l'extérieur, et la connaissance des provenances des arrivants,- ceux qui vivent séparés du domicile familial, permettront ensuite d'approche la compréhension de ce que cette inégalité doit aux facteurs locaux et au recrutement éloigné .

Types d'emploi, niveaux de qualification et lieux de résidence des travailleurs .

La composition socio-professionnelle varie grandement, au début de 1977, d'un lieu de résidence à l'autre (Carte 4 et 5). Dans l'ensemble cette variation est marquée par :

- le niveau relativement élevé de qualification et d'emploi des salariés résidant dans des villes autres que Berrouaghia même.
- le niveau moyen de qualification et d'emploi à Berrouaghia même, mais aussi, dans une certaine mesure, dans les communes voisines de Zoubiria, el Omaria, Ouzerâa, - ici principalement à Ben-Chicao plus qu'au centre de la commune .
- le bas niveau de qualification et d'emploi des travailleurs résidant dans les communes rurales, dans l'ensemble moins proches, où le travail au complexe est moins fréquent .

1.) Aucun salarié resté à Alger (5) ou à Blida (1) n'appartient au personnel ouvrier productif. Hormis un chauffeur, il s'agit d'un chef de service, d'un contremaître, de 3 employés qualifiés : la distance même de l'établissement employeur exige la justification d'une rémunération suffisante .

Parmi les résidents de Médéa, 28 (10,9%) sont cadres de direction, 24(9,38%) appartiennent à l'encadrement technique, 15 (5,86%) à la maîtrise; avec 8 Employés de haute qualification (EHQ) exerçant des fonctions du même type (3,13%), c'est près d'un tiers d'entre eux (29,36%) qui occupent des fonctions d'encadrement . Parmi les résidents de Ksar-el-Boukhari, ces emplois occupent un cinquième de l'effectif (21) mais essentiellement au niveau des techniciens,- une fois et demie leur proportion dans l'ensemble du complexe (13,8%). De même , Ces deux villes comptent respectivement 16,4% (42) et 21,9% (23) d'emplois administratifs subordonnées, dont 12,4% (31) et 14,5% (16) rémunérés comme qualifiés. Ainsi, dans les deux cas, entre les deux-cinquième et la moitié des salariés (45,8 et 41,9%) occupent des emplois d'encadrement et de gestion , proportion double de celle de ces emplois du complexe, (22,7%) .

Inversement, le personnel de service, qualifié ou non, (9% des résidents de Médéa, 14% de ceux de Ksar-el-Boukhari) est inférieur à la moyenne (14,5%). C'est surtout le cas personnel ouvrier à la production: absent, comme on l'a vu, parmi les résidents d'Alger ou de Blida, il ne représente respectivement que 42,2 et 44,5% de ceux de Médéa et Ksar-el-Boukhari,- contre 64% dans l'ensemble du complexe . Encore les OP ne représentent-ils plus de la moitié (53,1%) à Ksar-el-Boukhari et près des 3/4 (70,8%) à Médéa,- contre à peine plus de quart (27,2%) dans l'ensemble du complexe.

Ainsi, les quatre villes de résidence, proches ou lointaines, où logent en tout 23,2% des salariés du complexe (367), groupent 46% des cadres supérieurs, 48,4% des techniciens de divers niveaux, 52% des EHQ, 37% des employés administratifs. Elles ne groupent d'une part moyenne (23,9%) de la maîtrise. A l'inverse, n'y habitent que dans une proportion réduite les agents de service (16,9% de leur effectif total) et les ouvriers des ateliers de production (17,9%). Parmi ces derniers, si la part des OP est proche de celle de l'encadrement (43,4%), celle des OS tombe à 11,4% (58), celle des manœuvres spécialisés (MS) à 1,14% (1), celle des manœuvres ordinaires (MO) à 0,74% (1). Quel que soit le lieu de leur recrutement, la caractéristique des

salariés résidant en ville,- et d'autant plus que la ville est plus urbaine-, est plus encore leur niveau élevé de qualification que leur secteur d'emploi ; en fait, c'est ce niveau qui explique leur rôle plus important dans les emplois non directement productifs et de responsabilité .

2.) Les localités rurales les moins liées à Berouaghia, où ne sont pas venus s'installer des recrutés de provenance extérieure, mais d'où , par contre, parfois, certains sont partis résider à Berrouaghia, montrent au contraire la prédominance des emplois de service (22%) et d'ouvriers à la production (74%), tandis que les emplois d'encadrement et de gestion sont presque inexistants (3,7%). Encore ces emplois, l'un d'agent de maîtrise (à Sidi Mahjoub) l'autre de secrétaire d'atelier (à Moudjebeur) se situent-ils à un niveau inférieur de l'échelle. Parmi les ouvriers, 3 sur 10 (22% de l'ensemble) sont OP, 2 sur 10 (15%) manœuvres, La moitié (37%) OS: cette répartition reproduit exactement celle de l'ensemble du personnel ouvrier du complexe: mais le nombre des ouvriers qualifiés reste limité, à la mesure du petit nombre global des ouvriers (39 pour Berrouaghia rural, Rebaïa, Souagui, Sidi Mahjoub, Ouamri, Moudjebeur, Ouled Hellal, Tletat ed Douaïr) : c'est cette faiblesse de leur masse global qui exprime la limite d'accés à la qualification.

3.) Les trois communes limitrophes de Berrouaghia (Zoubiria, Ouzerâa avec le centre de Ben Chicao, El Omaria, y compris Ouled Brahim), dans lesquelles se sont installés de nouveaux recrutés de l'extérieur, comptent une proportion voisine de résidents ouvriers à la production (73,33%) ; celles des travailleurs des services est deux fois plus faible (9,6%), mais au contraire celle du personnel d'encadrement et de gestion, si elle reste encore inférieure à la moyenne, est 5 fois celle des autres localités rurales (17,06%).

Ces trois grands groupes (ouvriers, services, encadrement) sont au contraire représentés presque conformément à la noyenne à Berrouaghia (64,24%, 16,65%, 19,11%) avec cependant une légère surreprésentation du personnel de service, et une sous-représentation corrélative du personnel d'encadrement et de gestion. Le groupe des cadres, parmi les résidents de Berrouaghia, apparaît dominé par la maîtrise (5,13%), plus représentée qu'en moyenne et que dans les trois communes limitrophes (3,18%) ; les cadres de direction (3,56%), en moindre proportion qu'en moyenne, sont cependant trois fois plus représentés que dans les communes voisines (1,06%) ; par contre les techniciens et EHQ (3,56%) sont à peu près aussi représentés que dans ces communes (3,72%) mais très en dessous de la moyenne (5,2%) ..

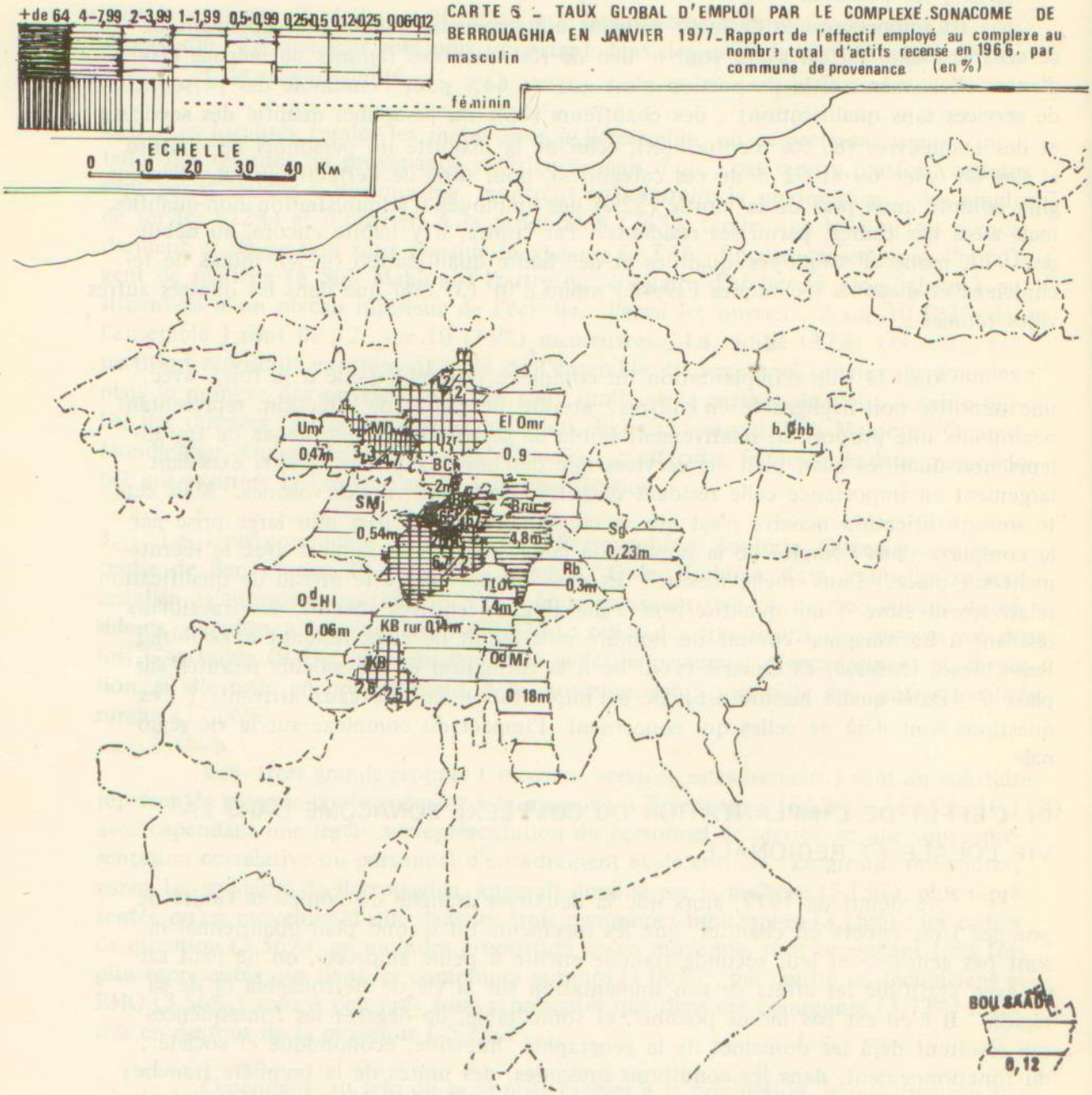
Cependant, au sein du personnel ouvrier à la production, la qualification apparaît, contrairement à ce qu'elle est parmi les résidents des communes limitrophes, inférieure à celle de l'ensemble du complexe: parmi les résidents de Berrouaghia, elle est, pour 100 ouvriers, de 32 manœuvres et 17 ouvriers qualifiés,- exactement l'inverse de ce qu'elle est pour l'ensemble Zoubiria,El Omaria, Ouzerâa .

L'importance de l'effectif résident à Berrouaghia même fait cependant de ce centre, même s'il est avant tout le lieu de résidence des femmes de ménage (100% d'entre elles, même si la proportion n'est que de 64% pour l'ensemble des personnels de services sans qualification) , des chauffeurs (75% du personnel qualifié des services) et des manœuvres (87,5% d'entre eux), celui de la majorité du personnel de maîtrise et des OS (avec 69 et 62 % de ces catégories), pour 60% de l'effectif global. Berrouaghia compte aussi plus de la moitié (52%) des employés d'administration non-qualifiés, mais aussi des cadres, parmi ses résidents. Par contre, il y habite encore, au début de 1977, moins d' employés qualifiés et de haute qualification (42%), moins de techniciens et d'agents techniques (39,4%) moins d'OP (37,8%) que dans les quatres autres villes réunies .

Ainsi la ville d'implantation du complexe rassemble-t-elle à la fois, avec une minorité non négligeable en chiffres absolus de cadres de direction, représentant néanmoins une proportion relativement faible de ses résidents, une masse de travailleurs non qualifiés aussi bien des services que des bureaux et des ateliers excédant largement en importance celle résidant dans les communes rurales voisines. Mais cette sous-qualification massive n'est que la conséquence de la part plus large prise par le complexe dans l'emploi de la population active locale,- en rapport avec le recrutement sur place. Dans quelle mesure? Et dans quelle mesure le niveau de qualification relativement élevé d'une quantité non-négligeable, en chiffres absolus, des travailleurs résidant à Berrouaghia, comme du nombre plus réduit de ceux résidant à Zoubiria, Ben-Chicao, Ouzerâa, El Omaria est-il lié à la formation de travailleurs recrutés sur place ? Dans quelle mesure est-il lié à l'implantation de nouveaux arrivants ? Ces questions sont déjà de celles qui concernent l'impact du complexe sur la vie régionale .

III. L'EFFET DE L'IMPLANTATION DU COMPLEXE SONACOME DANS LA VIE LOCALE ET REGIONALE .

Au début de 1977, alors que la deuxième tranche du complexe (unité de pompes) est encore en chantier, que les logements du second plan quadriennal ne sont pas achevés,- et leur seconde tranche encore à peine amorcée-, on ne peut saisir avec certitude les effets de son implantation sur la vie de Berrouaghia et de sa région. Il n'en est pas moins possible, et souhaitable, de dégager les conséquences qui résultent déjà les domaines de la géographie humaine, économique et sociale , du fonctionnement, dans les conditions présentes, des unités de la première tranche; cette analyse fera apparaître les transformations réalisées au niveau de l'emploi, des mouvements de population, des transports, et des nouveaux problèmes que ces transformations même ont fait surgir, au niveau par exemple des transports, des services, de l'habitat; elle permettra de les confronter avec les conditions nouvelles qu'offrent les perpectives à court terme, et de saisir dans quelle mesure ces problèmes sont en passe d'être et de faire place à de nouvelles mutations, ou au contraire de caractériser la région pour une période plus ou moins longue .



CARTE 5 - TAUX GLOBAL D'EMPLOI PAR LE COMPLEXE SONACOME DE BERROUAGHIA EN JANVIER 1977 - Rapport de l'effectif employé au complexe au nombre total d'actifs recensé en 1966, par commune de provenance (en %)

Une première série de transformations concerne l'emploi : dans quelle mesure la complexe SONACOME a-t-il fourni des emplois à Berrouaghia, dans sa région rurale ou au contraire en a-t-il importé les bénéficiares ? Selon la structure de l' emploi et la qualification ? Selon la part prise par l'emploi féminin ? Dans quelle mesure a-t-il contribué à résorber le sous emploi ? Dans quelle mesure le doublement des effectifs lors de l'entrée en production de la deuxième tranche sera-t-elle susceptible d'agir dans le même sans ou trouvera-t-elle des conditions modifiées ?

Une deuxième série de transformations concerne la résidence et le transport des travailleurs : comment est actuellement résolu le problème du transport des travailleurs résidant à quelque distance ? Que représente-t-il ? Dans quelle mesure est-il susceptible d'être réduit par la construction actuelle des logements ? Dans quelle mesure cette construction répond-elle aux perspectives d'extension du complexe et d'induction des activités à Berrouaghia même ?

La troisième série de transformations concerne l'impact économique du complexe sur Berrouaghia même et sur sa région. Quel pouvoir d'achat global est fourni par le complexe aux travailleurs résidant à Berrouaghia, dans sa région rurale, dans les villes régionales , dans le reste du pays ? Quelle masse de population concerne-t-il, dans l'ensemble et selon la répartition géographique du personnel et des parsonnes à charge des travailleurs ? Dans quelle mesure le complexe, à l'étape actuelle, et dans les proches perspectives, est-il susceptible d'animer la campagne, d'y poser des problèmes, éventuellement, de concurrence de l'emploi, d'urbaniser la structure de Berrouaghia, d'accélérer sa croissance urbaine ?

Telles sont les questions auxquelles peut être apporté un début de réponse.

L'EFFET DE L'IMPLANTATION DU COMPLEXE SONACOME SUR L'EMPLOI DANS BERROUAGHIA ET SA REGION.

Structure de l'emploi fourni aux populations présentes antérieurement à l'implantation du complexe, et aux nouveaux arrivants .

Le taux global d'emploi a été donné plus haut (III,B,2) (carte 6), tant pour les résidents que pour les originaires de Berrouaghia, des deux villes régionales et des communes proches : il tombe très vite sur la périphérie régionale (carte 6) à nettement moins de 1% (pour les seuls actifs masculins), sauf au Tletat ed-Douair (1,4); de 0,54 à Sidi Mahjoub, il passe entre 0,25 et 0,5 à Ouamria et Rebaia , de 0,12 à 0,24 à Ouled Maaref et Ksar-el-Boukhari rural (Moudjebeur), et Souagui ,en dessous de 0,12 à Ouled Hellal, pour l'ensemble des originaires, migrés ou non . Au delà, il est insignifiant, sauf pour les originaires de Bou-Saada, pour lesquels il dépasse un pour mille , et à la rigueur ceux de Bir Ghbalou (0,7). Ainsi, les effets sensibles sur l'emploi ne dépassent pas un rayon de 40 à 50 Kilomètres, s'intensifient (mais sans s'étendre en distance) sur l'axe Alger-Djelfa et en milieu urbain . Ainsi, un indice d'emploi selon la distance (proportionnel au produit du taux d'emploi par

distance kilométrique à l'usine) donne pour 1 à Berrouaghia, 0,92 à Ksar-el-Boukhari et 0,81 à Médéa, mais 0,61 à Zoubiria et des valeurs de 0,2 à 0,3 pour Ben Chicao, Ouzeraa, Tletat ed Douair, El Omaria, Ouamria, alors qu'elles tombent au dessous de 0,1 à Ksar-el Boukhari rural (Moudjebeur), Souagui, Rebaia, Ouled Maaref, Ouled Hellal . A son niveau actuel d'achèvement, le complexe ne fourni d'emploi, hors de Berrouaghia, au mieux, qu'à 6 sur 100 des actifs de 1966 à Zoubiria (4% de ceux de 1973), et partout ailleurs, sauf à Tletat ed Douair, moins de 1% de ceux de 1973, en milieu masculin. La fourniture globale d'emploi aux ruraux d'origine est donc faible au point de ne pas compenser la croissance de la population active à Sidi Mahjoub par exemple .

A Médéa et Ksar-el-Boukhari, c'est au contraire entre 1,5 et 2% des actifs actuels déjà présents avant l'implantation qui sont employés, et à Berrouaghia même plus de la moitié d'entre eux, compte tenu de la croissance de la population depuis 1966. C'est donc bien sur la population active des villes, et avant tout de la petite ville d'implantation du complexe, que l'entrée en fonctionnement de celui ci a d'abord provoqué un prélèvement de main d'oeuvre .

1. En milieu rural, ce prélèvement a été presque exclusivement un prélèvement ouvrier, sans élévation importante du niveau de qualification. Une fois déduit l'effectif qualifié logé par le complexe à Zoubiria, Ouzerâa (et Ben Chicao) et El Omaria (avec Ouled Brahim), on peut évaluer la proportion de manœuvres, d'OS et de personnel de service respectivement à 20 , 50 et 11% des salariés du complexe déjà présents antérieurement à Zoubiria ; 18,40 et 6% à Ouzerâa; 20, 22 et 16% à El Omaria. Les employés sans qualification particulière en représentent encore 1,3 et 3%. Ainsi, les emplois qualifiés, soit d'ouvriers, soit de techniciens et de cadres de divers niveaux, ne comptent que pour 19, 36 et 42% dans ceux fournis aux originaires de chacune de ces trois communes, soit globalement 41 (26%) tous, sauf deux femmes employées, emplois d'O.P. .

On retrouve ainsi, dans les trois communes où ont été logés des arrivants de l'extérieur, une répartition des types de qualification et d'emploi très proche de celle du reste de la région rurale de Berrouaghia, dont 28,5% des originaires, migrés ou non, occupent des emplois qualifiés (20 sur 70), parmi lesquels 21,5% d'O.P. , 5,5% d'employés , 1,5 % d'agent de maîtrise. Une fois éliminés les travailleurs logés dans ces communes par l'entreprise, la seule qualification dont ont bénéficié les ruraux régionaux recrutés est la formation donnée sur place par l'atelier école de Berrouaghia au cours du montage du complexe. Les conditions antérieures n'avaient pas permis une meilleure préparation au travail industriel dans une de ces commune

2. Dans les deux villes régionales, le prélèvement de main d'œuvre, là aussi majoritairement ouvrier, s'est fait à un niveau de qualification en grande partie supérieur ou s'est accompagné d'une formation et d'une promotion professionnelle. A Médéa, en évaluant à 156 le nombre minimum de médéens présents avant le transfert de personnel recruté à l'extérieur, actuellement salariés au complexe, on peut compter que 45,6% d'entre eux (71) appartiennent aux catégories de personnel sans qualification professionnelle industrielle (manœuvres : 1,3 %, OS : 23,1% ; employés des services non-qualifiés : 5,8% , qualifiés 8,3%, employés sans qualification particulière : 7,1%) . A Ksar-el-Boukhari, leur répartition est du même ordre pour une représentation globale un peu plus forte, 57%. (45 sur 79) : manœuvres : 1,3% , OS: , 27,8 ; employés des services, qualifiés 7,6%, non-qualifiés 11,4%, employés d'administration: 8,9 %) .

Ainsi, à Médéa comme à Ksar-el-Boukhari, les emplois sans aucune qualification (manœuvres, mais aussi personnel de service non qualifiés) sont soit à peu près absents, soit très minoritaires. La faiblesse, sinon la quasi-absence du recrutement local de l'encadrement, mais aussi le niveau très élevé de la qualification ouvrière par rapport à celui opéré dans les localités rurales, caractérise à la fois l'importance de l'accès à la formation à l'atelier école de Berrouaghia, le niveau de formation générale préalable lié au milieu urbain, et certainement aussi le champ plus large de recrutement parmi les actifs non agricoles disponibles, plus nombreux. Mais ces deux villes proches n'ont pu suffire à fournir un personnel de direction, ni une part considérable du personnel d'encadrement et administratif ou susceptible d'être formé pour ces tâches .

3. A Berrouaghia même, le taux global de recrutement de personnel non qualifié (81,9%) est,-une fois éliminé l'effectif immigré logé par la société-, de type tout à fait rural, très proche de celui de Zoubiria,-commune la plus pauvre en travailleurs qualifiés-, probablement en raison, ici comme là, de la massivité plus grande du recrutement. Sur 822, les manœuvres sont 195 (23,7%), les O.S. 304 (37%), les employésde service non qualifiés 85 (10,3%), qualifiés 67 (8,2%, les employés d'administration sans qualification particulière 22 (2,7%). Cette répartition des niveaux inférieurs de qualification est, là encore, analogue à celle de la zone rurale .

Cependant, ici, le nombre absolu des salariés qualifiés (149), dépasse de 54 celui des seuls ouvriers qualifiés (P1,P2,P3), à la différence et des zones rurales, et des villes régionales. Cette exception tient certes à la faible proportion des OP (11,5%); mais elle est significative, aussi, de la disponibilité d'une force de travail apte à être formée à des emplois tertiaires (d'agents d'administration qualifiés, notamment féminins), mais aussi techniques de niveau inférieur, et surtout de maîtrise (chefs d'équipe). C'est ce type d'emploi qui explique le gonflement du nombre des agents de maîtrise dans le personnel résidant sur place (cf. plus haut,II,C) .

Berrouaghia apparaît ainsi comme ayant offert au recrutement par le complexe une force de travail disponible numériquement considérable, dans sa très grande majorité de caractère rural, mais dont une minorité, sensiblement du même ordre de grandeur que dans les campagnes voisines, était susceptible de recevoir non seulement une formation d'ouvrier qualifié, mais aussi d'employé ou de cadre de niveau inférieur. Sans doute cette minorité, dont l'existence est à rapprocher de l'amorce de caractères urbains dans la répartition de l'emploi en 1966 et 1973 et à la relative ancienneté d'un établissement d'enseignement moyen, a-t-elle été épongée, d'autant plus qu'elle a été simultanément solicitée par l'offre d'emplois tertiaires par l'érection en daïra, et par celle de la SNMC. Du moins a-t-elle trouvé ces emplois sur place, comme ont dû en rechercher sur place, plûtôt qu'à Berrouaghia, les catégories semblables de travailleurs à Médéa et Ksar-el-Boukhari.

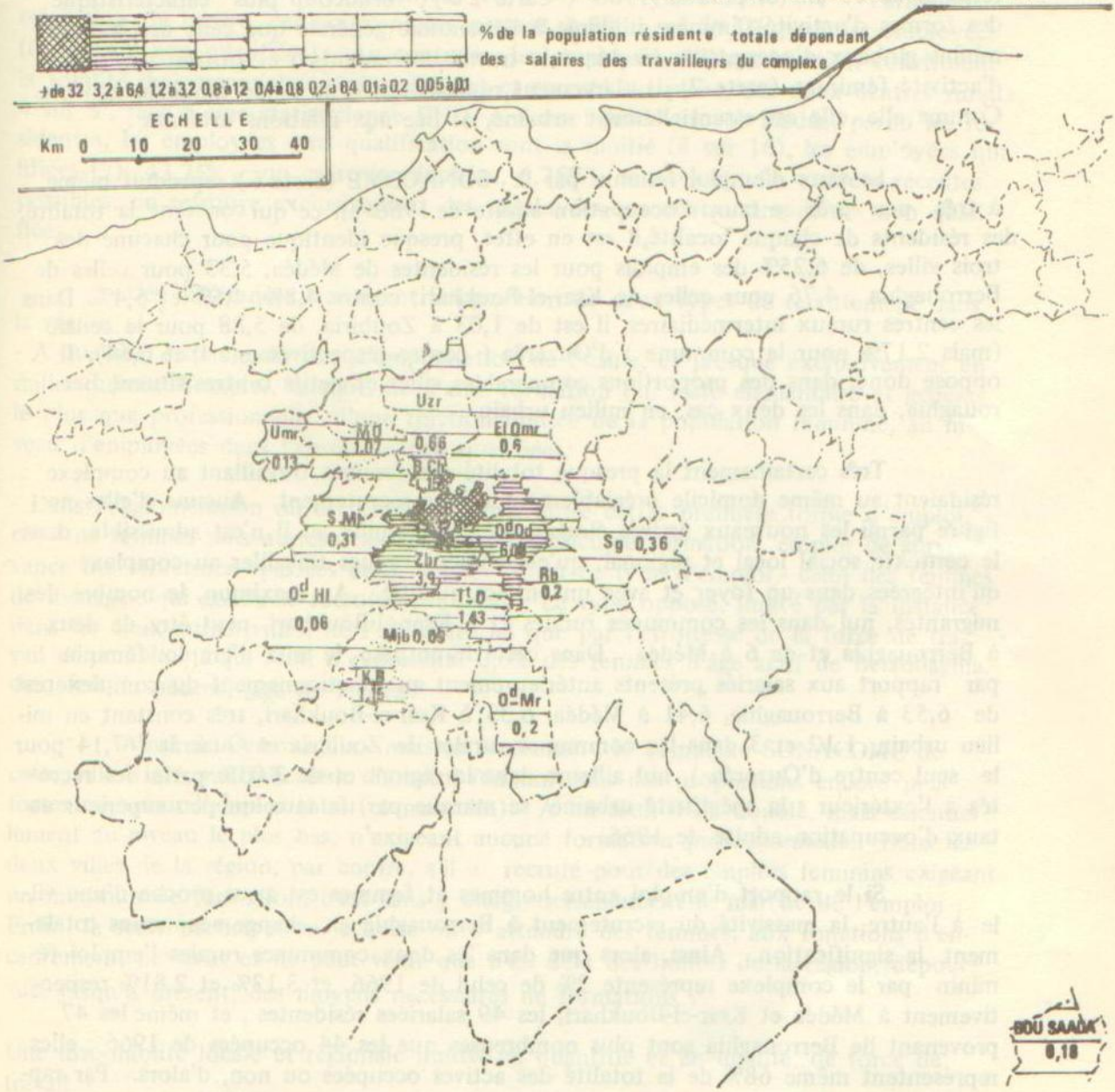
4. On a vu plus haut (III,A,3) la place prépondérante du recrutement extérieur à la région au niveau de l'encadrement. Les analyses qui précédent ont été faites à partir de l'extrapolation à tout ce recrutement des structures d'emploi du personnel logé loin du domicile familial. Elles imposent une correction relative, du fait de la présence d'au moins 53 cadres et employés parmi les salariés recrutés à Ksar-el-Boukhari et Berrouaghia, d'au moins 8 OP parmi ceux recrutés à Médéa. Compte tenu des cadres également recrutés à Médéa, il est vraisemblable d'évaluer à 78 % leur place parmi les cadres et employés d'administration qualifiés, soit environ 40% de ces derniers, 75 à 80% de la maîtrise, plus des 9/10 de la maîtrise, la quasi totalité des ingénieurs et des cadres de direction. Inversement,leur proportion parmi les ouvriers qualifiés n'excéde sans doute pas 10% ; elle est insignifiante pour les catégories d'ouvriers non professionnels, de manœuvres, d'employés non qualifiés et d'agents de services, qualifiés ou non. En toute hypothèse, le recrutement extérieur est bien celui des cadres, d'autant plus exclusif que leur niveau de qualification et de responsabilité est plus élevé .

Ainsi, dans l'ensemble, on peut considérer le recrutement local et régional comme le fournisseur presque exclusif des travailleurs les moins qualifiés et les moins rémunérés du complexe, tant dans le secteur productif que dans celui des services et des emplois de bureau; cette fonction est d'autant plus exclusive que le recrutement est rural (dans la région) et massif (à Berrouaghia) . Le recrutement d'ouvriers qualifiés est lui aussi très majoritairement régional, celui des employés qualifiés majoritairement, mais d'autant plus qu'ils sont plus sélectifs et plus urbains. L'encadrement est , par contre, d'autant plus exclusivement recruté à l'extérieur qu'il correspond à un niveau de formation plus élevée.

Rôle de la SONACOME dans la création d'emplois féminins à Berrouaghia et dans la région .

Sur les 72 emplois féminins du complexe, plus des deux tiers (68%) sont tenus par des résidentes de Berrouaghia, la quasi-totalité des autres (21, soit 29%)

CARTE_7 _TAUX DE DEPENDANCE VIS A VIS DU COMPLEXE SONACOME DE BERROUAGHIA, PAR COMMUNE



par des résidentes des deux villes régionales (16 à Médéa, 5 à Ksar-el-Boukhari), les deux restants partagés entre les centres ruraux de Zoubiria et Ouzerâa, l'un et l'autre situés sur le trançon de la RN 1 reliant Médéa à Ksar-el-Boukhari. On retrouve dans leur répartition géographique (Cartes 4,5,6) celle des taux d'occupation des femmes de 15 ans et plus en 1966 (Carte 2 c), beaucoup plus caractéristique des formes d'activité féminine intégrée à l'économie générale que celle des taux féminins globaux d'occupation (incluant le travail des enfants) et surtout des taux d'activité féminine (carte 2, d) largement représentative de l'aide familiale agricole. Comme elle, elle est essentiellement urbaine, et liée aux relations urbaines .

Le taux d'emploi féminin par la SONACOME (carte 6) reproduit même à très peu près ce taux d'occupation adulte de 1966: en ce qui concerne la totalité, des résidents de chaque localité,il est en effet, presque identique pour chacune des trois villes, de 6,25% des emplois pour les résidentes de Médéa, 5,33 pour celles de Berrouaghia , 4,76 pour celles de Ksar-el-Boukhari, contre 4,8%, 4,5% et 5,4%. Dans les centres ruraux intermédiaires, il est de 1,03 à Zoubiria, de 5,88 pour le centre (mais 2,17% pour la commune) d'Ouzerâa (contre respectivement 1 et 0,64). Il oppose donc, dans des proportions comparables, villes et petits centres,situant Berrouaghia, dans les deux cas, en milieu urbain .

Très certainement la presque totalité des femmes travaillant au complexe résidaient au même domicile préalablement à leur recrutement. Aucune d'elles ne figure parmi les nouveaux arrivés éloignés de leur famille, et il n'est admissible, dans le contexte social local et régional, qu'elles soient venues travailler au complexe qu'intégrées dans un foyer et avec un emploi qualifié. Au maximun, le nombre des migrantes, nul dans les communes rurales et à Ksar-el-Boukhari, peut être de deux à Berrouaghia et de 6 à Médéa. Dans cette hypothèse, le taux d'emploi féminin par rapport aux salariés présents antérieurement au fonctionnement du complexe est de 6,53 à Berrouaghia, 6,41 à Médéa, 6,33 à Ksar-el-Boukhari, très constant en milieu urbain, 1,12 et 3 dans les communes rurales de Zoubiria et Ouzerâa (7,14 pour le seul centre d'Ouzerâa), nul ailleurs dans la région, et de 3,03% parmi les recrutés à l'extérieur : la spécificité urbaine se marque par un taux un peu supérieur au taux d'occupation adulte de 1966.

Si le rapport d'emploi entre hommes et femmes est aussi proche d'une ville à l'autre, la massivité du recrutement à Berrouaghia en change néanmoins totalement la signification. Ainsi, alors que dans les deux communes rurales l'emploi féminin par le complexe représente 2% de celui de 1966, et 3,13% et 2,81% respectivement à Médéa et Ksar-el-Boukhari, les 49 salariées résidentes , et même les 47 provenant de Berrouaghia sont plus nombreuses que les 44 occupées de 1966 ; elles représentent même 68% de la totalité des actives occupées ou non, d'alors. Par rapport à l'effectif féminin actuel d'âge actif, elles y représentent 2,82% des femmes de 15 à 64 ans, contre 0,14% à Médéa, 0,11% à Ksar-elBoukhari, encore moins dans la campagne .

Cependant, les types d'emplois féminins à Berrouaghia diffèrent profondément de ceux des autres localités de résidence: 77,6% (38) reviennent à des femmes de ménage (autant que toutes les travailleuses des services de 1966: 20,4% à des employées, (dont 3 rémunérées comme qualifiées (dont 2 assistantes sociales)(6,1%) et 7 (dont 5 dactylos) non qualifiées (14,3%), 2% (une cadre) . Parmi les originaires du centre, ces pourcentages passent à 80,9 , et 19,1% pour les employées (dont 14,9 non qualifiées). Au contraire, les employées d'administration constituent la totalité du personnel féminin, résident et recruté sur place, des deux centres ruraux, 4 sur 5 , face à une statisticienne EHQ, à Ksar-el-Boukhari. A Médéa, parmi les résidentes, les employées sans qualification sont la moitié (8 sur 16), les employées qualifiées (7), 43,75% ; un cadre (traductrice, 6,25%); en excluant les arrivées récentes possibles, on retrouve exclusivement des employées,aux quatre cinquièmes non qualifiées .

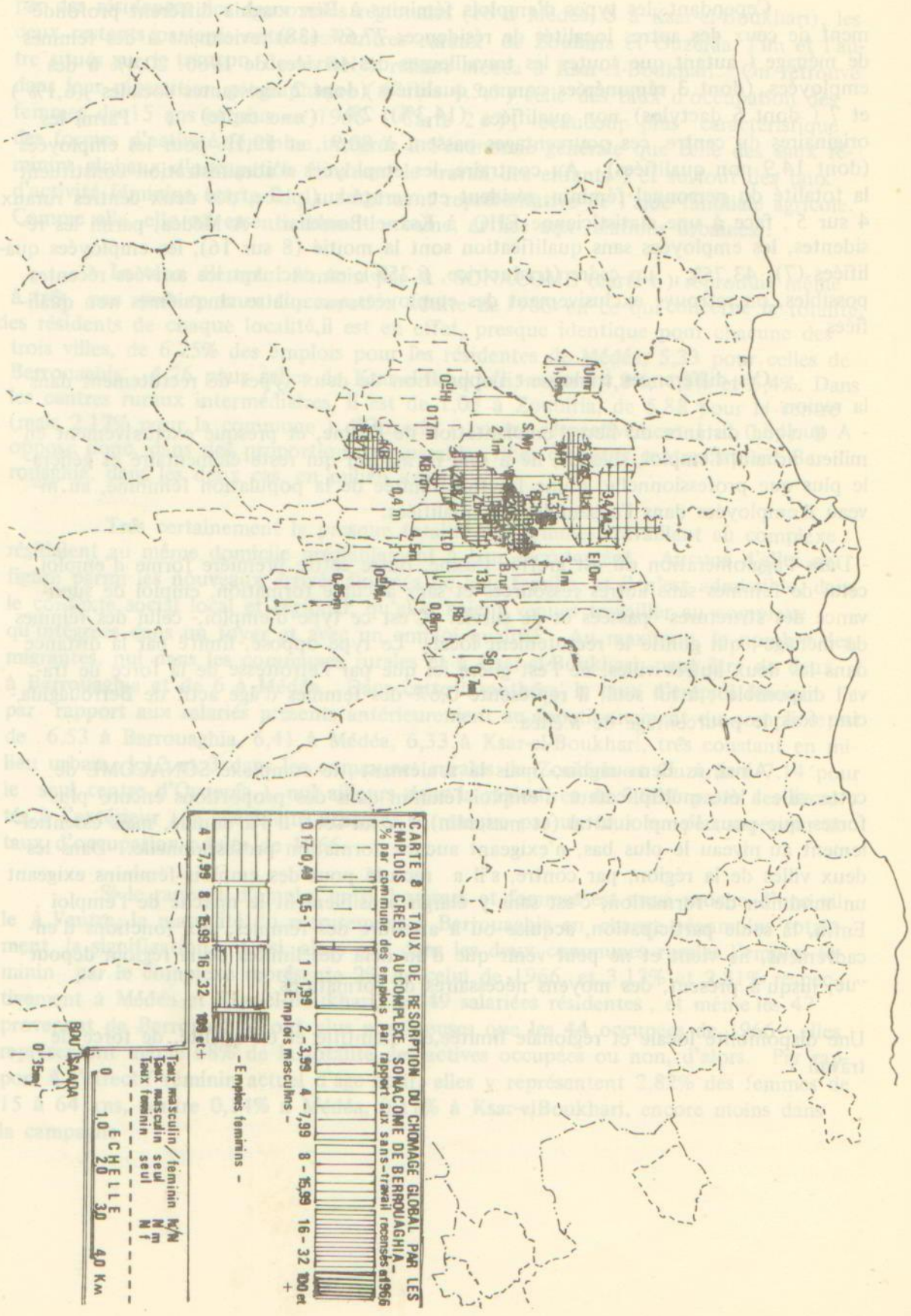
Ces différences traduisent l'opposition de deux types de recrutement dans la région :

- A quelque distance du lieu d'emplantation de l'usine, et presque exclusivement en milieu urbain, l'emploi, sélectif, lié à une formation qui reste élémentaire et générale plus que professionnelle, d'une fraction limitée de la population féminine, au niveau d'employées dans l'ensemble peu qualifiées.

- Dans l'agglomération où est greffée l'usine, outre cettre première forme d'emploi, celui de femmes sans autres ressources et sans aucume formation, emploi de survivance des structures passées et de survie. C'est ce type d'emploi,- celui des femmes de ménage-, qui gonfle le recrutement local. Le type opposé, limité par la distance dans les deux autres villes, ne l'est guère ici que par l'étroitesse de la force de travail disponible ; à lui seul, il représente 0,6% des femmes d'âge actif de Berrouaghia,- cinq fois le pourcentage de Médéa.

Ainsi, à Berrouaghia,- mais là seulement-, le complexe SONACOME de cette ville a été multiplicateur d'emploi féminin dans des proportions encore plus fortes que pour l'emploi total (et masculin). A lui seul, il l'a doublé, mais essentiellement au niveau le plus bas, n'exigeant aucune formation professionnelle. Dans les deux villes de la région, par contre, s'il a recruté pour des emplois féminins exigeant un minimun de formation, c'est sans y élargir sensiblement le marché de l'emploi . Enfin, la seule participation, acquise ou à attendre des femmes, aux fonctions d'encadrement, ne vient et ne peut venir que d'au délà des limites de la région, dépourvue, jusqu'à présent, des moyens nécessaires de formations .

Une disponiblité locale et régionale limitée,en quantitié et en qualité, de force de travail .


CARTE 8 - TAUX DE RESORPTION DU CHOMAGE GLOBAL PAR LES EMPLOIS CREES AU COMPLEXE SONACOME DE BERROUAGHIA -
(% par commune des emplois par rapport aux sans-travail recensés en 1966
0 17-0,49
0,5-1
1-1,99
2-3,99
4-7,99
8-15,99
16-32
100 et +
- Emplois masculins -
4-7,99
8-15,99
16-32
100 et+
- Emplois féminins -
Taux masculin/féminin M/N
Taux masculin seul N m
Taux féminin seul N f
ECHELLE
0 1,0 2,0 3,0 4,0 Km
BOU SAADA

La répartition géographique, plus que de la résidence, de la provenance des salariés des deux sexes occupant les différents types d'emploi est indicative des limites, tant quantitatives que qualitatives, des possibilités de recrutement local et régional.

C'est ce qui déjà sensible dans la modification de la composition par provenance de la population active de Berrouaghia du seul fait de l'entrée en fonction de la fonderie et de l'unité vannes (prémière tranche du complexe SONACOME).. Pour une population active accrue, de ce seul fait, d'environ 5% entre 1974 et 1976, (de 2360 à 2475), la proportion des originaires de Berrouaghia tombe de 74,3 à 71,7%, celle de ceux des six communes limitrophes, de 17,2 à 16,4% . Inversement, celle des Kabyles s'élève de 1,5 à 1,6 %, celle des ruraux du reste du pays de 4,3 à 6,6%, celle des citadins de 2,7 à 5% des actifs résidents de la ville. La poussée citadine est, pour moitié, le fait des arrivants d'Alger, celle des ruraux, en grande partie, celle de migrants des régions périphériques des wilayat et des franges de la wilaya .

Cette tendance à l'ouverture et à l'urbanisation de la ville et de sa population serait plus accentuée encore si la totalité du personnel logeait à Berrouaghia. La proportion des originaires de Berrouaghia tomberait à 55% des actifs de la ville, celle des ruraux des six communes limitrophes se maintiendrait à environ 18%, celle des ruraux des régions plus éloignées à environ 7%, celle des urbains de l'extérieur, multipliée par quatre, dépasserait 15% (dont 5,7% de Médéa, 2,2% de Ksar-el- Boukhari, 2,8% d'Alger). L'accentuation de la mutation n'est freinée que par l'impossibilité de résider actuellement pour de nombreux travailleurs; elle est par ailleurs très certainement renforcée par le recrutement, parallèle, du personnel de l'unité SNMC et des services tertiaires accompagnant la création de la daïra .

Cette tendance à l'ouverture et à l'urbanisation est liée à l'absorption de la totalité de la force de travail disponible à Berrouaghia même. On doit chiffrer l'ensemble des actifs résidents occupés de la ville à au moins 2475, sans tenir compte de tous les emplois SNMC et des nouveaux services . Ceci supose un dépassement de l'effectif des actifs potentiels de 1974, qui n'est possible que par un prélèvement d'environ 500 travailleurs, en particulier sur le secteur d'emploi agricole, les indifférenciés (journaliers, manœuvres), et les chauffeurs, en plus du transfert de 110 travailleurs qualifiés de l'extérieur et du doublement de l'emploi féminin .

L'absorption de la totalité de la force de travail de Berrouaghia est lisible dans les taux d'emploi, masculin et féminin (carte 6) et de résorption du chômage (carte 8) : le seul complexe SONACOME y emploie 65 et 67% des hommes et des femmes déclarés actifs en 1966, soit deux fois et une fois et demie le nombre de ceux d'entre eux qui se déclaraient en chômage ou à la recherche d'un premier emploi. La poursuite du recrutement du personnel à Berrouaghia même n'est possible qu'avec l'élargissement de l'activité des femmes, au sein des classes d'âge jeunes, et la venue des jeunes à l'âge actif : elle ne peut donc que tendre désormais à se faire qu'au niveau d'une certaine qualifacation, correspondant à celle des salariés jeunes .

Inversement, une force de travail peu ou non qualifiée reste largement disponible dans les communes rurales avoisinantes. On a vu, au début de cette partie (IV, A, 1), la faiblesse générale des taux d'emploi par le complexe dans ces communes, en dehors de Zoubiria . De même, la résorption du chômage masculin de 1966 ne s'y fait qu'à 20,8% à Zoubiria, 13% à Sidi-Nadji, Ouled Deïd, 5,5% à Ben Chicao, 4,5% au Tletat ed Douaïr, 3,4% à Ouzerâa, 3,1% à El Omaria, 2,1% à Sidi Mahjoub, moins encore dans les zones rurales plus éloignées; le sous emploi féminin de 1966 n'est, lui, résorbé qu'à Ouzerâa et Zoubiria dans des proportions sans rapport avec l'extension de la formation générale des générations nouvelles. En fait, actuellement, une part beaucoup plus importante de la force de travail rurale disponible est employée par les chantiers de construction en cours et est susceptible d'être recruté par l'industrie à des emplois sans qualification importante, notamment après l'achèvement de la deuxième tranche du complexe. Une autre part n'est certainement pas actuellement sortie du secteur agricole de production; elle est, en proportion très faible, passée dans les coopératives de la Révolution agraire, et constitue encore sans doute beaucoup plus largement une main d'œuvre largement sous employée. Globalement, la SONACOME a utilisé jusqu'à présent moins de 5% du chiffre de 4000 travailleurs environ sans travail ou à la recherche d'emploi en 1966, dont probablement au moins 20% sont employés par ailleurs à Berrouaghia; mais l'accroissement, par l'immigration rurale constatée plus haut, de la population d'âge actif de ces sept communes (Berrouaghia rural, Zoubiria, Ouzerâa, Tletat ed-Douaïr, Sidi Mahjoub , El Omaria, Rebaia), a à peu près compensé ces emplois. Sur une main d'œuvre restée disponible d'environ 3.000 hommes dans ce rayon, les communes les plus proches, actuellement grosses fournisseuses,Zoubiria , Ouzerâa, El Omaria, représentent les deux-tiers. En présence de la concurrence d'autresdemandes, cette proche disponibilité paraît insuffisante pour répondre à celle de la deuxième tranche du complexe SONACOME en personnel peu qualifié et en personnel ouvrier.Un recrutement plus éloigné paraît inévitable, dans les communes plus éloignées de la région, Tletat-ed-Douaïr , Sidi-Mahjoub, mais aussi Rebaïa , Souagui. Une telle extension du recrutement massif nécessiterait, soit l'accroissement des mouvements pendulaires quotidiens, soit une migration définitive impliquant une croissance urbaine encore non planifiée même sur le plan de l'habitat .

Enfin, l'encadrement ne peut provenir, pour l'essentiel, que des villes régionales et de l'extérieur. L'extension en cours du complexe SONACOME implique donc l'élargissement du rayon de recrutement massif, dans les campagnes régionales, du personnel de qualification faible ou nulle, et l'accentuation de l'encadrement provenant de l'extérieur, surtout du milieu urbain, et de Médéa et de Ksar-el-Boukhari; la poursuite du recrutement du personnel féminin principalement dans ces deux villes en même temps qu'à Berrouaghia; la limitation du recrutement dans ce centre à un personnel de qualification de type urbain, pris dans les générations parvenant à l'âge actif. Ainsi sont posés les problèmes des transports et de l'habitat, ainsi que des services qu'exigent ces perspectives .

MOUVEMENTS PENDULAIRES QUOTIDIENS ; HABITAT ET PROBLEMES DE CROISSANCE URBAINE .

Dès à présent, les mouvements pendulaires quotidiens traduisent l'incapacité de Berrouaghia, tant à fournir la totalité des salariés de la partie du complexe déjà en production qu'à loger, notamment, les travailleurs sans grande qualification recrutés dans les campagnes avoisinantes, et les travailleurs les plus qualifiés recrutés ou logés actuellement à Médéa et Ksar-el-Boukhari.

Les mouvements pendulaires quodidiens. Le transport du personnel (Carte 5)

Les salariés du complexe provenant de l'extérieur et résidant, seuls ou avec leur famille, à Berrouaghia, ne représentent, on l'a vu, qu'une minorité de cadres, et quelques travailleurs des services dont la présence permanente est nécessaire. Ceux qui, en petit nombre, sont restés à Alger ou à Blida, soit ont sur place une partie de leur travail, soit sont amenés à des déplacements périodiques relativement expacés (la semaine) ; ils les effectuent par leur propre moyens comme, en sens inverse, les cadres résidant seuls à Berrouaghia qui vont, périodiquement, rejoindre leur famille à leur domicile .

Les mouvements pendulaires quotidiens concernent donc deux autres catégories de salariés du complexe :

- les cadres et travailleurs surtout qualifiés, recrutés ou logés à Médéa et Ksar-el-Boukhari, et ceux logés dans les centres ruraux,
- les travailleurs, surtout non qualifiés, recrutés dans les campagnes. Ils affectent une proportion considérable du personnel : 41,8% (660 travailleurs) et sont assurés , pour la plupart d'entre eux, par des cars à la disposition de l'entreprise. Ce sont les itinéraires de ces cars, les quantités de travailleurs transportés sur chacun d'eux, en même temps que la décomposition des effectifs de chaque lieu de résidence, selon le sexe, le type d'emploi et la provenance qui sont figurés sur la carte 5 .

Les cars de transport du personnel amènent celui-ci quotidiennement à l' heure du début de chaque poste de travail, s'arrêtent et déposent les travailleurs dans l'enceinte du complexe, le long de l'atelier fonderie; ils les attendent à la fin de chaque poste de travail et les reconduisent à proximité de chez eux. Les travailleurs ainsi transportés ont ensuite à faire, par leurs propres moyens, les trajets des points d'arrêt à leur domicile,- en sens inverse de leur départ au travail. Il n'y a pas dans leur existence quotidienne d'autre possibilité que ce trajet de l'usine à leur domicile. Ils n'ont rien à voir avec Berrouaghia, dont ils ne traversent même pas l'agglomération, à l'aller ni au retour. Il s'agit essentiellement de travailleurs n'exerçant pas une activité de haute responsabilité : ce qui en exercent une se donnent le plus souvent une relative autonomie de mouvement grâce à l'utilisation de leur véhicule personnel . Enfin le tracé même des itinéraires limite les possibilités de résidence des

travailleurs à une frange relativement étroite en bordure des axes routiers, qui exclut de nombreuses zones rurales marginales de l'emploi à Berrouaghia dans les communes même les plus proches .

L'axe principal de ramassage est la route nationale N 1 , Nord-Sud, soit vers le Nord jusqu'à Médéa, soit vers le Sud jusqu'à Ksar-el-Boukhari. L'itinéraire Nord (30 kilomêtres), le plus important, concerne 280 travailleurs (49%), pris et déposés par les cars à Ouzerâa, Aïn Deheb (à l'extrémité est de l'agglomération de Médéa) et le centre de Médéa, où sont aussi chargés les migrants de Ouamria ; l'itinéraire Sud en concerne 212 (37,5%) , pris et chargés à Zoubiria (pour prés de moitié (14%) , à 10Km) , à Seghouan (à 20 Km) , à Moudjebeur (à 32 Km) et à Ksar-el-Boukhari (à 46 Km) , pour moitié (15%) , avec la collecte d'Ouled Hellal .

Deux axes de ramasage divergent de l'itinéraire Nord à 12 et 15 Km du complexe, au col de Ben-Chicao, (1284m), où le froid et le brouillard constituent l'hiver un obstacle sérieux et un facteur de ralentissement et d'insécurité du transport : l'un, vers l'ouest, concerne les 34 travailleurs résidant à Ben-Chicao (4,8%) et à Sidi Mahjoub (1,7%), soit, à18 et 35 Km, 6,5% des transportés ; l'autre , vers l'Est, 12 d'Ouled Brahim (à 25 Km) et 35 d'El Omaria et des environs (à 40 Km) (6,7% des transportés) . Un autre axe s'embranche sur l'itinéraire Sud, de Seghouan, vers Tletat-ed-Douaïr (30 Km) et Rebaïa (45) pour 3,5% des transportés (18) . Enfin sont desservies directement les localités de la route de Beni-Sliman et de Sour el-Ghozlan : Sidi Nadji, Ouled Deïd entre 10 et 20 Kilomêtres, Souagui à 45 (pour 3,5% des transportés (18) .

Une telle desserte suppose un minimum de 5 rotations sur Médéa, de 2 sur Zoubiria, de 2 également sur Ksar-el-Boukhari, et une sur chaque autre itinéraire, soit en tout 13 rotations de cars par jour, la location des véhicules et l'emploi du personnel spécialisé, et les frais de 920 Kilomêtres quotidiens . Les seules dépenses afférentes au transport se situent entre 1500 et 2000 DA par jour, soit aux environs d'un demi-million de dinars par an . S'y ajoutent les heures de travail perdues en déplacement, qu'on peut évaluer à prés de mille par jour à partir du nombre de transportés sur chacune des distances parcourues , et des conditions de transports; la répartition des qualifications des transportés permet d'estimer, en fonction de la hiérarchie des salaires, à environ deux millions de dinars le manque à gagner lié à cette perte de temps. La dispersion géographique des résidences des travailleurs revient donc, en 1977, à un coût équivalent à celui de 50 à 60 Logements «économiques » .

L'absorption de la totalité de la force de travail disponible à Berrouaghia même, et d'une part importante de celle disponible dans les localités rurales les plus proches et les accessibles depuis le complexes (Zoubiria, zone rurale de Berrouaghia) ne peut que laisser prévoir l'aggravation du coût global et par travailleur du transport du personnel recruté et à recruter pour le projet pompe lors de son entrée en production .

La construction en cours des nouvelles cités de Berrouaghia et son apport à la SONACOME .

On a vu plus haut (II, B) (cf Carte II) ce que représentaient les 483 logements en voie d'achèvement, et les 800 dont la construction débute, dans les chantiers des cités du Sud-Est de la ville , entre celle-ci, l'hopital et la déviation de la R.N. 1, à environ un Kilomètre à l'ouest du complexe, et dont le coût initial peut être évalué respectivement à 25 et 50 Millions DA environ.

L'attribution des quarante destinés à la SONACOME sur la première tranche de 120 en Février 1977 ne permet que de résoudre définitivement les problèmes d'habitat d'une partie des cadres déjà logés par l'entreprise dans des conditions provisoires. Celle, prévue, de 200 en tout sur les 483, à attendre en 1977-1978, ne pourra guère permettre que de rapprocher l'ensemble des cadres venus de l'extérieur pour la première tranche du complexe et actuellement logés à Médéa, Ksar-el-Boukhari, et dans les villages proches, Zoubiria, Ouzerâa. Même dans l'hypothèse d'une part plus grande que les 40% de logements attribués au complexe dans la cité des 483 lors de l'achèvement de la cité des 800 logements à attendre à peu près pour la même date que l'entrée en production de l'unité pompes et de l'extension de l'unité vannes, c'est au mieux le logement du personnel résidant hors de Berrouaghia pour les unités déjà en fonctionnement actuellement qui peut être alors assuré .

On peut donc attendre que ce soit la quasi totalité des travailleurs de la seconde tranche du complexe, équivalente en nombre à la totalité de l'effecttif actuel, et dont on a vu l'impossibilité de recrutement sur place, que ce soit au niveau de la majeure partie de l'encadrement, ou à celui de presque tout le personnel d'exécution, qui soit astriente aux déplacements pendulaires quotidiens lors de l'entrée de cette tranche en production. Le départ des cadres techniques allemands ne risque pas de présoudre une partie du problème dans la mesure où leur remplacement ne peut se faire que par un encadrement extra-régional ; au reste, le contrat de livraison «produits en mains» prévoit, on l'a vu, leur maintien jusque deux ans après l'entrée en production de tout le complexe .

L'extension de la proportion de salariés du complexe appelés à résider soit dans les campagnes périphériques,- principalement en ce qui concerne le personnel d'exécution recruté dans ces zones rurales-, soit à Médéa et à Ksar-el-Boukhari,- en ce qui concerne surtout les cadres de différents niveaux recrutés plus encore à l'extérieur que dans ces petites villes régionales-, pose le problème de la concurrence des projets industriels de ces deux centres urbains, et celui de l'induction des services et activités tertiaires par l'accroissement conséquent de la population .

Ksar-el-Boukhari, qui n'a actuellement, en fait d'industrie, qu'un atelier de confection de la SONITEX, en fonctionnement depuis 1965, et employant, en 1976, 93 ouvriers et ouvrières, soit moins que l'effectif de salariés de la SONACOME qui y résident, a été choisi comme lieu d'implantation d'une unité d'appareillage électromécanique de la SONELEC ; cette unité, qui doit s'édifier sur 70 hectares au Sud de la ville, mais dont les travaux n'avaient pas commencé au début de 1977, est prévue pour 2500 emplois, soit plus de la moitié de la population active masculine actuelle de l'agglomération. Médéa, dont l'essentiel de la population ouvrière,-bâtiment non compris-, est jusqu'à présent, à côté des salariés de la minoterie de la SN SEMPAC, composée en majorité de ceux du privé, - 500 en 1974 dans les entreprises de plus de 20 ouvriers, à 85% dans la chaussure-, doit également recevoir des projets industriels: une briqueterie communale a été construite sur les crédits du programme spécial pour 140 emplois, plusieurs unités de wilaya prévues ne sont certes pas encore en chantier au début de 1977, mais la réalisation, sur les crédits du deuxième plan quadriennal, d'une unité SONIPEC de chaussures de luxe et d'une unité SONITEX de transformation des déchets textiles, susceptibles de créer respectivement 1000 et 140 emplois, est engagée dans la zone industrielle et devrait aboutir avant 1980 . De même, un accord algéro-chinois a été conclu à la fin de 1976 pour la création d'une unité d'instruments chirurgicaux, et la SN-SEMPAC doit construire une nouvelle unité de minoterie semoulerie, avec 160 emplois. Ainsi, le chef lieu de Wilaya, même s'il a écarté les grands projets, devrait connaître, avec plus de 2500 emplois nouveaux créés par les grandes sociétés nationales industrielles, le doublement de sa population industrielle totale d'ici l'entrée en fonctionnement de la deuxième tranche du projet de Berrouaghia; cette population atteindrait ainsi les deux-tiers de l'effectif total des actifs de l'agglomération en 1966, l'équivalent de celui des actifs non-agricoles d'alors .

Ainsi, l'accroissement du nombre des emplois industriels planifiés sur place, à lui seul, représente 250 % des sans travail de 1966 à Ksar-el-Boukhari, 100% d'entre eux à Médéa. On peut évaluer l'accroissement de la population totale de ces deux villes à près de 100% de son effectif de 1966 pour la première, à plus de 50% pour la seconde (4) . Le recrutement local déjà effectué par la SONACOME en représente respectivement 2 et 4% ; la réalisation du projet SONELEC de Ksar-el-Boukhari ,

suffirait à en absorber encore prés de 50%. Ksar-el-Boukhari paraît donc ne plus pouvoir fournir par elle-même de travailleurs, en nombre appréciable, et à quelque niveau de qualification que ce soit, à l'extension de l'unité SONACOME de Berrouaghia. Médéa paraît ne plus pouvoir en fournir au niveau demandé, celui d'une haute qualification. L'immigration, dans ces deux villes, d'un personnel d'encadrement recruté surtout dans les autres villes d'Algérie, et sans aucun doute, principalement à Alger, paraît inévitable pour répondre aux besoins tant de leur propre projet d'industrialisation qu'à l'extension de celui de Berrouaghia. L'appel à l'extérieur pour l'encadrement, déjà amorcé, ne peut que s'accentuer, et rendre plus aigus les problèmes d'habitat dans les trois centres urbains de la région.

Dès à présent, une faible majorité seulement des salariés du complexe vannes-pompes est intégrée à la vie économique de Berrouaghia, et inductrice d'un développement local des services et des échanges : 40% d'entre eux, du fait de leur résidence extérieure, n'ont en effet aucun contact, on l'a vu, avec cette ville, puisqu'ils montent dans les cars de ramassage dans la cour du complexe, sitôt leur travail fini, pour regagner leur lieu de résidence éloigné. Cette distorsion ne peut que s'accentuer avec le déficit de logements sur place vis-à-vis du nombre des nouveaux emplois créés par cette extension, donc avec l'accroissement prévisible de la proportion des ouvriers résidents dans des zones rurales plus éloignées et des cadres venus de l'extérieur dans les villes régionales et effectuant quotidiennement des déplacements pendulaires.

LES EFFETS INDUCTEURS DU COMPLEXE SUR LA VIE ECONOMIQUE DE BERROUAGHIA ET DE LA REGION.

Dès à présent, le complexe Vannes-Pompes de la SONACOME exerce sur Berrouaghia même des effets inducteurs trés réduits par rapport à la valeur de sa production et surtout de sa capacité de production: l'importance relative des services offerts par le complexe lui-même à ses travailleurs, et la relative faiblesse de l'effectif résidant dans la ville,- aggravée par la médiocrité de sa qualification- expliquent qu'en parcourant le centre de Berrouaghia, on ne puisse pas constater, par exemple, un accroissement des implantations commerciales ni une urbanisation de leurs installations.

La répartition géographique des revenus. Les revenus dont bénéficient Berrouaghia, sa région et les villes voisines grâce à la présence du complexe SONACOME consistent essentiellement dans les salaires payés par la société et dépensés hors de son circuit, et à l'exclusion de la partie d'entre eux adressée aux familles domiciliées aux

lieux de provenance des travailleurs. Toute une part sociale des salaires est dépensée à l'intérieur de l'entreprise, qui dispose de ses propres services sociaux et médicaux . Une proportion relativement importante des salaires individuels versés aux travailleurs échappe au circuit commercial extérieur, dans la mesure où la plupart des salariés prennent un repas par jour à la cantine du complexe ; l'ouverture d'une coopérative est appelée à accroître cette proportion .

Faute de documents concernant la valeur nominale des salaires payés par la SONACOME pendant une période donnée, par exemple depuis l'inauguration officielle à la fin d'Avril 1976, il est possible d'évaluer approximativement leur répartition à partir de la grille correspondant aux rémunérations versées en 1976 aux travailleurs des métaux employés dans les sociétés nationales, selon leur qualification . Compte non tenu des allocations familiales, on peut estimer la rémunération globale des salariés du complexe à un peu moins de 20 Millions de DA pour un an (19,7 M), soit près de 25 M avec l'ensemble des charges sociales . Les salaires des cadres y comptent pour 10%, ceux de l'ensemble du personnel d'encadrement subalterne (Techniciens, maîtrise, E.H.Q.) pour 14%, ceux des ouvriers et employés qualifiés d'administration pour 26%, ceux des OS et des travailleurs qualifiés des services pour 35%, ceux des manœuvres et employés non qualifiés des services pour 15% . Ces proportions traduisent un éventail des salaires nominaux qui, par groupe moyen de qualification, s'ouvre de 1 à 3,3 ,- et de 1 à plus de 5 entre extrêmes - .

C'est cette ouverture de l'éventail des salaires qui intervient différemment, d'une localité à l'autre, en plus du nombre de salariés qui y résident,- ou y font vivre leur famille-, pour déterminer le volume global des salaires versé localement, et le salaire moyen par actif, selon le lieu de résidence ou de provenance .

Sur le plan de la résidence des salariés, Berrouaghia où, comme on l'a vu, logent plus de 58% des salariés, occupe une position très moyenne, avec 57,4% des salaires bruts. Le rapport volume des salaires / nombre de salariés est sensiblement le même pour les trois communes rurales proches d'El Omaria, Ouzerâa et Zoubiria qui reçoivent 11,8% (respectivement 2,8 ; 3 et 5,9%) du total des rémunérations versées. Le déficit des salaires est plus important pour les résidents des autres communes rurales de la région qui ne reçoivent que 2,9 % des salaires pour 3,6% des salariés, même si dans certaines d'entre elles (Ouamri, Moudjebeur, Tletat ed Douaïr) les sommes versées sont relativement importantes. Inversement, les villes de résidence reçoivent une part relative des salaires plus importante que la moyenne : Ksar-el-Boukhari en reçoit 7,4% (plus de 1,7 M. DA par an) pour 6,6% des salariés ; Médéa 18,7% (plus de 3,6 M DA) pour 16%, Blida et Alger 0,7% (pour 0,4%) . Ainsi

les villes de résidence apparaissent-elles comme bénéficiant au maximum de revenus du complexe , dans la mesure même où y résident les travailleurs les plus qualifiés, en plus grande proportion. Dans cette mesure , Berrouaghia n'apparaît pas comme «urbaine» , mais simplement au même niveau que les centres ruraux hébergeant des salariés appelés de l'extérieur .

C'est l'inégale répartition des différents types de qualification qui crée ces différenciations qui se traduisent à travers les niveaux moyens de revenus par actif (Tableau V) . On peut nettement distinguer ceux des résidents des villes extérieures (Alger et Blida) où chaque actif dispose de 17000 à 21000 D.A. par an : ceux des villes régionales (Médéa et Ksar-el-Boukhari), avec lesquelles se regroupent les localités rurales dans leur orbite (Oumri, Moudjebeur, Ouzeraa), entre 13.400 et 14.500 D.A. ; ceux de Berrouaghia et des communes rurales Zoubiria, El Omaria et Tlatet-ed -Douaïr, Rebaïa, entre 11400 et 12. 000 D.A. ; ceux des lieux de résidence ruraux plus éloigés, en dessous de 11000 DA par an et par actif .

Sur le plan de la provenance des salariés, on retrouve dans la répartition des revenus moyens des salariés une image de l'inégalité régionale des conditions de recrutement : le revenu moyen des travailleurs installés à Berrouaghia sans leur famille, restée dans les lieux de recrutement, s'élève au niveau de celui des résidents des villes extérieures (19.285 DA) ; celui de leurs homologues de Médéa à 25.000 DA par an . La ventilation de ces revenus moyen par lieu d'origine souligne la disparité entre provenances urbaines et rurales, nationale ou régionale . On retrouve dans le premier groupe (celui des revenus supérieurs à 17000 DA par an) , avec les originaires d'Alger, de Blida, des autres villes de la Mitidja, et du reste de l'Algérie, ceux de la Mitidja et de la Kabylie rurale; dans le dernier, au contraire, avec les migrés de la plupart des zones rurales peu éloignées (à l'exception de Rebaia) (Ouamri , Birine, Bir Ghbalou) ceux de Bou-Saada. Si l'on retient la différenciation entre les travailleurs recrutés sur place et ceux qu'a logés l'entreprise, selon l'hypothèse admise plus haut, on constate que c'est avant tout l'implantation de ces derniers qui élève le revenu moyen par actif de Berrouaghia et des localités avoisinantes : les salariés implantés avec leur familles à Médéa, Ksar-el-Boukhari, Ouzeraa, aussi bien qu'à Berrouaghia se situent, comme les citadins de l'extérieur ou migrés seuls, dans le premier groupe de revenus, entre 17300 (à Ksar-el-Boukhari) et plus de 20.000 DA par an (à Berrouaghia) ; ceux implantés dans les mêmes conditions, dans la deuxième classe, entre 14000 et 17000 DA, à El Omaria et Zoubiria. Les travailleurs recrutés sur place à Ouzerâa, et même à Médéa et Ksar-el-Boukhari, se retrouvent dans la troisième classe (entre 11850 et 12.400 DA) , et même au sommet de la quatrième,- à Berrouaghia comme à El Omaria-, au même titre que l'ensemble des recrutés régionaux .

L'immigration de provenance citadine tend donc à être le facteur essentiel de relèvement local des revenus moyens des travailleurs du complexe SONACOME . Il contribue par là-même à gonfler notablement les apports monétaires de celui-ci , plus aux deux villes régionales qu'à Berrouaghia même et aux centres ruraux limitrophes .

L'apport monétaire par commune joue un rôle d'autant plus important que le nombre de salariés du complexe y est plus important relativement à la population active et ocuupée antérieure, que les occupations préexistantes étaient moins rémunérées, et que les résidents y occupent des emplois plus qualifiés; mais il peut concerner moins directement la population originaire de la commune si les résidents arrivés de l'extérieur sont proportionnellement plus nombreux et plus qualifiés .

Berrouaghia ville est la localité où cet apport apparaît, malgré sa part relativement moyenne, décisif : le volume des salaires bruts peut être évalué à 11.260.000 DA , accrus d'environ 20% par les prestations familiales . Ces chiffres représentent environ un doublement des revenus urbains (une augmentation de plus de 80% du fait des seuls salaires) , si l'on se réfère à la population occupée de 1973-74, et aux gains moyens algériens des différentes catégories professionnelles donnés pour 1972 (5), corrigés par les augmentations postérieures des salaires nominaux. En même temps la part distribuée sous forme de salaires passe de moins de 75% à environ 88% de ces revenus. Cependant, environ 650.000 DA (5,6% de l'apport nouveau) vont aux travailleurs venus de l'extérieur s'installer avec leurs familles, 1.730.000 (15,3%) à ceux qui conservent leur domicile loin du lieu de travail. Les 8,9 M. DA restants ne représentent ainsi que 48,4% du total des salaires payés, et n'apportent, et n'apportent à la population préalablement fixée dans la ville qu'un accroissement de ses propres revenus de l'ordre des 3/5 .

Les autres localités où cet apport est notable sont les deux villes régionales, Médéa et Ksar-el-Boukhari, où, sur les mêmes bases, et compte tenu de l'accroissement démographique postérieur à 1966, on peut l'évaleur respectivement à5,2% (3,6 M. DA) et 4% (1,4 M. DA) , par l'effet des seuls salaires bruts . Mais, à Médéa, la moitié (1,8 M DA) concerne des travailleurs de l'extérieur logés dans la ville ; à Ksar-el-Boukhari, la proportion correspondante est du tiers, ne laissant guère que 950.000 DA à la population préexistante : l'accroissement du revenu de celle-ci n'est guère ainsi, dans ces deux villes, que de 2,6%. En zone rurale, Zoubiria, l'apport de 1.140.000DA représente par contre un accroissement de revenus évaluable à 14,5% , dont plus d'un million DA (87%) à la population préexistante ; Ouzeraa, avec un apport de 580.000 DA , El Omaria (540.000) , Tletat-ed-Douaïr (225.000), connaissent un accroissement global de revenu de 3,5 à 3,2% dont 70%, 74% et 100% reviennent respectivement aux populations locales. En dehors de Sidi-Mahjoub et Ouamria, l'accroissement de revenus n'est nulle part supérieur à 1% . ..

Il apparaît ainsi (cf. IV , A , 1,2,3) que l'apport monétaire réel à la population locale est dans l'ensemble à la mesure de la résorption du chômage : c'est plus la création d'emplois qu'une rémunération nettement supérieure qui intéresse l'accroissement de revenus des populations préexistantes au fonctionnement du complexe ; l'accroissement du taux de rémunération concerne avant tout les actifs appelés de l'extérieur. Dans ces conditions, une partie notable des salaires distribués concerne les travailleurs soit résidant hors de la région, soit y entretenant leur famille : au total, 700.000 DA (3,6%) vont aux travailleurs d'Alger y résidant ou s'étant personnellement installés à Médéa ou Berrouaghia ; 160.000 (0,8%) à ceux de Blida ; 120. 000 (0,6%) à ceux des autres villes de la Mitidja, 175.000 à ceux des autres des autres villes du pays (0,9%) , Bou-Saada (0,3%) exclue . 0,7% vont dans les campagnes de Kabylie, 0,5 % dans les autres zones rurales . L'exportation de salaires concerne ainsi une part importante de 7,5% des rémunérations distribuées , à plus des 4/5 vers les villes, pour plus de moitié vers Alger. Ils n'y représentent qu'un apport relativement dérisoire, malgré l'importance non négligeable qu'ils pourraient avoir sur le lieu de production, à Berrouaghia et dans sa région, qui connaissent ainsi un manque à gagner .

L'aggravation de l'inégalité de la répartition géographique des revenus par celle des populations à charge .

La répartition géographique de la population à charge des travailleurs du complexe SONACOME (Carte 4) témoigne de l'aggravation de la disparité des revenus par celle de la situation démographique des différentes catégories d'emploi et de qualification inégalement représentées d'un lieu de résidence ou de provenance à l'autre .

Le nombre de personnes dépendant d'un emploi (Tableau VI , 1) varie de une (pour les ruraux de l'Algérois migrés à Berrouaghia, et les résidents de Ouamri) à 7,67, pour les travailleurs (tous gardiens) venus de Bou Saada, pour une moyenne de 3,4 , inférieure presque de moitié à la dimension moyenne des ménages algériens. Ceux des travailleurs du complexe qui ont le moins de personne à charge sont (à moins de 2,4 pour un actif) exclusivement des recrutés hors de la région, venus sans leur famille : qu'il s'agisse de ceux résidant à Médéa ou de ceus résidant à Berrouaghia même, - à l'exception seulement de ceux venus des régions, rurales ou urbaines, de l'ancienne wilaya du Titteri -, ils doivent leur faible charge tant à leur taux élevé de célibat, toujours supérieur à 72% (Tableau VI, 2) pour une moyenne de 47%, qu'au faible taux de fécondité (toujours moins de 3 enfants par femme, contre 3,48 en moyenne) . Ces deux traits cumulés sont liés avant tout à la jeunesse des salariés recrutés à l'extérieur ,- les plus qualifiés-, et de leurs conjoints, de caractéristiques liées à leur formation, âge tardif au mariage, pratique d'une certaine planification familiale, qui reflètent celles des catégories socio-professionnelles auxquelles ils appartiennent, et qui ont été notées plus haut . Ce sont ces caractéristiques qui ont facilité leur déplacement (III , A , 4) .

A l'opposé , et pour les raisons inverses, les taux de charge supérieurs à 4 personnes par actif rassemblent les migrés des marges Sud et Est du Titteri,- y compris Bou Saada-, et les résidents de la plupart des localités plus proches placées dans les mêmes directions par rapport à Berrouaghia : Sidi Nadji, Rebaïa , Tletat-ed-Douaïr, Souagui ; les taux de célibat sont inférieurs à 37,5%, il y a toujours, sauf pour les migrés d'Ouled Maaref, plus de 4,8 enfants par mère . Cette situation reflète celle de classes d'âge plus avancé, et des caractéristiques qui sont celles de niveaux inférieurs de qualification.

Entre ces deux extrêmes, les taux de charge inférieurs à la moyenne,- de 2,4 à 3, sont ceux des villes régionales, Médéa et Ksar-el-Boukhari, et de localités rurales situées dans leur orbite et sur les axes routiers les reliant au complexe, Moudjebeur, Ouzeraa, Ben Chicao, El Omaria, où les familles de travailleurs recrutés à un niveau élevé de qualification, à l'extérieur, se mêlent en proportion importante à celles des salariés recrutés sur place, souvent, en ville, pour une formation spécialisée relativement poussée. Le taux de célibat est généralement supérieur à la moyenne (de 50 à 66,6%) , et le taux de fécondité inférieur à celle-ci (autour de 2,6) sauf à Ben Chicao et Ouzerâa, où le premier est relativement bas, compensé par un très faible nombre d'enfants par mère (1,55 à 2,27) et à El Omaria où, pour un taux de célibat plus élevé (69%), il y a 5 enfants par mère . Dans le cas général jouent, pour une fraction de la population, les mêmes facteurs que pour les migrés à longue distance, dans le second joue la jeunesse des travailleurs formés .

Les taux de charge supérieurs à la moyenne sont ceux,avant tout, des localités de recrutement massif, où sont néanmoins logés, en faible proportion, de nouveaux arrivés : Berrouaghia et Zoubiria, - mais aussi Sidi Mahjoub et, dans l'ensemble, les environs les plus immédiats du complexe. Les taux de célibat y tournent autour de la moyenne (de 44 à 50%), comme les taux de fécondité (de 3,4 à 4). La diversité même des conditions de recrutement explique cette situation moyenne .

Le fait même que les charges de familles sont d'autant plus lourdes que la qualification, partant la rémunération sont plus faibles accentue les distorsions de la répartition géographique des revenus. Là où les revenus moyens par actif varient de 1 à 3 , les revenus moyens par personne à charge varient de 1 à 15 (des familles de migrés de Bou Saada à celles de la Kabylie rurale et des villes de l'Est) .

La répartition par lieu de résidence des revenus par tête d'habitant (actif ou à charge) dépendant du complexe oppose, en dehors de Ouamri dont chaque résident dispose, en l'absence de personne à charge, de 14.000 DA par an, les familles de travailleurs des deux villes de résidence extérieures, Alger et Blida (entre 6.000 et 10.000 DA tête et par an), et les ruraux du Sud et de l'Est enclavés du

Titteri : Sidi-Nadji, Ouled Hellal, Souagui, à moins de 2.400 DA par tête et par an. Entre ces extrêmes, une première catégorie intermédiaire, entre 3.600 et 6.000 DA par an et par tête,- la moyenne se situant à 3600 -, groupe les populations dépendantes du complexe des deux villes régionales , Médéa et Ksar-el-Boukhari, et des centres ruraux de l'axe de la RN 1, Ouzerâa et Moudjebeur, ainsi que de Rebaïa . les populations dépendantes de Berrouaghia se situent au dessous de la moyenne, entre 2400 et 3680 DA, à peu prés au même niveau que celles de centres ruraux proches, Tletat-ed-Daouaïr et Sidi-Mahjoub, mais plus bas , quoi que dans la même catégorie, que Zoubiria ou El Omaria .

Il est caractéristique que les lieux de résidence des familles de la plupart des travailleurs migrés à Berrouaghia et Médéa reçoivent par tête et par an des revenus de la catégorie la plus élevée : c'est le cas pour les familles de migrés d'Alger, des villes de mitidja sauf Blida, de celles du reste de l'Algérie, et de la Kabylie rurale . A l'opposé, les lieux de migration de la périphérie Sud-Est du Titteri, urbains comme ruraux, se situent comme les lieux de résidence de travailleurs des mêmes marges, dans la plus basse classe de revenus par tête : c'est le cas pour Bir Ghbalou, Birine, et surtout pour Bou Saada. De même, dans les localités où les familles dépendant du Complexe sont pour partie celles de travailleurs résidents, pour partie celles de travailleurs logés au complexe, les revenus moyens des premières sont, dans l'ensemble, inférieurs à ceux des secondes, sauf à Ouamri . Mais la supériorité des revenus par tête des migrants individuels, si elle peut sensiblement relever la moyenne de ceux des lieux de résidence des familles, ne modifie que trés peu ceux de Berrouaghia, et à plus forte raison de Médéa, du fait de leur petit nombre relatif par rapport à la population totale de ces villes qui dépend du complexe. Cependant, dans l'hypothèse retenue, dans ces deux villes, comme à Ksar-el-Boukhari et dans les autres localités où la SONACOME a logé des salariés, les familles nouvellement installées disposent de revenus par tête doubles ou triples de ceux de populations dépendantes locales , dont les ressources sont ainsi sensiblement inférieures aux ressources moyennes de leur localité de résidence, sans jamais cependant passer dans la catégorie inférieure, tandis que celles des nouveaux installées se situent toujours dans la deuxième classe, de 6020 à 10.000 DA (Tableau V, 2).

Le niveau des revenus par tête de la population de Berrouaghia dépendant du complexe est ainsi , pour les originaires de ce centre, de type rural, comme celui de Sidi Mahjoub, Tletat-ed-Douaïr, contrairement à celui des populations dépendantes locales de Médéa ou Ksar-el-Boukhari, de 50 à 90 % plus élevé. Il n'en est par moins supérieur, largement, au revenu moyen par tête des campagnes algériennes, et de peu, au revenu moyen par tête algérien . A l'intérieur même de Berrouaghia, on peut l'évaluer, selon les hypothèses retenues, comme supérieur de 17% à celui du reste de la population de la ville (prestations familiales exclues) ; il serait, dans ce cas responsable d'une hausse moyenne de 7% environ du revenu urbain . Mais l'essentiel

du relèvement moyen est, ici comme à Ksar-el-Boukhari ou à Médéa avec beaucoup moins d'ampleur, le fait des revenus du personnel venu de l'extérieur, seul ou en famille, dont le revenu par tête est de 3,1 à 3,4 fois celui de la population locale préalablement installée . L'accentuation du caractère urbain du niveau de consommation est donc, qualitativement, due à l'immigration de cette minorité de salariés venus de l'extérieur pour l'encadrement du complexe .

DEPENDANCE VIS-A-VIS DU COMPLEXE ET URBANISATION .

La hausse globale de la capacité de consommation est donc, pour les populations locales, plus liée à l'accroissement du nombre global d'emplois qu'à la hausse des revenus individuels ; plus à la masse dépendante du complexe qu'au nombre même des actifs et surtout qu'à l'apport des cadres extérieurs, surtout tant que la majorité d'entre eux conservent leurs domiciles familiaux dans leur lieu de provenance.

La répartition géographique du taux de dépendance de la population à l'égard du complexe (Carte 7) montre que celui-ci est d'autant plus faible par rapport au taux d'emploi relativement à la population active de 1966 que ce taux est plus fort ,- et que, parallèlement, la population a le plus augmenté : les régions rurales stagnantes, marginales, à faible taux d'emploi et de résorption du chômage par la SONACOME sont aussi celles où la proportion d'habitants vivant du complexe est supérieure à celle de ses salariés parmi l'ensemble des actifs : ainsi Souagui, Ouled Helal, Ouled Maaref, Bou Saada. A l'inverse, les deux villes régionales, Médéa et Ksar-el-Boukhari, ne comptent qu'une proportion respectivement 3 fois et 2 fois et demie moindre d'habitants vivant du complexe que de salariés par rapport aux actifs de 1966 , dont le nombre absolu s'est, il est vrai accru de plus de 50% depuis. Le rapport se fait dans le même sens pour les communes rurales proches du complexe au recrutement plus intense, El Omaria, Ouzeraa , Zoubiria, Sidi Mahjoub,- même si l'accroissement récent de population atténue la différence apparente sur les cartes 8 et 9 . Ces deux cartes indiquent un rapport de même sens, du simple au double , pour Berrouaghia, mais, rapporté au taux d'activité de 1973-1974 (d'après l'Etat civil) , le taux global d'emploi par la SONACOME (36,8%) est en fait beaucoup plus proche du taux de dépendance (32,8) .

L'infériorité globale du taux de dépendance, principalement des villes et des localités proches, est directement en relation avec le recrutement préférentiel des jeunes, au fort taux de célibat et aux charges de famille relativement faible . Il est normal qu'elle disparaisse dans régions rurales à taux de chômage souvent fort, marginales par rapport au recrutement, et fournissant une main d'œuvre non-formée ; normal aussi qu'elle s'atténue à Berrouaghia même du fait de la massivité du recrutement par là même moins sélectif.

Le complexe SONACOME apporte des revenus bien moindres qu'aux villes, aussi bien globalement que par habitant, aux communes rurales de son aire de recrutement; il n'en place pas moins sous sa dépendance une part de leur population plus notable,-même si elle reste très limitée-, que le nombre de salariés qu'elle en fait venir ne le laisserait croire. Compte tenu de la saturation atteinte à Berrouaghia et dans sa région proche, cette part est appelée à croître lors de l'entrée en fonctionnement de l'unité pompes et de l'extension de l'unité vannes. Au contraire, dans les villes, dans les campagnes proches et à Berrouaghia même, l'atténuation relative de la dépendance à l'égard des emplois SONACOME par rapport au nombre de ceux-ci signifie que les salaires payés par la société nationale sont déjà souvent, au moins dans la ville d'implantation du complexe, des ressources ajoutées à d'autres au sein d'un même ménage. Ils contribuent ainsi à élever singulièrement le niveau de consommation de ces ménages.

Malgré la forte proportion des salaires dépensés, en tout ou en partie, hors du circuit commercial de la petite ville,- soit, directement, au restaurant ou à la coopérative du complexe, soit dans les autres centres de résidence des salariés, soit encore dans les villes, extérieures à la région, où vivent les familles de recrutés résidant eux mêmes sur place, les sommes mises en circulation dès à présent à Berrouaghia suffisent à y induire un développement considérable de l'activité commerciale: le volume même des échanges y est normalement accru en proportion de l'augmentation des revenus, supérieure à 80%; la nature de ces échanges a tendance à s'y diversifier, en raison non seulement du léger accroissement général du revenu par tête, mais aussi de l'apport beaucoup plus massif des salaires des personnels d'encadrement venus de l'extérieur et entre autres d'Alger, nouvellement installés ou appelés à le faire prochainement avec leurs familles, et enfin de la multiplication des sources de revenus de nombreux ménages dont, désormais, plusieurs membres travaillent. On peut légitimement penser que cette croissance n'aboutit pas seulement à réduire la somnolence, la sous-activité et la sous-rémunération du commerce; elle est génératrice de la création potentielle de nouveaux emplois dans ce secteur, à travers des créations d'établissements à attendre de privés comme d'entreprises publiques, notamment pour la distribution de marchandises étrangères aux besoins quotidiens. Leur absence, actuellement, dans le paysage urbain de Berrouaghia, est seulement le signe du retard d'équipement de la ville par rapport à ses nouveaux besoins dans ce domaine, comme dans celui des services et dans celui de l'habitat, dont témoignent les chantiers en cours.

Cependant, certains centres ruraux, plus particulièrement ceux situés sur l'axe de R.N. 1, Ouzera, Ben Chicao, et surtout Zoubiria, reçoivent simultanément de nouvelles ressources, suffisamment substantielles pour y susciter aussi un développement commercial qui tend à atténuer, dans ce domaine, leur dépendance à l'égard de Médéa, comme de Berrouaghia. L'insuffisance même des capacités de Berrouaghia à fournir la force de travail nécessaire au complexe et l'habitat à la totalité des salariés appelés de l'extérieur constitue un facteur de développement et d'équipement des petits centres limitrophes parallèles au développement de la ville d'implantation.

CONCLUSION :
UN NOUVEAU MODE DE CROISSANCE URBAINE .

L'implantation du complexe de la SONACOME,- comme d'ailleurs celle de l'unité SNMC et celle des nouveaux services publics et administratifs accompagnant l'érection de la ville en chef-lieu de Daïra-, constitue pour Berrouaghia un facteur d'une urbanisation de type nouveau dans l'intérieur de l'Algérie. Une petite agglomération de ce type, à la limite du rural et de l'urbain, ne possédait ni bourgeoisie foncière importante, ni bourgeoisie commerciale dominant véritablement des campagnes . La Révolution Agraire, par là même limitée, n'a donc pu lui faire perdre des ressources notables en lui retirant le peu de rentes et de profits d'une exploitation, restée très marginale, de sa région rurale. L'activité et les ressources monétaires nouvelles qu'elle a reçues du fait de l'industrialisation peuvent ainsi être considérées comme un acquis entièrement neuf,- même si, sous la même impulsion, les localités rurales voisines acquièrent une nouvelle autonomie à son égard sur le plan commercial .

Quel que soit le poids actuel des retards d'équipement,l'achèvement, à attendre dans des délais relativement proches , de la deuxième tranche du complexe et des 1283 logements H.L.M. en construction, ne pourra que consacrer cette urbanisation, en portant à plus de 5.000 actifs l'effectif travaillant à Berrouaghia , et au delà de 15.000 habitants la population y résidant. Le processus de cette urbanisation , en même temps qu'il absorbe la totalité de la force de travail présente sur place , implique l'immigration d'une population nouvelle de provenance surtout urbaine, celle des membres du personnel d'encadrement redistribués principalement par Alger , et dont la satisfaction des besoins exige l'attribution du plus grand nombre des logements neufs. Ce processus exclut la réception d'un exode rural de type classique que serait l'arrivée de ruraux déracinés sans emploi ni formation; dans des délais qui dépassent nécessairement ceux de la construction en cours des H.L.M il exclut même l'insertion dans la ville des travailleurs peu ou pas qualifiés dont le recrutement dans les campagnes de la région est appelé à augmenter du fait de l'absorption poussée de la force de travail disponible sur place, et non seulement à résorber le sous-emploi agricole,mais à prélever sur la main d'oeuvre employée dans l'agriculture .

Berrouaghia paraît ainsi condamnée à cette forme de croissance urbaine , accompagnée d'une urbanisation des origines de sa population, et génératrice de développement: celui-ci passe par la diversification de l'emploi et l'induction d'activités d'échanges et de services dans les zones rurales limitrophes, par l'extension de la dépendance vis-àvis de Berrouaghia des marges de son aire de recrutement, par l'allongement des migrations pendulaires de travailleurs. En effet, les perspectives ouvertes pour les villes voisines de Médéa et Ksar-el-Boukhari, par les projets de créations industrielles qui les concernent, rendent impossible , dès à présent, la poursuite des

solutions provisoires qui ont consisté, jusqu'à présent,à y loger la plus grande partie du personnel d'encadrement. Une concurrence s'amorce avec ces villes, et plus seulement avec l'agriculture des campagnes, pour le recrutement même du personnel d'exécution.

Dans le cadre de la politique régionale d'implantation des industries de transformation amorcée par le Second Plan Quardriennal, cette forme d'urbanisation et les problèmes qu'elle pose en matière de logement, d'équipement commercial, de services, de transports de personnel, d'emploi,- et pas seulement d'infrastructures ferroviaires et de desserte en eau et en énergie-, ne sont pas propres à Berrouaghia. Elle caractérise nécessairement de façon plus aigue encore , dés à présent, un centre initialement encore plus petit et moins urbain, tel que Aïn Kebira, dans la wilaya de Sétif, où se construisent des unités industrielles des mêmes sociétés exigeant des emplois en proportion encore plus grande par rapport à la population présente. Elle affecte nécessairement aussi, à divers degrés, des centres de dimensions et de structures voisines, tels que Aïn Defla ou Ouled Rhiou, dans la vallée du Chélif .

Elle diffère par contre sensiblement de la transformation des structures de villes déjà importantes, grandies antérieurement comme centres de commandement régional, foncier, administratif, commercial, autour desquels s'est accumulé précédemment l'exode rural. Des villes , comme Setif ou Sidi-Bel-Abbes, deviennent des centres de production : les revenus nés de leur nouvelle fonction industrielle se substituent à ceux prélevés, avant la Révolution Agraire, sur les campagnes dominées, et les dépassent largement .

Les problèmes nouveaux, nés du développement différent. Mais, ici comme là, dans une ville en création comme Berrouaghia, dans une ville en mutation comme Sidi-Bel-Abbes, le trait majeur commun est bien la croissance, en nombre et en poids relatif, de la population ouvrière. L'effacement relatif des « bourgeoisies » locales, foncière et commerciale, là où elles existaient, l'accroissement de l'activité commerciale , intra-urbaine, la diversification fonctionnelle des zones rurales l'accompagnent. Ainsi sont radicalement modifiés les rapports antérieurs entre ville et campagne .

1 – Secrétariat d'Etat au Plan, Enquêtes communales 1972.

2 – DE PLANHOL (X). La formation de la population musulmane à Blida - Revue de Géographie de Lyon, 1961 pages 219-230.

3 – Op. Cit - Introduction générale

4 – A. PRENANT. Essai d'évaluation et d'intérprétation de la croissance urbaine en Algérie de 1966 à 1974. 115 p. ronéo Secrétariat d'Etat au Plan. CNRES. Novembre 1976.

5 – Secrétariat d'Etat au Plan - Direction des Statistiques = Tableaux de l'économie algérienne 1973.